

# REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

S ÉANCE PUBLIQUE DU:

**LUNDI 17 FÉVRIER 2014**

---

**TOME I**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mme Stéphanie THIARELLO, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17 mars 2014

Pour Madame le Maire,

et par délégation,



Mme Stéphanie THIARELLO

Chef de Service Adjoint de l'Assemblée



# SOMMAIRE

## *TOME I / VI*

---

Convocation .....	p. 1
Ordre du jour .....	p. 2
Emargement .....	p. 11
Compte-rendu .....	p. 15
Délibérations et annexes .....	p. 36 à 204

## *TOME II / VI*

---

Délibérations et annexes .....	p. 205 à 400
--------------------------------	--------------

## *TOME III / VI*

---

Délibérations et annexes .....	p. 401 à 602
--------------------------------	--------------

## *TOME IV / VI*

---

Délibérations et annexes .....	p. 603 à 836
--------------------------------	--------------

## *TOME V / VI*

---

Délibérations et annexes .....	p. 837 à 869
Synthèse des décisions .....	p. 870
Décisions et annexes .....	p. 876 à 1038

## *TOME VI / VI*

---

Décisions et annexes .....	p. 1039 à 1155
----------------------------	----------------

Secrétariat Général  
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 17 février 2014 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

**Madame Le Maire,**



**Hélène MANDROUX**

PJ :

- PV du Conseil municipal 16 décembre 2013.
- Ordre du jour de la séance du 17 février 2014.
- Synthèses des affaires du 17 février 2014.

## Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 17 février 2014  
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

- 
- |                                |   |  |
|--------------------------------|---|--|
| <b>M<sup>me</sup> le Maire</b> |   | Adoption de l'ordre du jour  |
| <b>M<sup>me</sup> le Maire</b> |   | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent   |
| <b>M<sup>me</sup> le Maire</b> |   | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –<br>Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal  |
| <b>Jean-Louis GELY</b>         | 1 | Nouveaux temps scolaires Présentation des principes structurants du Projet Educatif de<br>Territoire   |
| <b>Michaël<br/>DELAFOSSÉ</b>   | 2 | Approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du secteur sauvegardé  |
|                                |   | <b>Démocratie participative, politiques locales de déplacement,<br/>concertation, occupation non commerciale du DP, RH</b>   |
| <b>Serge<br/>FLEURENCE</b>     | 3 | Cotisation pour l'année 2014 au Club des villes et territoires cyclables   |
|                                |   | <b>Jeunesse- Vie étudiante</b>   |
| <b>Michel PASSET</b>           | 4 | Cité de la Jeunesse Comité Scientifique Consultatif Convention de partenariat Ville de<br>Montpellier / Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP)<br>Autorisation de signatures Modalités de fonctionnement |
| <b>Michel PASSET</b>           | 5 | Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville   |
| <b>Michel PASSET</b>           | 6 | Jeunesse Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes<br>(ANACEJ) pour l'année 2014  |
|                                |   | <b>Emploi, insertion par l'économie, tourisme</b>  |
| <b>Marc DUFOUR</b>             | 7 | Cité des Métiers de Montpellier Conventions relatives aux contributions des partenaires  |
| <b>Marc DUFOUR</b>             | 8 | Emploi et insertion par l'économie Cotisation au réseau Cité des Métiers   |
| <b>Marc DUFOUR</b>             | 9 | MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des   |



devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

**Marc DUFOUR** 10 Convention d'occupation du domaine public - Manège de chevaux de bois de la Comédie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

**Marc DUFOUR** 11 Convention d'occupation du domaine public - Skate park de la Mosson - Kiosque alimentaire - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

### **Prévention, environnement, santé**

**Jacques TOUCHON** 12 Mise en conformité du Parc Darwin - Mise en conformité de la zone technique Attribution des marchés de travaux Autorisation de signer les marchés et demandes d'aides financières

**Jacques TOUCHON** 13 PARC DARWIN Adhésion à diverses associations et attribution de cotisations pour l'exercice 2014

**Jacques TOUCHON** 14 Convention de partenariat entre le syndicat du Bassin du Lez et la Ville

**Jacques TOUCHON** 15 Convention de partenariat entre l'Association « Humanité et Biodiversité » et la Ville de Montpellier

### **Cohésion sociale**

**Christiane FOURTEAU** 16 Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2014

### **Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain**

**Philippe THINES** 17 Dénominations de voies et d'espaces publics

**Philippe THINES** 18 PRU Centre – Cité Gély Aménagement d'une liaison piétonne à la salle de boxe Jean Farré Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

**Philippe THINES** 19 PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

**Philippe THINES** 20 PAE TIERS ETAT Aménagement de la 1ère phase de l'allée du Tiers Etat Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

**Philippe THINES** 21 Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique - marché négocié - autorisation de signer le marché

**Philippe THINES** 22 Travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway - marchés à procédure adaptée - autorisation de signer les marchés

**Philippe THINES** 23 Convention financière Ville/Communauté d'Agglomération pour l'adaptation d'équipements de la Ville liés au tramway lignes 4 et 5

**Philippe THINES** 24 Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles, bisannuelles, graines, orangeries. Autorisation de signer l'avenant n°1 du marché OG57270

<b>Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs</b>		
<b>Régine SOUCHE</b>	25	Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions
<b>Régine SOUCHE</b>	26	Marché d'intervention de sécurité - Gardiennage des bâtiments communaux - Ouverture et fermeture de locaux Autorisation à signer le marché
<b>Régine SOUCHE</b>	27	Marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140 Lot n° 1 : Accueil et sécurité Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée Autorisation de signer l'Avenant de transfert entre les sociétés : Agence de Sécurité Intégrale et Isopro Sécurité Privée Sud Ouest

### **Culture et patrimoine**

<b>Philippe SAUREL</b>	28	Convention de développement de l'émission Fête de la Musique le 21 juin 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	29	Cinéma Nestor Burma Adoption du tarif de 4€ pour les spectateurs de moins de quatorze ans
<b>Philippe SAUREL</b>	30	Comédie du Livre Autorisation de dépôt de demande de subventions et aides directes à la venue d'auteurs invités par la Ville
<b>Philippe SAUREL</b>	31	Association Coeur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	32	Association Allons'Z'Enfant - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	33	Attribution de subventions de fonctionnement à des compagnies de théâtre, de danse et à des groupes de musique Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	34	Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	35	Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques de création, de diffusion et d'accompagnement Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	36	Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	37	Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	38	Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	39	Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	40	Attribution d'une subvention à l'association Attitude Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	41	Attribution d'une subvention à l'association des Choeurs de Montpellier Convention de partenariat Exercice 2014



<b>Philippe SAUREL</b>	42	Attribution d'une subvention à l'Université Paul Valéry Montpellier III pour le théâtre La Vignette Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	43	Attribution d'une subvention à l'association Compagnie Adesso e Sempre Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	44	Attribution d'une subvention à la Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	45	Attribution d'une subvention à l'association Musique Sans Frontières Convention de partenariat Exercice 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	46	Culture et Patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014
<b>Philippe SAUREL</b>	47	Bureau d'Accueil des Tournages de Montpellier: bilan et perspectives, adoption d'une convention d'autorisation de tournages type, exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

### **Rénovation urbaine**

<b>Christian BOUILLE</b>	48	QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives
<b>Christian BOUILLE</b>	49	QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties privatives
<b>Christian BOUILLE</b>	50	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
<b>Christian BOUILLE</b>	51	Avenant au marché pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Coeur

### **Petite enfance**

<b>Françoise PRUNIER</b>	52	Construction de la crèche rue Boussinesq - Attribution du marché de travaux
<b>Françoise PRUNIER</b>	53	Crèche La Petite Sirène Protocole d'accord transactionnel suite aux désordres des sols souples
<b>Françoise PRUNIER</b>	54	Partenariat Ville - Etablissements associatifs d'accueil de Petite Enfance Avenants aux conventions
<b>Françoise PRUNIER</b>	55	Convention de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pour le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles Aiguelongue

### **Vie associative et Maisons pour tous**

<b>Sophie BONIFACE-PASCAL</b>	56	Maison pour tous de la ville de Montpellier mise à disposition de salles à titre gratuit
-------------------------------	----	--

## **Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies**

<b>Frédéric TSITSONIS</b>	57	Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	58	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	59	Convention de location Ville de Montpellier / Mouvement Français du Planning Familial 48, boulevard Rabelais
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	60	88 bis avenue de Toulouse Convention de location Ville de Montpellier/Association Chèvrefeuille étoilé
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	61	Site Pagézy Aménagement et mise à disposition de locaux pour la création d'un Centre d'Incendie et de Secours Accord de principe sur le projet
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	62	Convention de mise à disposition d'un marché de fourniture et d'acheminement de Gaz Naturel passé sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP pour la Ville de Montpellier
<b>Frédéric TSITSONIS</b>	63	Exploitation du parking du futur Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 2

## **Action internationale**

<b>Perla DANAN</b>	64	Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon
<b>Perla DANAN</b>	65	Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.
<b>Perla DANAN</b>	66	Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014 - Action Internationale et jumelages

## **Urbanisme, aménagement durable et NTIC**

<b>Michaël DELAFOSSE</b>	67	ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Modification d'Agrément de candidature PROMOLOGIS – Groupement d'habitants MASCOBADO Lots 5A1/5A2
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	68	Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Bouygues Immobilier (pour une opération située à l'intersection de l'avenue Saint Lazare et de l'avenue de la Justice de Castelnaud)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	69	Avenant N° 1 au contrat d'urbaniste - architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne - République Marché 9G118332
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	70	Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) Secteur Place de la Voie Domitienne APPROBATION
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	71	Réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat - Conventions de financement des travaux acoustiques - Autorisation de signature
<b>Michaël</b>	72	ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature ICADE (Lot 9)



## **DELAFOSSE**

<b>Michaël DELAFOSSE</b>	73	ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature Pragma (Lot 8)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	74	ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3A COGIM
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	75	Vente du Domaine du Grand Puy Chemin des Comportes et chemin de Poutingon Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115 partie et EH 44 partie
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	76	Immeuble 759 rue de la Croix de Figuerolles Immeuble 6 rue des Coronilles Immeuble 2 rue des Tourterelles Déclassement du domaine public communal
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	77	Domaine de Lavalette Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique Ville / "Montpellier SupAgro" du 25 juillet 1980
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	78	Domaine de Lavalette Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique Ville / Etat du 16 octobre 1980
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	79	DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété CAMPUS FRANCE 130, avenue de Palavas Convention Ville / Groupement d'Associations Mutualisées d'Economie Sociale à Montpellier (GAMMES)
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	80	Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	81	Foncier Déclassement du domaine public communal Impasse non désignée cadastrée AB 22 et AB 27 située sur la commune de Grabels
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	82	Foncier Rue d'Argencourt Acquisition d'une emprise de terrain auprès de la société Pragma
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	83	Foncier Elargissement cheminement piéton Rue des Razeteurs SARL Premières Pierres
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	84	Foncier Résidence Le Cassiopée rue de Substantion - Régularisation foncière
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	85	Foncier rue Serge Lifar Acquisition terrain Résidence Cosy Park
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	86	Foncier rue Henri Lagatu Acquisition parcelle TN 66
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	87	Foncier rue de Fontcouverte Elargissement devant la gendarmerie
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	88	Foncier Classement dans le Domaine Public Communal Rue du Sichuan Allée Albert Soboul Procédure de Transfert d'Office
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	89	Foncier Ilot Saint Lazare Echange foncier Ville-Bouygues Immobilier
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	90	Acquisition d'une future place publique Rue de la Croix de Lavit



<b>Michaël DELAFOSSE</b>	91	Foncier Allée des Frères Grimm Régularisation d'emprises de voirie
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	92	Foncier Agrandissement Place Emile Martin Propriété "SCI Coeur Saint-Eloi"
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	93	FONCIER Jardin de la Reine Démolition de la passerelle enjambant la rue du Fbg Saint Jaumes Dépôt de la demande de permis de démolir
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	94	Foncier SCI des Quatre Vents Rue Jean Segondy
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	95	Montpellier Grand Coeur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt architectural
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	96	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	97	Cotisation pour l'année 2014 Association « Architecture et Maître d'Ouvrage »
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	98	Technologies de l'Information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014
<b>Michaël DELAFOSSE</b>	99	Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville / SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1 Abroge et remplace la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013

### **Réussite éducative**

<b>Jean-Louis GELY</b>	100	Immeubles de logements 759 rue Croix de Figuerolles 6 rue des Coronilles 2 rue des Tourterelles Vente à la société Nouveau Logis Méridional Signature d'une convention de réservation de quatre logements entre la Ville et la société Nouveau Logis Méridional
<b>Jean-Louis GELY</b>	101	Ecoles Kergomard et Daviler: création de deux écoles communales de droit commun suite à la procédure de désannexion et au transfert de propriété à la Ville
<b>Jean-Louis GELY</b>	102	Groupe Scolaire Malraux Autorisation de signer les marchés de travaux
<b>Jean-Louis GELY</b>	103	Extension de l'école maternelle Madeleine BRES - autorisation de signer les marchés de travaux
<b>Jean-Louis GELY</b>	104	Ecoles privées sous contrat d'association. Participation de la Ville année 2014

### **Elections**

<b>Magalie COUVERT</b>	105	Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des Conseillers municipaux et des Conseillers communautaires des 23 et 30 mars 2014 Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat
------------------------	-----	--

### **Cohésion sociale**

<b>Audrey DE LA GRANGE</b>	106	Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2014
----------------------------	-----	---

## **Sports**

<b>Patrick VIGNAL</b>	107	<b>PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES</b> Attribution de subventions Exercice 2014
<b>Patrick VIGNAL</b>	108	Mise à disposition des installations sportives et des locaux associatifs à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention Approbation de la redevance minorée
<b>Patrick VIGNAL</b>	109	Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé
<b>Patrick VIGNAL</b>	110	Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2014 Approbation de la redevance minorée

## **Démocratie de proximité**

<b>Cédric SUDRES</b>	111	Règlement intérieur, présidence déléguée et constitution du bureau du Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)
----------------------	-----	--

## **Ressources humaines, occupation non commerciale du domaine public**

<b>Serge FLEURENCE</b>	112	Modification du tableau des effectifs
<b>Serge FLEURENCE</b>	113	Signature de la Convention cadre avec le Centre de Gestion 34
<b>Serge FLEURENCE</b>	114	Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire
<b>Serge FLEURENCE</b>	115	Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit
<b>Serge FLEURENCE</b>	116	Marché n° OG832111 relatif à "Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art" Autorisation de signer l'avenant n°2
<b>Serge FLEURENCE</b>	117	Marché public à Appel d'Offres ouvert relatif à la location, la pose, l'entretien, l'approvisionnement et la dépose de deux sanitaires publics à entretien automatique Autorisation de signer le marché

## **Finances locales**

<b>Max LEVITA</b>	118	<b>CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON -</b> TaM/Transport de l'Agglomération de Montpellier - Rapport d'observations définitives
<b>Max LEVITA</b>	119	Communication au Conseil Municipal du compte- rendu retraçant l'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux pour l'année 2013
<b>Max LEVITA</b>	120	Report d'affectation de subventions votées en 2013
<b>Max LEVITA</b>	121	Attributions de subventions Exercice 2014

<b>Max LEVITA</b>	122	TARIFS 2014 Compléments et précisions
<b>Max LEVITA</b>	123	Cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France
<b>Max LEVITA</b>	124	Achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment. Autorisation de signer les marchés.
<b>Max LEVITA</b>	125	Achat de produits de droguerie. Autorisation de signer les marchés.
<b>Max LEVITA</b>	126	Cession des matériels et des véhicules
<b>Madame le Maire</b>	127	SERM – Petit Bard – Garantie d’emprunt Ville de Montpellier - Prêt PRU 2014 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations
	128	AFFAIRE RETIREE
<b>Philippe THINES</b>	129	Avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement «FOCH-PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS »



# LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 17 février 2014

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED  absente.	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Audrey DE LA GRANGE</p> 
<p>Gabrielle DELONCLE</p> 	<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 
<p>Jacques DOMERGUE</p> 	<p>Marc DUFOUR</p> 
<p>Christian DUMONT</p> 	<p>Sarah EL ATMANI</p> <p>absente</p>
<p>Laure FARGIER</p> <p>procuration</p>	<p>Serge FLEURENCE</p> 
<p>Christiane FOURTEAU</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> <p>procuration</p>	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

<p>Gérard LANNELONGUE</p> 	<p>Anne-Rose LE VAN</p> 
<p>Max LEVITA</p> 	<p>Richard MAILHE</p> 
<p>Mustapha MAJDOUL</p> 	<p>Hélène MANDROUX</p> 
<p>Hervé MARTIN</p> 	<p>Jacques MARTIN</p> 
<p>Marie MASSART</p> 	<p>Stéphane MELLA</p> 
<p>Nadia MIRAOU</p> <p>Reception</p>	<p>Christophe MORALES</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 



<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

## Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 17 février 2014  
SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

**Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT,, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régis SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrice VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### **Absents :**

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption de l'ordre du jour

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**M<sup>me</sup> le Maire**

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**M<sup>me</sup> le Maire**

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –  
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal



-----  
Monsieur Jacques MARTIN entre en séance.

Madame DE LA GRANGE et Monsieur SUDRES sortent de la séance.

Monsieur MAJDOUL quitte définitivement la séance.  
-----

**Jean-Louis GELY**

- 1 Nouveaux temps scolaires Présentation des principes structurants du Projet Educatif d  
Territoire  
*Pour : 44*  
*Contre : 8*  
*Abstentions : 2*  
*Adopté à la majorité.*

-----  
Messieurs TSITSONIS et DOMERGUE (avec procuration) sortent de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 2 Approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du secteur sauvegar  
*Pour : 51*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Serge  
FLEURENCE**

- Démocratie participative, politiques locales de déplacement,  
concertation, occupation non commerciale du DP, RH**  
3 Cotation pour l'année 2014 au Club des villes et territoires cyclables  
*Pour : 51*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Messieurs TSITSONIS et DOMERGUE (avec procuration) reviennent en séance.  
Mesdames BOYER, BENEZECH, BECCARIA, QVISTGAARD et Monsieur  
ARAGON sortent de la séance.  
-----

**Michel PASSET**

- Jeunesse- Vie étudiante**  
4 Cité de la Jeunesse Comité Scientifique Consultatif Convention de partenariat Ville d  
Montpellier / Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP)  
Autorisation de signatures Modalités de fonctionnement  
*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Mesdames COUVERT et LABROUSSE sortent de la séance.  
-----

**Michel PASSET**

- 5 Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville  
*Pour : 47*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**TOUCHON**

Attribution des marchés de travaux Autorisation de signer les marchés et demandes d'aides financières

*Pour : 48*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur SUDRES revient en séance.

**Jacques  
TOUCHON**

13 PARC DARWIN Adhésion à diverses associations et attribution de cotisations pour l'exercice 2014

*Pour : 49*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Jacques  
TOUCHON**

14 Convention de partenariat entre le syndicat du Bassin du Lez et la Ville

*Pour : 49*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Jacques  
TOUCHON**

15 Convention de partenariat entre l'Association « Humanité et Biodiversité » et la Ville de Montpellier

*Pour : 49*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Christiane  
FOURTEAU**

16 **Cohésion sociale**  
Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2014

*Pour : 49*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Messieurs ARAGON et SAUREL reviennent en séance.

Madame BECCARIA sort de la séance.

**Philippe THINES**

17 **Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain**  
Dénominations de voies et d'espaces publics

*Pour : 50*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame TROADEC-ROBERT sort de la séance.

**Philippe THINES**

18 PRU Centre – Cité Gély Aménagement d'une liaison piétonne à la salle de boxe Jean Farré Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

- Michel PASSET** 6 Jeunesse Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2014  
*Pour : 47*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Mesdames BECCARIA et QVISTGAARD reviennent en séance.  
Madame DOMBRE-COSTE et Messieurs SAUREL, PASSET et DELAFOSSE sortent de la séance.

- Marc DUFOUR** 7 **Emploi, insertion par l'économie, tourisme**  
Cité des Métiers de Montpellier Conventions relatives aux contributions des partenaires  
*Pour : 45*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Marc DUFOUR** 8 Emploi et insertion par l'économie Cotisation au réseau Cité des Métiers  
*Pour : 45*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame BENEZECH revient en séance.

- Marc DUFOUR** 9 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention  
*Pour : 46*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Marc DUFOUR** 10 Convention d'occupation du domaine public - Manège de chevaux de bois de la Comédie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation  
*Pour : 46*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Marc DUFOUR** 11 Convention d'occupation du domaine public - Skate park de la Mosson - Kiosque alimentaire - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation  
*Pour : 46*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame BOYER et Monsieur PASSET reviennent en séance.

- Jacques** 12 **Prévention, environnement, santé**  
Mise en conformité du Parc Darwin - Mise en conformité de la zone technique



*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe THINES** 19 PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alc et la rue de l'Oasis Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe THINES** 20 PAE TIERS ETAT Aménagement de la 1ère phase de l'allée du Tiers Etat Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe THINES** 21 Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique - marché négocié - autorisation de signer le marché

*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe THINES** 22 Travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway - marchés à procédure adaptée autorisation de signer les marchés

*Pour : 49*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Mesdames DE LA GRANGE, DOMBRE-COSTE, BENEZECH, TROADEC-ROBER  
reviennent en séance.  
Madame BONIFACE-PASCAL sort de la séance.

**Philippe THINES** 23 Convention financière Ville/Communauté d'Agglomération pour l'adaptation d'équipements de la Ville liés au tramway lignes 4 et 5

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe THINES** 24 Achat et fourniture de semences, de plantes à massifs annuelles, bisannuelles, graines orangeries. Autorisation de signer l'avenant n°1 du marché OG57270

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

### **Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs**

**Régine SOUCHE** 25 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Régine SOUCHE** 26 Marché d'intervention de sécurité - Gardiennage des bâtiments communaux - Ouvertu et fermeture de locaux Autorisation à signer le marché

*Pour : 51*  
*Contre : 2*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité*

**Régine SOUCHE** 27 Marché de sécurité et accompagnement évènementiel n° 2i091140 Lot n° 1 : Accueil sécurité Lot n° 2 : Accompagnement et protection rapprochée Autorisation de signer l'Avenant de transfert entre les sociétés : Agence de Sécurité Intégrale et Isopro Sécurité Privée Sud Ouest

*Pour : 51*  
*Contre : 2*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité*

### **Culture et patrimoine**

**Philippe SAUREL** 28 Convention de développement de l'émission Fête de la Musique le 21 juin 2014

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe SAUREL** 29 Cinéma Nestor Burma Adoption du tarif de 4€ pour les spectateurs de moins de quatorze ans

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe SAUREL** 30 Comédie du Livre Autorisation de dépôt de demande de subventions et aides directes la venue d'auteurs invités par la Ville

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe SAUREL** 31 Association Coeur de Livres Attribution d'une subvention et convention de partenariat Exercice 2014

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe SAUREL** 32 Association Allons'Z'Enfant - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2014

*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 33 Attribution de subventions de fonctionnement à des compagnies de théâtre, de danse à des groupes de musique Exercice 2014

*Pour : 53*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame BONIFACE-PASCAL revient en séance.

**Philippe  
SAUREL**

- 34 Attribution de subventions à des projets portés par des associations culturelles Exercice 2014

*Pour : 54*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 35 Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques de création, de diffusion et d'accompagnement Exercice 2014

*Pour : 54*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur Hervé MARTIN sort de la séance.

**Philippe  
SAUREL**

- 36 Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2014

*Pour : 53*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 37 Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2014

*Pour : 53*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Mesdames COUVERT, LABROUSSE et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.

Monsieur ZYLBERMAN sort de la séance.

**Philippe  
SAUREL**

- 38 Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2014

*Pour : 55*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 39 Attribution d'une subvention à l'association Grain d'Image Convention de partenariat Exercice 2014

*Pour : 55*



*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 40 Attribution d'une subvention à l'association Attitude Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 41 Attribution d'une subvention à l'association des Choeurs de Montpellier Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 42 Attribution d'une subvention à l'Université Paul Valéry Montpellier III pour le théâtre La Vignette Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 43 Attribution d'une subvention à l'association Compagnie Adesso e Sempre Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 44 Attribution d'une subvention à la Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers d'Art de France Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 45 Attribution d'une subvention à l'association Musique Sans Frontières Convention de partenariat Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Philippe  
SAUREL**

- 46 Culture et Patrimoine Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur ZYLBERMAN revient en séance.  
-----

**Philippe**

- 47 Bureau d'Accueil des Tournages de Montpellier: bilan et perspectives, adoption d'une

**SAUREL**

convention d'autorisation de tournages type, exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

*Pour : 56*

*Contre :*

*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Christian  
BOUILLE**

- 48 **Rénovation urbaine**  
QUARTIER DES CEVENNES Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Copropriété Cévennes 1 Attribution de subventions en parties privatives  
*Pour : 56*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Christian  
BOUILLE**

- 49 QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties privatives  
*Pour : 56*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Christian  
BOUILLE**

- 50 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions  
*Pour : 56*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Christian  
BOUILLE**

- 51 Avenant au marché pour la réalisation d'études de programmation des espaces publics pour l'amélioration du cadre de vie sur le périmètre de Montpellier Grand Coeur  
*Pour : 56*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur SAUREL sort de la séance.  
-----

**Françoise  
PRUNIER**

- 52 **Petite enfance**  
Construction de la crèche rue Boussinesq - Attribution du marché de travaux  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Françoise  
PRUNIER**

- 53 Crèche La Petite Sirène Protocole d'accord transactionnel suite aux désordres des sols souples  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*



**Françoise  
PRUNIER**

- 54 Partenariat Ville - Etablissements associatifs d'accueil de Petite Enfance Avenants au conventions  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Françoise  
PRUNIER**

- 55 Convention de partenariat Ville/Caisse d'Allocations Familiales/ Conseil Général pc le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles Aiguelongue  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Sophie  
BONIFACE-  
PASCAL**

- Vie associative et Maisons pour tous**  
56 Maison pour tous de la ville de Montpellier mise à disposition de salles à titre gratuit  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies**  
57 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 58 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 59 Convention de location Ville de Montpellier / Mouvement Français du Planning Familial 48, boulevard Rabelais  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 60 88 bis avenue de Toulouse Convention de location Ville de Montpellier/Association Chèvrefeuille étoilé  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 61 Site Pagézy Aménagement et mise à disposition de locaux pour la création d'un Centre d'Incendie et de Secours Accord de principe sur le projet  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 62 Convention de mise à disposition d'un marché de fourniture et d'acheminement de Gaz Naturel passé sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP pour la Ville de Montpellier  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Frédéric  
TSITSONIS**

- 63 Exploitation du parking du futur Hôtel de Ville de Montpellier - Avenant n° 2  
*Pour : 53*  
*Contre : 2*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité.*

### **Action internationale**

**Perla DANAN**

- 64 Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Perla DANAN**

- 65 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Perla DANAN**

- 66 Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014 - Action Internationale et jumelages  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Mesdames BECCARIA et DELONCLE sortent de la séance.  
Monsieur VIGNAL quitte définitivement la séance.  
-----

### **Urbanisme, aménagement durable et NTIC**

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 67 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Modification d'Agrément de candidature PROMOLOGIS – Groupement d'habitants MASCOBADO Lots 5A1/5A2  
*Pour : 52*  
*Contre :*

*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame DELONCLE revient en séance.  
Monsieur ASLANIAN sort de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 68 Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier et Bouygues Immobilier (pour une opération située à l'intersection de l'avenue Saint Lazare et de l'avenue de la Justice de Castelnau)  
*Pour : 50*  
*Contre : 2 (NPA)*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité.*

-----  
Madame BECCARIA revient en séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 69 Avenant N° 1 au contrat d'urbaniste - architecte coordonnateur de la ZAC Port Marianne - République Marché 9G118332  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame PRUNIER sort de la séance.  
Monsieur Jacques MARTIN sort de la séance et donne procuration à Madame BIGAS.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 70 Modification simplifiée du Plan local d'urbanisme (PLU) Secteur Place de la Voie Domitienne APPROBATION  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 71 Réaménagement de l'avenue du Pont Trinquat - Conventions de financement des travaux acoustiques - Autorisation de signature  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 72 ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature ICADE (Lot 9)  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 73 ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature Pragma (Lot 8)  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël**

- 74 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3A COGIM



**DELAFOSSÉ**

*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame PRUNIER et Monsieur SAUREL reviennent en séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 75 Vente du Domaine du Grand Puy Chemin des Comportes et chemin de Poutingon  
Parcelles cadastrées DZ 111, DZ 113, DZ 115 partie et EH 44 partie  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 76 Immeuble 759 rue de la Croix de Figuerolles Immeuble 6 rue des Coronilles Immeuble  
2 rue des Tourterelles Déclassement du domaine public communal  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur Jacques MARTIN entre en séance et récupère sa procuration.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 77 Domaine de Lavalette Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique Ville  
"Montpellier SupAgro" du 25 juillet 1980  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 78 Domaine de Lavalette Modification de l'assiette foncière du bail emphytéotique Ville  
Etat du 16 octobre 1980  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 79 DROIT DE PREEMPTION Préemption de la propriété CAMPUS FRANCE 130,  
avenue de Palavas Convention Ville / Groupement d'Associations Mutualisées  
d'Economie Sociale à Montpellier (GAMMES)  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame CLAVERIE sort de la séance.  
-----

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 80 Mise en vente de l'immeuble situé 18 rue du Bassin  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 81 Foncier Déclassement du domaine public communal Impasse non désignée cadastrée AB 22 et AB 27 située sur la commune de Grabels  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 82 Foncier Rue d'Argencourt Acquisition d'une emprise de terrain auprès de la société Pragma  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 83 Foncier Elargissement cheminement piéton Rue des Razeteurs SARL Premières Pierres  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 84 Foncier Résidence Le Cassiopée rue de Substantion - Régularisation foncière  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 85 Foncier rue Serge Lifar Acquisition terrain Résidence Cosy Park  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 86 Foncier rue Henri Lagatu Acquisition parcelle TN 66  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 87 Foncier rue de Fontcouverte Elargissement devant la gendarmerie  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSE**

- 88 Foncier Classement dans le Domaine Public Communal Rue du Sichuan Allée Albei Soboul Procédure de Transfert d'Office  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 89 Foncier Ilot Saint Lazare Echange foncier Ville-Bouygues Immobilier  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 90 Acquisition d'une future place publique Rue de la Croix de Lavit  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 91 Foncier Allée des Frères Grimm Régularisation d'emprises de voirie  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 92 Foncier Agrandissement Place Emile Martin Propriété "SCI Coeur Saint-Eloi"  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 93 FONCIER Jardin de la Reine Démolition de la passerelle enjambant la rue du Fbg Sai  
Jaumes Dépôt de la demande de permis de démolir  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 94 Foncier SCI des Quatre Vents Rue Jean Segondy  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 95 Montpellier Grand Coeur Attribution de subventions pour travaux d'intérêt  
architectural  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 96 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution d  
subventions  
*Pour : 53*



*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 97 Cotisation pour l'année 2014 Association « Architecture et Maître d'Ouvrage »  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 98 Technologies de l'Information et de la Communication Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2014  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Michaël  
DELAFOSSÉ**

- 99 Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque Concession d'aménagement Ville / SAAM Compte rendu annuel à la collectivité (exercice 2012) Avenant n°1 Abroge et remplace la délibération n°2013/522 du 25 novembre 2013  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Jean-Louis GELY**

### **Réussite éducative**

- 100 Immeubles de logements 759 rue Croix de Figuerolles 6 rue des Coronilles 2 rue des Tourterelles Vente à la société Nouveau Logis Méridional Signature d'une convention de réservation de quatre logements entre la Ville et la société Nouveau Logis Méridional  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur ASLANIAN revient en séance.  
-----

**Jean-Louis GELY**

- 101 Ecoles Kergomard et Daviler: création de deux écoles communales de droit commun suite à la procédure de désannexion et au transfert de propriété à la Ville  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

**Jean-Louis GELY**

- 102 Groupe Scolaire Malraux Autorisation de signer les marchés de travaux  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

- Jean-Louis GELY** 103 Extension de l'école maternelle Madeleine BRES - autorisation de signer les marchés de travaux  
*Pour : 54*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame CLAVERIE revient en séance.

Madame BOYER et Messieurs ARAGON et ROUMEGAS sortent de la séance.  
-----

- Jean-Louis GELY** 104 Ecoles privées sous contrat d'association. Participation de la Ville année 2014  
*Pour : 49*  
*Contre : 3*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité.*

### **Elections**

- Magalie COUVERT** 105 Organisation de la mise sous pli des documents électoraux pour l'élection des Conseillers municipaux et des Conseillers communautaires des 23 et 30 mars 2014  
Autorisation de signer la convention entre la Ville et l'Etat  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

### **Cohésion sociale**

- Audrey DE LA GRANGE** 106 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses association  
Exercice 2014  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

### **Sports**

- Patrick VIGNAL** 107 PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES  
Attribution de subventions Exercice 2014  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Patrick VIGNAL** 108 Mise à disposition des installations sportives et des locaux associatifs à l'association MUC Volley Ball Autorisation de signer la convention Approbation de la redevance minorée  
*Pour : 52*



*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Patrick VIGNAL** 109 Mise à disposition de locaux associatifs Approbation de redevances minorées  
Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé  
*Pour : 52*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Monsieur ROUMEGAS revient en séance.  
-----

- Patrick VIGNAL** 110 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de  
prolongation 2014 Approbation de la redevance minorée  
*Pour : 53*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

-----  
Madame BOYER et Monsieur ARAGON reviennent en séance.  
-----

- Cédric SUDRES** 111 **Démocratie de proximité**  
Règlement intérieur, présidence déléguée et constitution du bureau du Conseil  
Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE)  
*Pour : 49*  
*Contre : 6*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité.*

## **Ressources humaines, occupation non commerciale du domaine public**

- Serge  
FLEURENCE** 112 Modification du tableau des effectifs  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Serge  
FLEURENCE** 113 Signature de la Convention cadre avec le Centre de Gestion 34  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Serge  
FLEURENCE** 114 Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*

- Serge FLEURENCE** 115 Mise à disposition de salles municipales à titre gratuit  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Serge FLEURENCE** 116 Marché n° OG832111 relatif à "Enlèvement des graffitis et de l'affichage sauvage, nettoyage de mobilier urbain et d'ouvrages d'art" Autorisation de signer l'avenant n°2  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Serge FLEURENCE** 117 Marché public à Appel d'Offres ouvert relatif à la location, la pose, l'entretien, l'approvisionnement et la dépose de deux sanitaires publics à entretien automatique Autorisation de signer le marché  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Finances locales**
- Max LEVITA** 118 CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON - TaM/Transport de l'Agglomération de Montpellier - Rapport d'observations définitive  
*Le Conseil prend acte.*
- Max LEVITA** 119 Communication au Conseil Municipal du compte- rendu retraçant l'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux pour l'année 2013  
*Le Conseil prend acte.*
- Max LEVITA** 120 Report d'affectation de subventions votées en 2013  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Max LEVITA** 121 Attributions de subventions Exercice 2014  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Max LEVITA** 122 TARIFS 2014 Compléments et précisions  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Max LEVITA** 123 Cotisation à l'Association des Maires de Grandes Villes de France  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*

*Adopté à l'unanimité.*

- Max LEVITA** 124 Achat de matériaux, fournitures et produits pour la construction et le bâtiment. Autorisation de signer les marchés.  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Max LEVITA** 125 Achat de produits de droguerie. Autorisation de signer les marchés.  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Max LEVITA** 126 Cession des matériels et des véhicules  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Madame le Maire** 127 SERM – Petit Bard – Garantie d'emprunt Ville de Montpellier - Prêt PRU 2014 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations  
*Pour : 46*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Ne prennent pas part au vote : 9*  
*>Les administrateurs de la SERM : Madame DANAN, Messieurs FLEURENCE (+procuration), LEVITA, PASSET, DUFOUR, GELY (+procuration) (Agglomération), Jacques MARTIN (Conseil Général)*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Serge FLEURENCE** 128 Espace Multimodal de Montpellier Agglomération (EMMA) Participation financière de la Ville Abroge et remplace la délibération n°2013/399 du 7 octobre 2013  
*Pour : 55*  
*Contre :*  
*Abstentions :*  
*Adopté à l'unanimité.*
- Philippe THINES** 129 Avenant n°1 à la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement «FOCH-PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS »  
*Pour : 53*  
*Contre : 2*  
*Abstentions :*  
*Adopté à la majorité.*

  
Madame Le Maire,  
Hélène MANDROUX



Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

## **Séance publique du lundi 17 février 2014**

**Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### **Absents :**

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## **Nouveaux temps scolaires Présentation des principes structurants du Projet Educatif de Territoire**

Jean-Louis GELY rapporte :

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil Municipal a affirmé son soutien à la refondation de l'école engagée par le gouvernement et a prévu, comme le permet le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013, la mise en œuvre concrète des nouveaux rythmes scolaires à la rentrée de septembre 2014, afin de prendre le temps de concerter l'ensemble de la communauté éducative.

Lancée dès le mois d'avril 2013 et inscrite dans le prolongement du dialogue engagé dans le cadre du projet éducatif local, cette concertation était indispensable pour préparer dans les meilleures conditions la réforme des rythmes scolaires selon la nouvelle ambition que représente le Projet Éducatif du Territoire (PEDT), dont l'élaboration est confiée à la commune. Ce dispositif, inscrit dans le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école, rejoint parfaitement la démarche initiée par la Ville de Montpellier, afin de structurer sa politique de réussite éducative et de mettre en cohérence l'ensemble de ses activités et de ses temps éducatifs.

### **Le dispositif de concertation**

Le dispositif de concertation a associé et mobilisé les partenaires éducatifs, institutionnels, sociaux et associatifs au travers de la mise en place :

- de réunions thématiques, pilotées par le service Éducation de la Ville, sur les thèmes des temps de l'enfant, de l'aide au travail de l'élève et de l'accès aux loisirs éducatif. 103 personnes y ont participé, représentant les élus et les services municipaux, les parents d'élèves, des associations (notamment du mouvement de l'éducation populaire), les syndicats communaux, les syndicats enseignants, l'Éducation nationale, la CAF, la DDCS (cohésion sociale / État), la DRAC (affaires culturelles / État), la DDPJJ (protection judiciaire de la jeunesse / État) et le GIP DSUA (Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier) ;



- de nombreuses rencontres bilatérales avec chacun des partenaires institutionnels, sociaux et associatifs : directeurs d'écoles, syndicats communaux, syndicats d'enseignants, fédérations de parents d'élèves, DDEN, associations d'éducation populaire, etc ;
- de la consultation des conseils d'écoles par le biais d'une enquête, diffusée en juin 2013 puis en octobre 2013, portant sur les trois thèmes dégagés par les groupes de concertation ;
- de quatre rencontres, durant une demi-journée chacune, organisées avec les membres des conseils d'école, les samedis 30 novembre et 7 décembre, qui ont rassemblé plus de 350 personnes ;
- d'un espace collaboratif ouvert à l'ensemble des participants aux concertations ;
- d'une page dédiée, sur le site internet de la Ville de Montpellier, destiné à l'information de l'ensemble de la population.

## **L'organisation du temps scolaire (OTS)**

Les conseils d'école, d'une part, et Mme le Maire de la Ville de Montpellier, d'autre part, ont transmis avant fin janvier 2014, comme demandé, leur proposition d'organisation des temps scolaires à la Direction Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN), pour décision.

La Ville propose que l'enseignement débute à 8 heures 45 pour s'achever à 11 heures 45, du lundi au vendredi – avec les mêmes horaires le mercredi matin, pour le meilleur équilibre des enfants et une bonne visibilité pour les familles – et se poursuive les lundis, mardis, jeudis et vendredis après-midi de 13 heures 45 à 16 heures. Cette proposition est conforme aux bases départementales définies par la DASEN, qui prévoient une durée d'enseignement de 5 heures et 15 minutes par jour et de 3 heures le mercredi matin.

La durée de la pause méridienne est ainsi allongée à 2 heures, ce qui est particulièrement appréciable pour les nombreuses écoles où un double service de restauration est nécessaire.

La Ville de Montpellier est cependant en mesure d'accepter, à titre dérogatoire et sur demande motivée des conseils d'école, un décalage de 15 minutes le matin, permettant ainsi une organisation variable (8 h 30 / 11 h 30 ou 9 h / 12 h). Une réduction de la pause méridienne d'un quart d'heure est donc possible pour les écoles où un seul service de restauration est organisé.

Dans tous les cas, pour des impératifs de gestion des ressources matérielles et humaines de la collectivité, la Ville tient à poser comme invariants les horaires des enseignements de l'après midi, de 13 heures 45 à 16 heures.

## **Un avant-Projet Éducatif de Territoire**

Les objectifs éducatifs du PEdT sont étroitement liés aux cinq priorités éducatives de la Ville, à savoir :

- l'Identité : les outils d'une citoyenneté active, la lecture et l'écriture prolongées par l'initiation à la pratique des arts vivants.

- la Citoyenneté : acquérir par des comportements civiques la conscience de vivre en société, l'éducation comportementale et citoyenne, pour son bien-être, pour relayer concrètement des messages et démarches civiques auprès des autres, des adultes.

- l'Éveil : l'éveil, la raison, la curiosité, l'épanouissement, l'initiation pratique et ludique à la culture scientifique et technique et au développement durable, au carrefour de toutes les activités humaines, pour veiller l'esprit critique, constater et valoriser la complémentarité entre capacités intellectuelles et manuelles ; une première approche pour l'apprentissage d'autres langues vivantes.

- l'Intégration : la République en partage, quelles que soient ses origines, la mémoire collective historique et l'appropriation d'un destin commun, inscrits dans le territoire de son lieu de vie (découverte et appropriation de « ses » territoires locaux et régionaux et du patrimoine associé).

- la Socialisation : l'intégration sociétale par des pratiques collectives, sportives et culturelles, la pratique des sports collectifs et du spectacle vivant, pour socialiser les rapports de force, admettre les différences et flatter leurs complémentarités.



Ces priorités, déjà affirmées, depuis 2010, dans le cadre du Projet Éducatif Local, ont été réaffirmées dans la délibération du 25 mars 2013.

La réforme des temps scolaires offre un champ d'application nouveau à la mise en œuvre de ces principes, dans la mesure où les temps périscolaires seront plus longs et améliorés dans leur contenu. Dans ce cadre, l'organisation périscolaire doit contribuer à corriger l'inégalité d'accès aux activités éducatives et de loisirs, en favorisant l'initiation et la découverte d'activités nouvelles, qui pourront, au choix des parents, être prolongées pendant les temps extrascolaires.

À partir d'un diagnostic préalable, en cours, le projet définitif précisera les modalités de mise en œuvre et le mode d'évaluation et, notamment, les taux d'encadrement et la qualification des intervenants, les activités proposées et les conditions d'accès des enfants à celles-ci, ainsi que le statut de chacun des temps.

Sur la base des **priorités éducatives de la Ville**, la concertation a permis d'affiner les **principes du futur Projet Éducatif de Territoire**, définis comme suit :

- Constituer des territoires éducatifs regroupant trois à quatre groupes scolaires autour des équipements et structures de proximité, pour permettre la mise en cohérence des différents temps de l'enfant et faciliter ainsi, en relation avec le comité de pilotage communal, un pilotage de proximité du projet, en laissant toute leur place aux initiatives locales ;
- Identifier des axes prioritaires relatifs à la spécificité de l'école maternelle, le rythme spécifique du jeune enfant, au souci de l'aide au travail de l'élève, en relation avec les enseignants et les parents, à l'accès renforcé aux activités sportives, culturelles et de loisirs de qualité et à l'accès au numérique et aux nouvelles technologies ;
- Renforcer la qualité des interventions proposées sur les temps périscolaires ;
- Accorder la plus grande vigilance à la qualité des intervenants participant au projet, qu'ils soient associatifs ou internes à la Ville, cette dernière ayant créé une véritable filière professionnelle mise à disposition des groupes scolaires. Cette filière est constituée à ce jour de 258 agents titulaires de la fonction publique territoriale : 7 responsables de l'accueil loisir municipal, positionnés sur chacun des quartiers de la ville, 21 responsables d'Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) et 12 adjoints, 62 responsables d'accueil de loisirs associés à l'école, positionnés dans chacun des groupes scolaires de la ville, 156 animateurs titulaires à minima du BAFA (Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur) intervenant en temps périscolaire et extrascolaire.

Après approbation par le Conseil Municipal, le PEdT sera proposé, d'ici au 12 mai 2014, à la signature du Préfet, de la Directrice académique des services de l'éducation nationale et du Directeur de la Caisse d'allocations familiales, conformément au courrier du 13 janvier 2014 adressé par ces trois institutions à Madame le Maire de la Ville de Montpellier.

D'ores et déjà, et outre sa proposition d'organisation des temps scolaires, la Ville souhaite affirmer les axes structurants de sa démarche de mise en place des nouveaux temps scolaires, qui constitueront les points forts du futur PEdT.

**- La mobilisation des acteurs locaux pour des activités éducatives périscolaires :**

Afin de proposer à tous les enfants scolarisés dans les écoles publiques de la ville des activités périscolaires diversifiées et de qualité, la Ville s'appuiera sur les ressources et dynamiques locales, les personnels de la Ville dans les domaines éducatifs, culturels, sportifs et de loisirs, ainsi que les enseignants et le tissu associatif. Elle mobilisera également l'ensemble des équipements accessibles sur son territoire.

Les associations qui désirent collaborer à ce projet sont appelées à exprimer leurs propositions dans le cadre de l'appel à projets en cours, lancé par la Ville.

**- L'organisation des cycles éducatifs périscolaires :**



La Ville de Montpellier continuera d'accueillir les enfants sur l'ensemble des nouveaux temps périscolaires : le matin avant la classe, durant le temps méridien et de restauration scolaire, le soir après la classe, les lundis, mardis, jeudis et vendredi, ainsi que le mercredi matin avant la classe.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme, les activités périscolaires municipales s'organiseront autour des éléments suivants :

- **un départ échelonné** sera possible à l'issue des temps scolaires, les lundis, mardis jeudis et vendredis à partir de 16 heures, sur une plage d'1/2 heure, ainsi que le mercredi à partir de 11 h 45, sur une plage de 3/4 d'heure, pour créer des conditions plus propices aux parents qui souhaitent venir chercher leurs enfants à l'école.

- **des ateliers éducatifs** seront proposés les lundis, mardis, jeudis et vendredis, le soir après l'école. Leur durée est estimée à 1 h 30, temps nécessaire pour organiser des ateliers de qualité sur les thèmes suivants :

- l'aide au travail de l'élève.
- la découverte et l'initiation à différentes disciplines dans les domaines du sport, de la culture, de la nature et de l'environnement, de la société et du « vivre ensemble ».
- la préservation de temps « pour soi », basée sur des jeux et des moments de détente.

Ces différents types d'activités seront proposés dans le cadre de cycles éducatifs, dans lesquels les enfants s'inscriront en fonction de leur âge. Ils se dérouleront sur la semaine et se succéderont par périodes, de vacances à vacances, tout au long de l'année scolaire.

- **la structuration des accueils municipaux périscolaires** en Accueils de Loisirs Périscolaires (ALP) s'inscrit dans une démarche de qualité des activités et de l'encadrement des enfants, dans le strict respect des prescriptions réglementaires.

- **la réorganisation des Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)**

La modification du rythme hebdomadaire du temps scolaire, avec l'organisation de cours le mercredi matin, modifie l'organisation des Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) du mercredi.

Les enfants inscrits pourront accéder à leurs centres de loisirs dès la fin de l'école. Un service de restauration y sera assuré, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Sur la base de l'organisation des temps scolaires décidée par la DASEN, la Ville ouvrira une nouvelle phase de travail, en concertation avec les partenaires concernés. Elle permettra de définir précisément l'offre et l'organisation des temps périscolaires, l'affectation des moyens par territoire (implication des personnels communaux, conventionnement des associations, mises à disposition d'équipements), l'étude des propositions des différentes composantes de la communauté éducative, en vue de compléter le Projet Éducatif de Territoire (PEdT).

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- De mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2014, la nouvelle organisation des temps scolaires telle que décidée par la DASEN, sur la base des propositions transmises.
- D'approuver les principes structurants de l'avant-projet de PEdT.
- De prendre acte de la poursuite de la démarche d'élaboration du PEdT.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/02/2014 |



## Séance publique du lundi 17 février 2014



Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) du secteur sauvegardé

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier, créé le 11 août 1967 et étendu à deux reprises le 23 septembre 1981 et le 11 avril 2001, est doté pour le secteur initial d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) obsolète, approuvé le 1<sup>er</sup> septembre 1977 et les 2 extensions doivent être dotées du même règlement d'urbanisme que le secteur sauvegardé initial.

Par délibération en date du 26 mars 1999, le Conseil municipal sollicitait expressément auprès de l'Etat, la réactivation de la révision du PSMV.

### Suivi de l'étude :

Confiée à Alexandre Méliissinos par la Direction régionale des affaires culturelles en 2007, l'étude a été l'occasion de faire un inventaire précis du patrimoine grâce à la visite des immeubles du secteur sauvegardé.

Après plus de quatre années d'étude, la révision du PSMV du secteur sauvegardé initial et son élargissement aux extensions a permis d'identifier les éléments patrimoniaux à préserver, les interventions ayant porté atteinte au patrimoine et de définir les évolutions possibles du bâti.

### Contenu du PSMV :

Le dossier remis comprend un rapport de présentation, un règlement, un plan, des annexes, des fiches de prescriptions par immeuble.

En complément des documents contractuels, l'équipe en charge de l'étude s'est intéressée aux spécificités de la ville et a étudié en détail la topographie historique et les espaces voutés de l'Ecusson.

### Bilan de la concertation :

Par courrier du 2 juillet 2008 et arrêté préfectoral du 23 juillet 2008, les modalités de la concertation ont été définies comme suit :

publication d'au moins un article de presse dans le journal municipal,  
organisation d'au moins trois réunions publiques,



réalisation d'une exposition dans le hall de la mission Grand Cœur présentant les enjeux et le déroulé de l'opération pendant une durée d'au moins trois semaines (quinze jours ouvrés), durant laquelle un registre sera mis à disposition du public.

Au cours de l'étude la concertation a donné lieu à :

la publication de nombreux articles de presse dont plusieurs dans le journal municipal,

l'organisation de six réunions publiques,

la réalisation d'une exposition dans le hall de la mission Grand Cœur présentant les enjeux et le déroulé de l'opération pendant une durée de plus d'une année, durant laquelle un registre a été mis à disposition du public.

Lors des différentes réunions publiques, les intervenants ont présenté le travail réalisé et ont rappelé les objectifs du PSMV. La nouvelle réglementation applicable à chaque immeuble du secteur a été expliquée en terme d'autorisations de travaux mais aussi en rapport avec les thématiques propres au centre ancien (habitabilité des immeubles, performance énergétique du bâti ancien, amélioration du confort des usagers, lutte contre les incivilités, traitement des espaces publics, des devantures commerciales, ...)

Les échanges avec les habitants, usagers et représentants d'associations ont notamment porté sur les thèmes suivants : action de la Ville pour lutter contre les nombreuses infractions constatées, insertion du réseau de tramway dans le centre ancien, traitement des espaces publics, réglementation des terrasses commerciales, devenir de bâtiments non occupés, protection du paysage.

La concertation sur la révision du PSMV a donc touché un large public. Les questions et échanges ont été nombreux, traduisant un vif intérêt des participants pour le patrimoine historique de Montpellier, sa mise en valeur et son adaptation aux conditions de confort modernes. Le projet de PSMV paraît dans l'ensemble bien accepté et n'a pas fait l'objet d'opposition particulière.

### **Procédure d'approbation :**

La commission locale du secteur sauvegardé (CLSS) constituée le 26 juin 2008 par arrêté préfectoral a été réunie à quatre reprises au cours de l'étude sous la présidence de Mme le Maire les 24 octobre 2008, 6 janvier 2010, 16 juin 2010 et 22 janvier 2014. Cette dernière a validé le projet de PSMV.

Le projet de PSMV va maintenant être présenté à la Commission nationale du secteur sauvegardé (CNSS) pour avis puis soumis à enquête publique, avant consultation des présidents des organes délibérants des collectivités publiques, des établissements publics, des organismes associés et des associations agréées ainsi que les maires ou leur représentants qui l'auraient demandé. Toute personne qualifiée pourra aussi être entendu.

Après approbation par arrêté préfectoral, l'ensemble du secteur sauvegardé sera ainsi doté d'un règlement cohérent respectant le bâti ancien et adapté aux modes de vie d'aujourd'hui.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le projet de PSMV,
- d'entériner le bilan de la concertation,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Département la présentation du projet de PSMV à la CNSS,
- de solliciter auprès de Monsieur le Préfet de Département la mise à l'enquête publique du projet de PSMV,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR  
DE  
**MONTPELLIER**

**REGLEMENT**

A.Melissinos, V.Pandhi, G.Séraphin, Ch.Ancey  
architectes – urbanistes

**2013**



## Sommaire

### PREAMBULE : CARACTERE DU SECTEUR SAUVEGARDE

#### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

##### Article 1 CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION

##### Article 2 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

##### Article 3 CLASSIFICATION DES IMMEUBLES

###### 3-1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS

###### 3-1-1 CONSTRUCTIONS EXISTANTES

3-1-1-1 Immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques

3-1-1-2 Immeubles à conserver

3-1-1-3 Immeubles pouvant être maintenus ou remplacés

3-1-1-4 Immeubles à démolir et à ériger

3-1-1-5 Immeubles à surélever ou à modifier

###### 3-1-2 CONSTRUCTIONS A EDIFIER

3-1-2-1 Emprises imposées de construction

3-1-2-2 Emprises constructibles

###### 3-2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ESPACES NON BATIS

3-2-1 Espaces protégés au titre des monuments historiques

3-2-2 Espaces boisés classés

3-2-3 Espaces non bâtis à conserver

3-2-4 Espaces soumis à prescriptions particulières

3-2-5 Passages piétons

###### 3-3 EMBLEMES RESERVES

#### CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES

##### SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL

##### Article USS 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOLS INTERDITES

##### Article USS 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

##### SECTION II : CONDITIONS DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL

##### Article USS 3 : ACCES ET VOIRIE

USS 3-1 ACCES

USS 3-2 VOIRIE

##### Article USS 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

USS 4-0 DISPOSITIONS GENERALES

USS 4-1 EAU

USS 4-2 ASSAINISSEMENT

USS 4-3 EAUX PLUVIALES

USS 4-4 ELECTRICITE – GAZ

USS 4-5 TELEVISION

USS 4-6 TELECOMMUNICATIONS ET FIBRES OPTIQUES

USS 4-7 ENERGIE SOLAIRE

USS 4-8 - AUTRES BRANCHEMENTS ET EVACUATIONS

##### Article USS 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

##### Article USS 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

USS 6-0 DEFINITION

USS 6-1 DISPOSITIONS GENERALES

USS 6-2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

##### Article USS 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

USS 7-1 LIMITES SEPARATIVES LATERALES

USS 7-2 LIMITES SEPARATIVES ARRIERE

##### Article USS 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

##### Article USS 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

USS 9-1 TERRAINS NE COMPORTANT PAS DE CONSTRUCTION

USS 9-2 TERRAINS LIBERES DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

USS 9-3 EMPRISES CONSTRUCTIBLES

USS 9-4 EMPRISES NON CONSTRUCTIBLES

USS 9-5 EMPRISES PROTEGEES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

##### Article USS 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

USS 10-0 DEFINITION

USS 10-1 HAUTEUR RELATIVE



USS 10-2 HAUTEUR MAXIMALE

USS 10-3 HAUTEUR MINIMALE

**Article USS 11 : DISPOSITIONS ARCHITECTURALES ET DES ESPACES NON-BATIS**

**USS 11-A - DISPOSITIONS ARCHITECTURALES**

USS 11-A-1 IMMEUBLES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

USS 11-A-2 IMMEUBLES A CONSERVER

USS 11-A-2-1 FACADES

USS 11-A-2-1-0 Définition

USS 11-A-2-1-1 Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture

USS 11-A-2-1-2 Nettoyement et décrépiage

USS 11-A-2-1-3 Incrustations, sculptures, , placages, soubassements,

USS 11-A-2-1-4 Jointoiement, enduits, badigeons et peintures

USS 11-A-2-1-5 Décors et modénature

USS 11-A-2-1-6 Traces et vestiges

USS 11-A-2-1-7 Baies d'étage

USS 11-A-2-1-8 Baies de rez-de-chaussée

USS 11-A-2-1-9 Encorbellements et balcons

USS 11-A-2-1-10 Ferronneries

USS 11-A-2-1-11 Menuiseries, vitrerie

USS 11-A-2-1-12 Réseaux

USS 11-A-2-1-13 Clôtures et portails

USS 11-A-2-1-14 Façades commerciales

USS 11-A-2-2 TOITURES ET COUVERTURES

USS 11-A-2-2-1 Couvertures

USS 11-A-2-2-2 Débords de toiture

USS 11-A-2-2-3 Souches de cheminées et ventilation

USS 11-A-2-2-4 Lucarnes et verrières

USS 11-A-2-3 PARTIES INTERIEURES

USS 11-A-2-4 ENSEIGNES

USS 11-A-3 IMMEUBLES POUVANT ETRE MAINTENUS OU REMPLACES

USS 11-A-4 IMMEUBLES A EDIFIER

USS 11-A-4-1 FACADES

USS 11-A-4-1-0 Définition

USS 11-A-4-1-1 Rythmes

USS 11-A-4-1-2 Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture

USS 11-A-4-1-3 Baies

USS 11-A-4-1-4 Encorbellements et retraits

USS 11-A-4-1-5 Ferronneries

USS 11-A-4-1-6 Menuiseries, vitrerie

USS 11-A-4-1-7 Réseaux

USS 11-A-4-1-8 Clôtures et portails

USS 11-A-4-1-9 Façades commerciales

USS 11-A-4-2 TOITURES ET COUVERTURES

USS 11-A-4-2-1 Couvertures

USS 11-A-4-2-2 Débords de toiture

USS 11-A-4-2-3 Souches de cheminées et ventilation

USS 11-A-4-2-4 Lucarnes et verrières

USS 11-A-4-3 ENSEIGNES

**USS B - ESPACES NON-BATIS**

USS B-11-1 ESPACES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

USS B-11-2 ESPACES BOISES CLASSES

USS B-11-3 ESPACES A CONSERVER

USS B-11-3-1 Rues et places

USS B-11-3-2 Cours, jardins et autres espaces libres

**Article USS 12 : OBLIGATION IMPOSEE AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

**Article USS 13 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

**SECTION III : POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

**Article USS 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

# REGLEMENT

## PREAMBULE : CARACTERE DU SECTEUR SAUVEGARDE

Le caractère de la zone USS couvrant le territoire du secteur sauvegardé, est celui d'un centre-ville médiéval, l'« Ecusson », et de ses premières extensions urbaines extra muros.

Les fonctions et utilisations admises sont l'habitat, l'équipement et les services publics et privés, le commerce et les activités non nuisantes.

L'objectif du plan de sauvegarde est la conservation, la restauration et la mise en valeur architecturale du secteur sauvegardé et sa revitalisation urbaine.

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1

#### CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION

##### 1-1 CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION

- Le territoire du secteur sauvegardé de la commune de Montpellier est délimité par arrêté interministériel du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et le ministre de l'équipement en date du 11 août 1967 et il a été étendu par arrêté interministériel une première fois le 23 septembre 1981 puis, par arrêté du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'équipement et du logement en date du 11 avril 2001.

Ce périmètre se développe du nord à l'ouest, suivant l'axe des voies et places, comme suit :

- au nord : avenue Saint Charles, place Albert I<sup>er</sup>, boulevards Louis Pasteur et Louis Blanc,
- à l'ouest : boulevards de Bonnes Nouvelles et Sarraïl, rues du Jeu de l'Arc, Vanneau, de Verdun et Jules Ferry, place Auguste Gibert,
- au sud : rue de la République, place Alexandre Laissac, rue de l'ancienne poste, place Edouard Adam, rues Paul Brousse et du Faubourg du Courreau, plan Cabanes, place Leroy Beaulieu,
- à l'est : rues Saint Louis, Baumes, Hilaire Ricard, Richer de Belleval, du Jardin de la reine, du Faubourg Saint Jaumes, Bonnard et Auguste Broussonnet, avenue Chancel.

##### - *Rappels*

- La délivrance de toute autorisation de travaux est subordonnée à la présentation d'un relevé de l'état des lieux y compris pour des parties du bâtiment lorsque des dispositifs recouvrent et empêchent de connaître des dispositions antérieures.

- La visite préalable des lieux par l'architecte des bâtiments de France ou de son représentant peut être imposée avant la délivrance de l'autorisation de tous travaux de construction, restauration ou démolition.

- Les autorisations de travaux peuvent être suspendues lors de découvertes de vestiges archéologiques ou architecturaux et faire l'objet de modification permettant la prise en compte des éléments découverts.

### Article 2

#### DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

##### 2-1 ZONES ET SECTEURS

- Le secteur sauvegardé forme une seule zone désignée sous le sigle USS délimité par un tireté large.

- Aucun secteur n'est prévu.



### Article 3 CLASSIFICATION DES IMMEUBLES

#### 3-1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS

##### 3-1-1 CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les immeubles bâtis existants sont répartis en cinq catégories :

##### **3-1-1-1 Immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques**

- Leur statut est régi par les articles 621-1 et suivants du code du patrimoine.
- Les immeubles ou parties d'immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques sont figurés en noir au plan polychrome.
- Ces édifices ou parties d'édifices relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques qui fixe les règles de restauration, de transformation et de démolition les concernant.

##### **3-1-1-2 Immeubles à conserver**

- Leur statut est régi par l'article L 313-1 du code de l'urbanisme.
- Les immeubles ou parties d'immeubles à conserver sont figurés au plan polychrome par des hachures noires larges. Les ouvrages tels que fontaines, puits, buffets... à conserver sont figurés au plan polychrome par une étoile noire à branches droites.
- La démolition, comblement, enlèvement ou altération de ces immeubles ou parties d'immeubles y compris de leurs parties intérieures et caves sont interdits sinon dans le sens d'une restauration, d'une restitution de l'architecture originelle du bâtiment et d'une mise en valeur conformément à l'article L 313-1 du code de l'urbanisme, des dispositions du présent règlement et des éventuelles dispositions désignant les modifications figurant en annexe.
- Exceptionnellement, les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce que, afin de créer des conditions d'habitabilité acceptables par introduction du jour et de la ventilation nécessaires certains édifices à conserver, bâtis à 100% sur des parcelles d'une superficie inférieure à 50m<sup>2</sup> et, souvent contiguës, puissent être partiellement démolis sur leurs parties arrières ou latérales. A cet effet, et afin d'assurer la conservation du reste du ou des édifices concernés, une démolition partielle n'excédant pas 15% de leur emprise peut être autorisée, sur avis de l'architecte des bâtiments de France, sous réserve que soient conservés les éléments d'intérêt architectural ou artistique présents dans l'édifice ayant justifié sa conservation.
- Les mesures de conservation s'étendent aux dispositions d'architecture et de décor intérieurs tels que maçonneries, charpentes, escaliers, cheminées, sculptures, lambris, vantaux, volets, plafonds, parquets, menuiseries, ferronneries, fresques et peintures murales..., faisant partie de l'immeuble par nature ou par destination, lorsque leur intérêt est reconnu par l'architecte des bâtiments de France. Leur maintien et restauration sont assurés dans les mêmes conditions que pour l'édifice.

##### **3-1-1-3 Immeubles pouvant être maintenus ou remplacés**

- Leur statut est régi par le présent règlement.
- Ces immeubles ou parties d'immeubles sont figurés au plan par des hachures noires fines.
- Ces immeubles ou parties d'immeubles peuvent être maintenus et améliorés conformément aux dispositions du présent règlement ou être démolis et remplacés ou démolis et non remplacés.
- En cas de démolition et de remplacement, les règles qui s'appliquent sont celles des immeubles à édifier. Une implantation et une hauteur différentes peuvent être acceptées ou imposées pour des raisons d'architecture, d'urbanisme ou de découvertes archéologiques.

##### **3-1-1-4 Immeubles à démolir et à ériger**

- Leur statut est régi par les articles L 313-1 et L 123-5-1,10° du code de l'urbanisme.
- Les immeubles ou parties d'immeubles, dont la démolition pourra être imposée à l'occasion des opérations d'aménagement publiques ou privées, sont figurés par des tirets fins obliques et teintés en jaune au plan polychrome ou, lorsqu'il s'agit d'écritements, ils portent le sigle «E». Ils sont énumérés sur la liste annexée au présent règlement.
- La délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée conformément à l'article L 123-5-1,10° du code de l'urbanisme.



- Les immeubles ou parties d'immeubles à démolir ou à écrêter ne peuvent faire l'objet de travaux confortatifs. Pourront néanmoins être admis les travaux d'entretien indispensables à la sécurité des personnes et des biens. Ces travaux sont soumis à autorisation.

- Les démolitions peuvent être imposées soit jusqu'au niveau du sol naturel, soit jusqu'au niveau du plancher bas d'un étage. Dans ce deuxième cas, la surface du plancher dégagé sera traitée en terrasse accessible aux personnes, en couverture ou en verrière.

- L'ampleur des démolitions imposées est fixée en fonction de la configuration des lieux.

#### **3-1-1-5 Immeubles à surélever ou à modifier**

- Les modifications et surélévations des immeubles à conserver sont figurées au plan par les sigles «M» ou «S». Ils sont énumérés sur la liste annexée au présent règlement.

- La modification ou surélévation des immeubles afin de restituer l'état ancien du bâtiment pourra être imposée à l'occasion d'opérations d'aménagement publiques ou privées.

- Sauf disposition particulière figurant à la liste annexée, les travaux de modification ou de surélévation des immeubles comportant le sigle «M» ou «S» seront réalisés conformément aux dispositions du présent règlement.

#### **3-1-2 CONSTRUCTIONS A EDIFIER**

- Les constructions nouvelles peuvent être bâties à l'emplacement des immeubles pouvant être remplacés, ainsi que sur les emprises imposées de construction et des emprises constructibles.

##### **3-1-2-1 Emprises imposées de construction**

- Aucune emprise imposée de construction n'est prévue au plan.

##### **3-1-2-2 Emprises constructibles**

- Les emprises constructibles sont figurées par un quadrillage et elles sont teintées en orange sur au plan polychrome. Ces emprises sont cernées d'un trait continu lorsque l'implantation des constructions est fixée, et d'un trait discontinu lorsque leurs limites peuvent varier, en totalité ou en partie au-delà des limites figurées au plan conformément aux dispositions de l'art. USS 6.

### **3-2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ESPACES NON BATIS**

Les espaces non bâtis sont répartis comme suit :

#### **3-2-1 Espaces protégés au titre des monuments historiques**

- Leur statut est régi par les articles 621-1 à 621-34 du code du patrimoine.

- Ces espaces relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques.

- Les espaces non bâtis protégés au titre des monuments historiques sont figurés au plan polychrome par des points noirs, larges, espacés sur un aplat vert.

#### **3-2-2 Espaces boisés classés**

- Leur statut est régi par les articles L 130-1 à L 130-6 du code de l'urbanisme.

- Aucun espace boisé classé n'est prévu au plan.

#### **3-2-3 Espaces non bâtis à conserver**

- Leur statut est régi par le présent règlement.

- Les espaces non bâtis sont figurés au plan polychrome par des points noirs de faible diamètre, serrés, et par un aplat vert. Les cours et jardins à conserver portent le sigle «C», cours, ou «J», jardins. Lorsque ces cours et jardins sont situés ou peuvent être situés à hauteur d'étage, ils portent la lettre «T». Les plans d'eau et bassins à conserver sont figurés au plan en bleu.

- Les espaces non bâtis ne sont pas constructibles hormis dispositions fixées à l'article USS B 11

#### **3-2-4 Espaces soumis à prescriptions particulières**

- Aucun espace soumis à des prescriptions particulières n'est prévu au plan

#### **3-2-5 Passages piétons**

- Leur statut est régi par le présent règlement.

- Les passages piétons à restituer ou à créer sont figurés au plan polychrome par une succession de cercles évidés.

### **3-3 EMBLEMES RESERVES**

- Un emplacement réservé au profit de la commune de Montpellier est prévu au lieu désigné « Les 3 passages » (Parcelles figurant au cadastre de 2003 sous les n<sup>os</sup> HN 076, 078, 090, 091, 229)

## **CHAPITRE II DISPOSITIONS PARTICULIERES**

### **SECTION I NATURE DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL**

#### **Article USS 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOLS INTERDITES**

Sauf conditions particulières prévues à l'article USS 2, sont interdits :

**USS 1-1** - Les constructions et établissements qui, par leur nature, par leur dimension ou par leur aspect, portent atteinte à la salubrité, ainsi qu'au caractère architectural et urbain du secteur sauvegardé.

**USS 1-2** - L'utilisation à usage de logement de rez-de-chaussée dont le plancher est situé au dessous du niveau de la voie sauf en cas de duplex.

**USS 1-3** - L'utilisation ou le changement d'affectation à usage de logement de locaux de garage en pièces habitables à moins qu'il ne s'agisse d'un logement comportant au moins trois autres pièces d'habitation après aménagement.

**USS 1-4** - Les installations et travaux divers suivants :

- . les affouillements et exhaussements du sol définitifs autres que ceux mentionnés à l'article USS2,
- . l'ouverture et l'exploitation de carrières nouvelles,
- . la création et l'extension d'installations classées, soumises à autorisation en application de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976, à l'exception de celles mentionnées à l'article USS 2.
- . la création, l'aménagement et l'extension de terrains de camping et d'aires de stationnement de caravanes,
- . la création et l'extension de postes de peinture pour véhicules, garages d'entretien automobile et dépôts d'hydrocarbures classés y compris lorsqu'il s'agit d'une vente au détail,
- . la création et l'extension d'entrepôts et hangars autres que ceux situés au rez-de-chaussée des bâtiments comportant des étages,
- . les dépôts et surfaces d'exposition non couvertes, de véhicules,
- . la création, l'aménagement et l'extension d'aires de stationnement non encloses pour plus de 5 véhicules en dehors du domaine public ou privé des collectivités territoriales et des établissements publics,

**USS 1-5** - La création de piscines en plein air, émergeant du niveau du sol avant aménagement (y compris pour leurs accessoires et protections) est interdite. Dans les espaces libres portant les sigles « C » ou « J », à conserver, la création de piscines en plein air n'est pas autorisée.

**USS 1-6** - La condamnation des accès originels aux étages à partir des voies, places et parties communes des immeubles (cours, jardins, porches...) ainsi que le maintien de ces condamnations, lors du changement d'affectation du bâtiment ou de la raison sociale du commerce.

L'occupation des porches et halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autres activités contraires à leur destination d'origine. L'occupation des cours par des activités commerciales, peut être interdite.

**USS 1-7** - Le comblement des caves peut être interdit.



**Article USS 2**  
**OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS**  
**PARTICULIERES**

**USS 2-1** - Sous réserve de l'application de la réglementation qui leur est propre, les occupations et utilisations des sols suivants pourront être admises :

. Les affouillements et exhaussements du sol définitifs à condition qu'ils soient destinés à l'aménagement des jardins publics et privés, rues et places ainsi qu'aux aires de stationnement souterraines ou au dégagement de vestiges anciens.

. Les dépôts d'hydrocarbures à condition qu'ils soient liés à l'exploitation d'établissements existants (dépôts d'essence, de fuel domestique ou de gaz liquéfiés) et qu'ils assurent la vente au détail.

**USS 2-2** - Conditions particulières relatives à la création de logements sociaux aidés par l'Etat :

Dans l'ensemble du secteur sauvegardé, tout projet de construction ou de réhabilitation de cinq logements ou plus, doit prévoir l'affecter au logement social aidé par l'Etat au moins 20% des logements construits ou réhabilités. Lorsqu'un projet fait partie d'une opération d'aménagement, l'obligation d'affecter 20% des logements au logement social s'applique de manière globale à l'ensemble des logements prévus dans l'opération. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux résidences de tourisme.

Tout projet soumis à permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable valant division, comportant des surfaces d'habitation doit prévoir d'affecter au logement social aidé par l'Etat (à l'exception des dispositifs de prêt à taux zéro) :

- au moins 20% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est strictement inférieure à 2000 m<sup>2</sup> ;
- au moins 25% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est supérieure ou égale à 2000 m<sup>2</sup> et strictement inférieure à 5000 m<sup>2</sup> ;
- au moins 30% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est supérieure ou égale à 5000 m<sup>2</sup>.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- si la surface de plancher d'habitation est inférieure à 1000 m<sup>2</sup> ;
- aux résidences de tourisme.

A l'intérieur d'une opération d'aménagement (ZAC), à l'exception des résidences de tourisme, l'obligation de réalisation de logement social aidé par l'Etat (à l'exception des dispositifs de prêt à taux zéro) s'applique de manière globale à l'ensemble des surfaces d'habitation prévues dans l'opération, déduction faite des superficies de logement social aidé par l'Etat déjà existantes. Cette obligation est fixée à au moins 30% de l'ensemble de la surface de plancher d'habitation prévue dans l'opération.



## **SECTION II**

### **CONDITIONS DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL**

#### **Article USS 3 : ACCES ET VOIRIE**

##### **USS 3-1 ACCES**

**USS 3-1-2** - Pour être constructible, tout terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin obtenu par application de l'article 682 du code civil.

**USS 3-1-3** - Les caractéristiques des accès des constructions existantes ou nouvelles doivent satisfaire aux règles minimales de sécurité et de défense contre l'incendie. Toutefois, les accès et porches existants à conserver ou à aménager en fonction de l'architecture originelle de l'édifice dans les immeubles à conserver, sont agréés comme accès.

**USS 3-1-4** - Il peut être imposé de restituer ou de rétablir les dispositifs d'accès aux étages des immeubles lorsque ceux-ci ont été modifiés ou supprimés.

Toute occupation des porches, halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autre activité contraire à leur destination d'origine est interdite. Celle des cours, peut être interdite.

**USS 3-1-5** - La création d'accès de garages ou d'aires de stationnement donnant sur les rues piétonnes et semi piétonnes peut être interdite.

**USS 3-1-6** - Un seul accès carrossable est autorisé par unité foncière et par rue.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) Les bâtiments ayant des accès à conserver faisant partie de l'architecture originelle de l'édifice.
- b) La création d'autres accès permettant de rétablir l'ordonnement de l'édifice.
- c) Les bâtiments de services publics ou privés qui, par leur nature et fonctionnement exigent le création de plus d'un accès carrossable ou de garage par unité foncière et par rue.

**USS 3-1-7** - Aucun accès carrossable n'est autorisé pour les unités foncières inconstructibles hormis pour les véhicules d'entretien et de secours.

**USS 3-1-8** - Dans les bâtiments à conserver, le percement d'accès est interdit hormis pour :

- a) Les accès obstrués faisant partie de l'architecture de l'édifice qui peuvent être rouverts.
- b) Les accès pouvant être créés en conformité avec l'ordonnement de l'architecture de l'édifice.

**USS 3-1-9** - Tout accès carrossable ou de garage sera doté d'un portail dont les caractéristiques sont fixées à l'article USS 11.

**USS 3-1-10** - Le profil, revêtement et équipement des accès carrossables publics ou privés à créer, à modifier ou à aménager sont soumis à autorisation.

##### **USS 3-2 VOIRIE**

**USS 3-2-1** - La création des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile n'est autorisée que si leur emprise est au moins égale à 6m.

**USS 3-2-2** - La hauteur libre sous poutre des bâtiments nouveaux qui enjambent des voies sera d'au moins 3,50 m. au point le plus bas.

**USS 3-2-3** - Le profil, revêtement et équipement des voies carrossables ou piétonnes publiques ou privées à créer, à modifier ou à aménager sont soumis à autorisation.

## **Article USS 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX**

### **USS 4-0 - DISPOSITIONS GENERALES**

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales qui techniquement ne peuvent être dissimulés, tout réseau sera encastré ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cours, jardins, cages d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.
- Le plan des parcours des réseaux sera soumis pour accord.
- Les goulottes seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les goulottes en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

### **USS 4-1 - EAU**

- **USS 4-1-1** - Toute construction ou installation, nécessitant la desserte en eau, sera raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux dispositions du service compétent.
- **USS 4-1-2** - Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

### **USS 4-2 - ASSAINISSEMENT**

- **USS 4-2-1** - Toute construction ou installation nécessitant le raccordement au réseau d'assainissement sera raccordée au réseau public d'assainissement des eaux selon les dispositions, du service compétent.
- **USS 4-2-2** - Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.
- **USS 4-2-3** - Les rejets d'eaux industriels sont soumis aux dispositions du service compétent ; le cas échéant, elles feront l'objet d'un prétraitement.

### **USS 4-3 - EAUX PLUVIALES**

- **USS 4-3-1** - Toute construction ou installation sera raccordée au réseau public d'évacuation des eaux pluviales ou unitaires selon les dispositions du service compétent.
- **USS 4-3-2** - L'évacuation des eaux pluviales sera effectuée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre et les dauphins seront en fonte ou en pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues, sont interdits.
- **USS 4-3-3** - Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits sauf pour contourner les décors de la façade.

### **USS 4-4 ELECTRICITE - GAZ**

- **USS 4-4-1** - Toute construction ou installation nécessitant le raccordement au réseau d'alimentation électrique, et au gaz sera raccordée selon les dispositions du service compétent.
- **USS 4-4-2** - Lors de travaux, même sur une partie de l'immeuble, il peut être imposé que les raccordements soient réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.
- **USS 4-4-3** - Sur les immeubles existants, lorsque le réseau ne peut pas être encastré, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.
- **USS 4-4-4** - Sur les immeubles à édifier, le réseau d'alimentation électrique et de gaz (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré.
- **USS 4-4-5** - Les coffrets de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques accessibles à tout instant par le service compétent. A défaut, ils seront enterrés. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, ils seront placés en façade et suffisamment encastrés pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.
- **USS 4-4-6** - Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou fausse coupure.
- **USS 4-4-7** - Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.



- **USS 4-4-8** - Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront en maçonnerie de pierre ou crépie et éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse accessible, en fonction de l'architecture du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agréée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu extérieur.

- **USS 4-4-9** - Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets, boîtes de fausse coupure, transformateurs ou parcours des câbles.

- **USS 4-4-10** - Les réseaux de courants faibles et de fibres optiques sont soumis aux mêmes dispositions que le réseau électrique pour les ouvrages et dispositifs qui les concernent.

#### **USS 4-5 TELEVISION**

- **USS 4-5-1** - Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.

- **USS 4-5-2** - Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- **USS 4-5-3** - Les boîtiers de raccordement de télévision peuvent être posés à condition qu'ils provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **USS 4-6 TELECOMMUNICATIONS ET FIBRES OPTIQUES**

- **USS 4-6-1** - Lors de travaux même sur une partie de l'immeuble, les raccordements des réseaux de télécommunication seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- **USS 4-6-2** - Le réseau des télécommunications (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- **USS 4-6-3** - Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets et autres postes ou accessoires techniques.

- **USS 4-6-4** - Les boîtiers de raccordement de télécommunication peuvent être posés à condition qu'ils ne provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **USS 4-7 ENERGIE SOLAIRE**

- **USS 4-7-1** - La pose de panneaux de captage solaire et photovoltaïques est interdite.

#### **USS 4-8 - AUTRES BRANCHEMENTS ET EVACUATIONS**

- **USS 4-8-1** - Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecte des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments et à condition de ne pas détruire les décors et ordonnancement des édifices.

- **USS 4-8-2** - Les conduits d'évacuation de l'air des locaux commerciaux se feront en toiture.

- **USS 4-8-3** - Lors des travaux de restauration, les réseaux de branchement ou d'évacuation n'ayant plus d'utilité (conduits, souches, canalisations...) ainsi que leurs supports, seront déposés.

- **USS 4-8-4** - La conservation des conduits anciens de cheminée peut être imposée.

- **USS 4-8-5** - Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille en métal ou en bois. Ils ne devront pas générer des nuisances sonores pour le voisinage ou de rejets de fluides sur le domaine public.



**Article USS 5**  
**CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

- Non réglementé

**Article USS 6**  
**IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES**  
**PUBLIQUES**

**USS 6-0 - DEFINITION**

- L'implantation des constructions en limite des voies et emprises publiques est définie par le nu extérieur de la façade du bâtiment.
- Les arcades, colonnades, résilles, loggias, galeries d'attique... sont assimilées à un nu de façade à condition qu'elles restent dans les limites du volume couvert.
- Les murs de clôture sont considérés comme façade lorsqu'ils sont explicitement prévus par le présent règlement et aux conditions fixées par lui.

**USS 6-1 - DISPOSITIONS GENERALES**

- **USS 6-1-1** - Les constructions ou parties de construction nouvelles seront implantées, pour la totalité de leur linéaire et de leur élévation hormis étage d'attique, en limite des voies et emprises publiques ou en limite des emprises constructibles.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) Les constructions destinées à remplacer des bâtiments, disparus par suite de sinistre. Dans ce cas, l'implantation du bâtiment nouveau pourra être celle de celui qu'il remplace.
- b) Les bâtiments jouxtant des constructions ayant des baies. Dans ce cas un retrait de 1,90 m. conformément aux dispositions des articles 678 et 679 du code civil pourra être admis.
- c) Les saillies d'encorbellement et les cages d'escalier qui peuvent être en retrait ou en avancée par rapport à la limite des voies et emprises publiques conformément au règlement de voirie.
- d) Les saillies (balcons, corniches, auvents, oriels...), conformes aux dispositions du présent règlement.
- e) Les retraits de la façade des constructions nouvelles (loggias, « doubles peaux »...), à condition qu'elles restent dans les limites du volume couvert.
- f) Les bâtiments enjambant des voies ou emprises publiques.
- g) Les retraits des bâtiments en U ou en L à condition que la partie non bâtie soit enclose d'une clôture.
- h) Les retraits partiels de la façade destinés à marquer l'entrée du bâtiment peuvent être admis. Ces retraits seront à au moins 2m. des limites séparatives latérales.
- i) Les retraits des étages d'attique.
- j) Les constructions implantées sur un terrain qui présente une façade sur voie ou emprise publique d'un linéaire supérieur à 15m. Si la construction n'est pas implantée sur la totalité du linéaire, alors un mur doit compléter l'implantation de la construction pour la partie restante. Le mur doit être d'un seul tenant ou en deux parties, de part et d'autre de la construction.
- k) Les constructions implantées sur un terrain bordé par deux ou plusieurs voies ou emprises publiques formant ou pas intersection, et lorsque aucune indication particulière n'est portée au plan. Alors la construction sera implantée en limite d'au moins l'une de ces voies ou emprises publiques, les autres limites étant alors complétées par un mur.

**USS 6-2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES**

- **USS 6-2-1** - Des dispositions particulières d'implantation sont définies au plan par les emprises constructibles. Ces dispositions particulières d'implantation sont figurées au plan par un trait continu ou pointillé d'implantation fixe ou variable, pouvant varier de plus ou moins 3m. L'architecte des bâtiments de France fixe les marges de retrait ou d'avancée autorisées, ainsi que le parallélisme ou non de l'implantation en fonction du caractère architectural et urbain environnant.



## **Article USS 7**

### **IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

#### **USS 7-1 - LIMITES SEPARATIVES LATERALES**

- **USS 7-1-1** - Afin d'assurer l'ordre continu en bordure des voies et emprises publiques, sur une profondeur d'au moins 3m à compter des voies et emprises publiques et sur la totalité du linéaire de la façade des constructions ou parties des constructions seront édifiées soit :

- . en limites séparatives latérales,
- . en limite de bâtiment existant,

Toutefois : lorsque le terrain présente un linéaire sur voie ou emprise publique supérieur à 15 m, les constructions peuvent être accolées à l'une des deux limites séparatives ou pour partie, à chacune d'elles. Un mur complètera l'ordre continu.

Au cas où les constructions jouxteraient un immeuble comportant des baies, un retrait pourra être accordé conformément aux dispositions des articles 678 et 679 du code civil.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) les constructions nouvelles remplaçant une construction ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.
- b) les rez-de-chaussée des constructions comportant des passages piétons.
- c) les constructions jouxtant des bâtiments comportant des éléments d'architecture découverts qu'il est imposé de conserver à-jour en place.
- d) les emprises imposées de construction qui doivent être bâties sur leur totalité.

- **USS 7-1-2** - Au-delà de la profondeur de 3m, aucune règle d'implantation n'est fixée. Cependant, les espaces libres viseront à être limitrophes de ceux existants ou prévus par la démolition imposée des immeubles dans l'îlot concerné.

- **USS 7-1-3** - Les limites séparatives peuvent être clôturées en limite séparative ou contre elle.

- **USS 7-1-4** - Les clôtures seront définies dans chaque cas en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-1-5** - Il peut être imposé de ne pas clôturer les terrains de murs pleins afin de ne pas porter atteinte aux lieux environnants, en particulier dans les cours créées par démolition imposée et dans les espaces libres à conserver.

#### **USS 7-2 - LIMITES SEPARATIVES ARRIERE**

- **USS 7-2-1** - Les constructions peuvent être implantées en limite séparative arrière à l'exception des constructions qui jouxteraient des bâtiments comportant des éléments d'architecture qu'il est imposé de conserver en place,

- **USS 7-2-2** - Les constructions peuvent être édifiées à distance des limites séparatives arrière. Ce retrait sera fixé dans ses dimensions et dans sa forme en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-2-3** - Les limites séparatives peuvent être clôturées en limite séparative ou contre elle.

- **USS 7-2-4** - Les clôtures seront définies dans chaque cas en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-2-5** - Il peut être imposé de ne pas clôturer les terrains de murs pleins afin de ne pas porter atteinte aux lieux environnants, en particulier dans les cours créées par démolition imposée et dans les espaces libres à conserver.

**Article USS 8**  
**IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS**  
**LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

- Non réglementé



**Article USS 9**  
**EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

**USS 9-1 - TERRAINS NE COMPORTANT PAS DE CONSTRUCTION**

Sur les terrains ne comportant pas de construction, l'emprise au sol autorisée est celle de l'emprise constructible de construction, prévues au plan.

**USS 9-2 - TERRAINS LIBERES DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES**

Sur les terrains libérés des constructions existantes, la superficie constructible au sol autorisée est celle des constructions démolies diminuée des emprises figurant au plan comme étant à démolir et augmentée de l'éventuelle emprise constructible prévue sur le même terrain.

Ne sont pas soumises à cette règle les constructions limitrophes de bâtiments à conserver et auxquels l'adossement porterait atteinte au caractère architectural. Dans ces cas, la forme de l'emprise de la nouvelle construction sera définie en fonction du caractère des lieux même lors de la diminution de la quotité nominale d'emprise au sol prévue au présent règlement.

**USS 9-3 - EMPRISES CONSTRUCTIBLES**

Les emprises constructibles peuvent être bâties à 100% de leur superficie.

Leur délimitation est :

- fixe (figurée au plan par un trait continu) : ce qui implique que le nu de la façade devra être implanté à l'endroit du trait continu délimitant l'emprise.
- variable (figurée au plan par un trait discontinu) : ce qui implique que leurs limites peuvent varier de 3m, en totalité ou en partie, au-delà ou au-deçà des limites figurées au plan en fonction du caractère des lieux.

**USS 9-4 - EMPRISES NON CONSTRUCTIBLES**

Les espaces libres figurant au plan ne sont pas constructibles. Toutefois :

- les espaces libres ne comportant pas la lettre « J » ou « C » peuvent, en cas de démolition et de reconstruction du ou des bâtiments attenants, être modifiés dans leur forme à condition que leur superficie soit maintenue ou augmentée sur la même unité foncière.
- exceptionnellement, une emprise maximale de 4m<sup>2</sup>, peut être autorisée sur les espaces non bâtis ne portant pas le sigle « C », afin d'assurer la sécurité et l'accessibilité des bâtiments par des escaliers ou dispositifs de levage. Cette autorisation peut être refusée si elle porte atteinte aux édifices à conserver ainsi qu'au caractère architectural et urbain environnant.
- des constructions d'un seul niveau de hauteur, servant à améliorer l'habitabilité des logements ou à doter les jardins d'annexes, et ne dépassant pas une emprise maximale cumulée de 10m<sup>2</sup> peuvent être autorisées sur les espaces non bâtis à l'exception des cours portant le sigle « C ».

**USS 9-5 - EMPRISES PROTEGEES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Dans les espaces non bâtis faisant partie des emprises classées ou inscrites au titre des monuments historiques ou des espaces attenants aux immeubles ou parties d'immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, la constructibilité peut être autorisée conformément aux dispositions régissant les monuments historiques.

## **Article USS 10**

### **HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

#### **USS 10-0 - DEFINITION**

La hauteur d'une façade sur rue ou emprise publique comme sur cour est mesurée en tout point entre le niveau du sol avant aménagement et l'égout du toit ou l'acrotère y compris pour les niveaux en retrait.

- La hauteur est exprimée en mètres.
- Lors de constructions situées le long de voies ou emprises publiques, la mesure de la hauteur maximale ou minimale autorisée est prise par fraction de 6m de façade.
- La mesure de la hauteur relative, fonction des hauteurs des bâtiments à conserver, est prise aux limites des façades des bâtiments concernés.
- Lorsqu'un immeuble présente des façades sur plusieurs voies, formant intersection ou pas, la référence de hauteur est fixée par les bâtiments à conserver situés sur chacune de ces voies.
- Les ouvrages de faible emprise tels que garde-corps, souches, verrières... ne sont pas pris en compte pour le calcul de la hauteur.
- Un dépassement de 1m des hauteurs autorisées peut être accordé lorsque ces hauteurs ne permettent pas d'édifier un nombre entier d'étages droits, d'obtenir une continuité des lignes d'égout des toits ou d'articuler l'ordonnancement architectural de la construction concernée avec le bâtiment qui la jointe.

#### **USS 10-1 - HAUTEUR RELATIVE**

- **USS 10-1-1** - La hauteur relative autorisée est comprise dans l'espace formé par la projection des hauteurs de l'immeuble à conserver limitrophe ou plus proche le plus élevé et celle de l'immeuble à conserver limitrophe ou plus proche le moins élevé, situés dans le prolongement du plan des façades. Ces dispositions s'appliquent sur toute la profondeur du terrain sauf adaptation par diminution de la hauteur qui peut être imposée en fonction des lieux et du voisinage.

- **USS 10-1-2** - Ne sont pas soumis à ces règles :

- a) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.
- b) Les constructions et surélévations visant à restituer l'état ancien des bâtiments à conserver.
- c) Les immeubles, parties d'immeuble ou emprises constructibles figurés sur le plan par la lettre «T» et dont la hauteur minimale peut être inférieure à 6m.
- d) Les immeubles dont la fonction culturelle, culturelle ou administrative justifie le marquage symbolique du paysage urbain par une élévation supérieure.

#### **USS 10-2 - HAUTEUR MAXIMALE**

- **USS 10-2-1** - La servitude « non altius tolendi » fixant une hauteur maximale de 49m N.g.f. autour de la place royale du Peyrou, s'applique.

Hors de la partie du territoire sur lequel s'applique cette servitude, tel que figuré aux documents graphiques des servitudes, la hauteur maximale est fixée à 19m. à compter du niveau du sol avant aménagement.

Ne sont pas soumis à ces règles :

- a) Les immeubles protégés au titre des monuments historiques ou à conserver.
- b) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.
- c) Les constructions et surélévations visant à restituer l'état ancien des immeubles à conserver.
- d) Les édicules et verrières en surcroît couvrant des escaliers et ascenseurs à condition qu'ils ne dépassent pas de plus de 2m la hauteur et qu'ils aient une surface de 6m<sup>2</sup> hors oeuvre, au plus.
- e) Les emprises constructibles assorties d'une indication de hauteur minimale et maximale autorisées.
- f) Les immeubles dont la fonction culturelle ou culturelle justifie le marquage symbolique du paysage urbain par une élévation supérieure.



- **USS 10-2-2** - La hauteur maximale des constructions (acrotère, égout, et faîtage) adossées à des murs de clôture à conserver sera inférieure de celle du mur à conserver.

#### **USS 10-3 - HAUTEUR MINIMALE**

- **USS 10-3-1** - La hauteur minimale autorisée pour les constructions est de 3m en limite des voies et emprises publiques et ce dans une bande de 15m à partir de celles-ci.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) Les immeubles protégés ou à conserver.
- b) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.
- c) Les immeubles devant restituer l'état ancien des immeubles protégés ou à conserver.
- d) Les murs de clôture.
- e) Les ouvrages techniques.
- f) Les emprises constructibles assorties d'une indication de hauteur minimale autorisée.
- g) Les constructions adossées à des murs de clôture à conserver.

**Article USS 11**  
**DISPOSITIONS ARCHITECTURALES ET DES ESPACES NON-BATIS**

**USS 11-A - DISPOSITIONS ARCHITECTURALES**

**USS 11-A-1 - IMMEUBLES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

- Tous travaux concernant les immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques sont définis par le ministre chargé des monuments historiques.

**USS 11-A-2 - IMMEUBLES A CONSERVER**

- Tous travaux affectant ces constructions sont soumis pour accord. Ils privilégieront la restauration, la restitution et la mise en valeur des dispositions anciennes des bâtiments.

**- USS 11-A-2-1 - FACADES**

**- USS 11-A-2-1-0 - Définition**

Est considérée comme façade toute élévation d'un bâtiment donnant notamment sur les voies et espaces publics ou sur les cours et jardins.

**- USS 11-A-2-1-1 - Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture**

- Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que blocs agglomérés de ciment, briques creuses...), autre que les pans de bois ou métalliques, ne sera employé à nu.

- Les placages plastiques et métalliques, les carreaux vernissés ou de grès, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.

- L'isolation thermique réalisée par l'extérieur est interdite.

- La pierre de taille appareillée sera maintenue apparente et ne sera enduite qu'exceptionnellement si son état l'exige.

- La pierre assisée ou de blocage sera jointoyée ou enduite.

- Les pans de bois seront enduits ou maintenus apparents selon leur état et l'architecture de l'édifice.

- En cas de remplacement ou complément en pierre, les pierres seront de même nature et finition que celles remplacées ou complétées.

- La maçonnerie de brique pleine restera apparente ou sera enduite selon l'état du matériau et l'architecture de l'édifice.

- Les «architectures d'enduit» comportant une modénature, ornementation ou gypseries et portées à conserver, seront restaurées ou restituées.

- Les pans vitrés, au nu de la façade peuvent être exceptionnellement autorisés sur les façades sur voies et espaces publics s'ils ne recouvrent pas des éléments d'intérêt et s'ils ne défigurent pas la composition de l'édifice.

- Les pans vitrés, au nu de la façade ou en retrait d'elle, et sur les murs latéraux, sur les cours et jardins ainsi que sur les cages d'escalier, peuvent être autorisés s'ils ne recouvrent pas des éléments d'intérêt et s'ils ne défigurent pas la composition de l'édifice.

- Les bardages de bois peuvent être autorisés à condition qu'ils soient formés de larges planches (15cm minimum) et qu'ils soient à recouvrement ou à joint vif sans grain de riz. La «frisette» est interdite.

- Les clins en bois peuvent être autorisés.

- Les garde-corps et acrotères seront réalisés par l'emploi de matériaux en fonction de l'architecture de l'édifice.

**- USS 11-A-2-1-2 - Nettoyement et décrépiage**

- Le nettoyage des façades en pierre de taille appareillée sera exécuté par pulvérisation d'eau à basse pression et brossage, par projection de micro fines, laser, ou gommage... en fonction de l'état du support.

- L'utilisation de procédés abrasifs (sablage, meule...) ou la retaille à la boucharde comme le «chemin de fer» sont proscrits.

- L'emploi de marteaux pneumatiques pour le décrépiage est proscrit.

- Le nettoyage des peintures appliquées sur les maçonneries en pierre appareillée sera effectué par l'emploi d'un décapant neutre, d'un lavage et d'un rinçage ou par procédé non abrasif.



- Un procédé abrasif peut être autorisé pour décaper les enduits peints (peinture organique ou minérale épaisse).

**- USS 11-A-2-1-3 - Incrustations, sculptures, ragréages, placages, soubassements, et emmarchements**

- Le remplacement d'éléments en pierre de taille dégradés sera réalisé par incrustation de pierres de même nature, forme et calepinage ayant une épaisseur d'au moins 15cm en parement plan et 20cm en angle. Les coupes des joints et des assises seront respectées.

- Les bandeaux et encadrements nouveaux seront en pierre d'au moins 15cm d'épaisseur. Ils seront sculptés, épannelés ou plats selon l'architecture de l'édifice.

- Les piliers et arcades des baies et galeries en pierre seront maintenus et restaurés ou restitués selon leur forme et matériau d'origine.

- Les pierres de parement auront au moins 7cm d'épaisseur. Les joints et les assises seront respectées. Les retours seront moulurés, en feuillure ou les pierres seront en L afin d'effacer les raccords de pierre.

- Les ragréages sont autorisés sur des parties de faible étendue (fissures, cavités). Ils seront réalisés en pierre reconstituée avec de la poudre de la même pierre à l'exclusion de toute résine d'imitation. Des échantillons seront soumis pour accord.

- Les soubassements seront réalisés par des orthostates en pierre d'au moins 12cm d'épaisseur et d'au moins 60cm de hauteur ou par des plinthes en pierre ou en maçonnerie enduite selon l'architecture de l'édifice.

- Les seuils, perrons et emmarchements existants en pierre seront maintenus et ceux nouveaux seront en pierre dure.

**- USS 11-A-2-1-4 - Jointoiement, enduits, badigeons et peintures**

**- Jointoiement**

- Le curage et dégarnissage des joints seront faits sans épauférer les arêtes, ni écorner les angles.

- Les mortiers de rejointoiement seront liés à la chaux naturelle et leur couleur sera celle de la pierre, obtenue par l'emploi de poudre de la même pierre.

- L'utilisation du ciment dans la composition des joints des pierres et des enduits est interdite.

- Les joints des pierres de taille appareillée seront à fleur, arasés au nu du parement.

- Les joints marqués en creux ou en relief (au cordon) sont proscrits sauf si le bâtiment en comportait.

- Le rejointoiement des pierres de blocage sera à pierre vue.

**- Enduits**

- Les enduits défectueux ou inadaptés au support ou à l'architecture de l'édifice, seront déposés.

- Il peut être imposé de déposer des enduits dont l'état technique est satisfaisant mais qui recouvrent des vestiges ou des maçonneries prévues pour rester apparentes.

- Lors de l'entretien des enduits ceux-ci recevront des ragréages, peinture à la chaux, badigeon ou enduit mince à la chaux naturelle.

- L'entretien, la restauration et la restitution des architectures d'enduit à conserver maintiendra, complétera et restituera les modénatures d'origine.

- Les enduits nouveaux sur la pierre appareillée ou assisée seront minces afin de laisser la perception du matériau de construction et ils seront à la chaux naturelle, au plâtre ou en plâtre et chaux, à l'exception :

. des enduits au ciment des constructions qui en comportaient dès leur conception qui peuvent être entretenus ou remplacés,

. des maçonneries existantes en agglomérés de ciment ou tout autre matériau non poreux, auquel cas les enduits peuvent être à la chaux hydraulique artificielle.

- La coloration des enduits sera obtenue par des sables et par addition d'ocres naturels ou oxydes métalliques.

- Des échantillons des enduits et de leurs coloris seront soumis pour accord.

- Les enduits «monocouche» et ceux prêts à l'emploi, sont interdits.

- La finition des enduits sera talochée fine, essuyée, lissée ou à la branche suivant l'architecture de l'édifice. Les enduits grattés sont proscrits. Les enduits à la tyrolienne peuvent être autorisés ou imposés lors de la restitution d'architectures qui en comportaient.



- La couche de finition des enduits doit affleurer les parties destinées à rester apparentes ; les surépaisseurs sont proscrites.

- **Badigeons et peintures**

- Les peintures seront minérales, les peintures organiques sont interdites.
  - Seuls le badigeon et peintures à la chaux sont autorisés sur les enduits sauf lors d'enduits au ciment des constructions qui en comportaient dès leur conception et des maçonneries en agglomérés de ciment ou tout autre matériau non poreux.

- Les badigeons et peintures à la chaux peuvent être autorisés en fonction de l'architecture de l'édifice. Les couleurs seront soumises pour accord.

- L'eau forte peut être autorisée sur les maçonneries de pierre appareillée.

- L'emploi de films, résines et hydrofuges est interdit.

- Les fresques et peintures murales décoratives sont interdites sur les parties extérieures des édifices. Elles pourront être admises dans les parties intérieures.

- **USS 11-A-2-1-5 - Décors et modénature**

- Tout décor et modénature anciens (bandeaux, sculptures, modillons, corniches, entablements, culots, pilastres, bossages...) sera maintenu et restauré. Il peut être imposé de déposer les parties du décor ne correspondant pas à l'architecture privilégiée par la restauration de l'édifice.

- Les bandeaux, encadrements, clés, claveaux, impostes et chapiteaux... manquants seront remplacés ou complétés dans le même matériau que celui existant. Ils seront épannelés ou profilés, et leurs profils et finition seront ceux des parties anciennes.

- Toute sculpture ou moulure nouvelle sera soumise pour accord.

- La restauration et restitution des architectures d'enduit à conserver maintiendra, complètera et restituera les modénatures d'origine.

- **USS 11-A-2-1-6 - Traces et vestiges**

- Les traces d'architectures anciennes (baies, pilastres, arcs, départs de voûtements, décors...) seront marquées suivant leur importance et insertion dans la composition et aspect de l'édifice.

- Il peut être exigé de marquer les vestiges des anciennes baies bouchées par la suppression ou l'affouillement des maçonneries les ayant obstruées.

- Il peut être imposé de compléter des vestiges anciens pour restituer leur lisibilité.

- **USS 11-A-2-1-7 - Baies d'étage**

- Le maintien ou la restitution des baies anciennes peuvent être imposés y compris pour leurs formes initiales leurs moulurations, sculptures et partitions.

- Il peut être autorisé de créer des baies nouvelles dans la mesure où celles-ci s'insèrent dans l'ordonnancement de la façade. Dans ce cas, il peut être imposé qu'elles aient les mêmes caractéristiques (formes, appuis, encadrements...) que les autres baies de la même façade.

- Lorsque la référence à des baies existantes fait défaut ou n'a pas de raison d'être, les baies des fenêtres créées seront à dominante verticale hormis pour les jours, baies d'attique et d'entresol.

- Aucune baie ancienne ne sera obstruée au nu extérieur du tableau, celles qui le sont déjà seront restituées ou affouillées à mi-tableau.

- Les entresolements ou faux-plafonds peuvent être interdits. Tout entresollement ou faux-plafond autorisé sera arrêté à au moins 1m en retrait du nu intérieur du mur sur toute la longueur du nu intérieur de la pièce et aucune baie ou tympan d'imposte ne sera obstrué ou condamné.

- En cas de façades composites, les restaurations peuvent, soit privilégier un ordonnancement architectural, soit traiter les baies non ordonnancées en «traces», soit restituer la diversité stylistique des baies de l'édifice.

- Les encadrements et appuis saillants anciens des baies seront maintenus sauf lors de la restitution d'états plus anciens auquel cas, ils seront déposés.

- Les appuis et encadrements des baies des édifices seront en pierre ou en surcroît d'enduit dans le cas des maçonneries en pierre de blocage, qui en comportaient. Les appuis et encadrements de fenêtres en béton ou en ciment sont proscrits, hormis le cas d'architectures qui en comportaient à l'origine ; ceux qui ont été ajoutés, seront déposés et remplacés en pierre.

- Les retraits de la façade ainsi que les oriels peuvent être autorisés.



- Les combles ouverts formant loggia peuvent être fermés par encloisonnement ou vitrage, en retrait d'au moins 80cm du nu intérieur de la façade, en fonction de l'architecture de l'édifice. Ils seront sous couverture.

**- USS 11-A-2-1-8 - Baies de rez-de-chaussée**

- Il peut être imposé de restituer ou de rétablir les dispositifs d'accès d'origine aux étages de tout immeuble lorsque ceux-ci ont été modifiés ou supprimés.

- Les baies du rez-de-chaussée ne seront pas entresolées sauf lorsqu'elles ont été prévues pour recevoir un entresol.

- Les baies créées au rez-de-chaussée, suivront l'ordonnancement et l'architecture de la façade ou les traces anciennes.

- Les seuils nouveaux seront en pierre dure, d'une longueur d'au moins 0,8m et une épaisseur d'au moins 6cm.

- Les arcades et galeries anciennes en pierre seront maintenues et restaurées ou restituées selon leur forme et matériau d'origine. La restitution des arcades et galeries obstruées peut être imposée.

- Des arcades et galeries pourront être créées en fonction de l'architecture de l'édifice.

**- USS 11-A-2-1-9 - Encorbellements et balcons**

- Les balcons et balconnets en pierre anciens seront maintenus excepté lors des restitutions d'architectures antérieures, auquel cas, ils seront déposés.

- La suppression ou la restitution de balcons et balconnets peut être imposée. Lors de la restitution ils auront des caractéristiques conformes à l'architecture de l'édifice.

- Les encorbellements anciens d'intérêt seront maintenus. Leur restitution pourra être imposée.

- La création d'encorbellements peut être autorisée sur les façades sur cour à condition qu'ils s'inscrivent dans l'ordonnance de l'édifice et qu'ils ne détruisent pas ses décors.

**- USS 11-A-2-1-10 - Ferronneries**

- Les ferronneries anciennes d'intérêt (garde-corps de balcons et balconnets, grilles d'imposte...) seront maintenues en place et restaurées. Elles seront nettoyées par un procédé non abrasif.

- Seules les parties des ferronneries désignées par l'architecte des bâtiments de France seront déposées.

- Les ferronneries nouvelles seront soumises pour accord.

- Les dispositifs de protection extérieure en rez-de-chaussée autres que ceux destinés aux commerces seront fixes, repliables en tableau ou rabattables sur les trumeaux. Ils seront constitués d'un barreaudage droit en métal plein pour les baies des fenêtres.

- Aux étages, les dispositifs de protection métalliques seront en barreaudage droit en métal plein.

**- USS 11-A-2-1-11- Menuiseries, vitrerie**

- Les menuiseries anciennes et leur serrurerie de qualité (vantaux, contrevents, châssis, ouvrants, devantures...) seront maintenues et restaurées.

- Les éléments de serrurerie portant atteinte au style de la menuiserie, seront remplacés.

- Les menuiseries seront nettoyées par un procédé non abrasif ; leur sablage est interdit.

- Les menuiseries nouvelles seront en bois. Cependant, peuvent être admises les menuiseries métalliques en acier sur les bâtiments qui en comportaient dès leur conception, sur les baies médiévales et croisées, sur les jours, sur les loggias et sur les façades commerciales à condition qu'elles suivent la forme des encadrements des baies et qu'elles soient de teinte foncée.

- Peuvent être admises les menuiseries en aluminium pour les baies commerciales à condition qu'elles suivent la forme des encadrements des baies y compris cintrées et qu'elles soient de teinte foncée.

- Les menuiseries, volets et contrevents en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Les menuiseries seront placées en feuillure et à défaut, à mi-tableau ou en fond de tableau. La pose dite « en rénovation » est interdite.

- Les ouvrants des menuiseries nouvelles seront subdivisés en fonction de l'architecture de l'édifice.

- Seules les fenêtres ouvrant à la française ou à croisillon dormant sont admises pour les baies principales sauf si l'architecture du bâtiment comportait d'autres dispositifs dès sa conception.



- Les menuiseries à vitrage à plein jour sont admises pour les bâtiments qui en comportaient dès leur conception, pour les baies médiévales, celles des étages d'attique, les jours, les croisées, les «double-peau», les façades commerciales et les loggias.

- Les contrevents manquants des édifices anciens seront remplacés conformément à l'architecture de l'édifice. Ils seront pleins ou persiennés, repliables en tableau ou battants, selon l'architecture de l'édifice. Les contrevents pleins seront en planches larges d'au moins 15cm, à joint vif.

- La pose des contrevents extérieurs sur les baies médiévales ou à croisée est interdite.

- La pose des contrevents sur les encadrements en pierre moulurée est interdite. Les fixations seront à mi-tableau et à déboîtement.

- Les volets roulants extérieurs peuvent être autorisés selon l'architecture de l'édifice et dans la mesure où ils sont en bois, leurs coffres étant intérieurs ou cachés par des lambrequins sans saillie sur le nu de la façade.

- Les vantaux des portes d'entrée seront conformes à l'architecture de l'édifice.

- Les vantaux des portes à châssis dormant ou entièrement métalliques ou vitrées peuvent être autorisés pour des locaux commerciaux faisant partie de la façade commerciale ou pour les locaux techniques.

- Les vantaux métalliques sont autorisés pour les portes de garage dans la mesure où ils sont pleins, à tables, ou revêtus d'un placage de larges planches en bois laqué peint. Ils peuvent comporter des impostes fixes ou être ajourées.

- Les menuiseries des portes de garage seront placées en feuillure et, à défaut, à mi-tableau ou en fond de tableau et peuvent être ouvrant à la française, coulissantes ou basculantes. Les volets roulants pleins ou à mailles sont interdits.

- Le survitrage et les doubles fenêtres sont préférables.

- Le vitrage en miroir et le double vitrage sans intercalaires faisant partition des volumes sont interdits. Les petits bois au droit des intercalaires seront assemblés à coupe d'onglet.

- Les petits bois collés sur le vitrage ou placés à l'intérieur du double vitrage sont interdits.

#### **- USS 11-A-2-1-12 - Réseaux**

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, tout réseau sera encastré ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cour, jardin, cage d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.

- Le plan des parcours des réseaux sur les façades et les parties intérieures à conserver sera soumis pour accord.

- Les goulottes seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les goulottes en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

#### **- Eau**

- Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

#### **- Assainissement**

- Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.

#### **- Eaux pluviales**

- L'évacuation des eaux pluviales sera assurée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre non peint et les dauphins seront en fonte ou en pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits sauf pour contourner les décors de la façade.

#### **- Electricité - Gaz**

- Lors de travaux, même sur une partie de l'immeuble, il peut être imposé que les raccordements soient réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- Lorsque le réseau ne peut pas être encastré, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les coffrets de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques accessibles à tout instant par le service compétent. A défaut, ils seront enterrés. En cas d'impossibilité



constatée par l'architecte des bâtiments de France, ils seront placés en façade et suffisamment encastrés pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.

- Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou fausse coupure.

- Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.

- Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront en maçonnerie de pierre appareillée ou crépie et éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse, en fonction de l'architecture du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agréée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu extérieur.

- Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets, boîtes de fausse coupure, transformateurs ou parcours des câbles.

#### **- Télévision**

- Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.

- Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les boîtiers de raccordement de télévision peuvent être posés à condition qu'ils provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **- Télécommunications et fibres optiques**

- Lors de travaux même sur une partie de l'immeuble, les raccordements seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- Le réseau des télécommunications (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets et autres postes ou accessoires techniques.

- Les boîtiers de raccordement de télécommunication peuvent être posés à condition qu'ils ne provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **- Energie solaire**

- La pose de panneaux de captage solaire et photovoltaïques est interdite.

#### **- Autres branchements et évacuations**

- Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecte des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments, et à condition de ne pas détruire les décors et ordonnancement des édifices.

- Les conduits d'évacuation de l'air vicié et des fumées des locaux commerciaux se feront en toiture.

- Lors des travaux de restauration, les réseaux de branchement ou d'évacuation n'ayant plus d'utilité (conduits, souches, canalisations...) ainsi que leurs supports, seront déposés.

- La conservation des conduits anciens de cheminée peut être imposée.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront pas en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille ou de vantelles en métal ou en bois.

#### **- USS 11-A-2-1-13 Clôtures et portails**

- Les clôtures anciennes à conserver seront maintenues et restaurées. Elles peuvent toutefois être démolies lorsqu'elles bordent une emprise constructible et qu'une construction nouvelle est destinée à les remplacer sans pouvoir s'y adosser.

- Il peut être interdit de clôturer les terrains de murs pleins.



- La forme des clôtures nouvelles sera définie en fonction de l'architecture de l'édifice et du caractère des lieux. En limite des voies et emprises publiques, les clôtures seront en maçonnerie de pierre appareillée ou de blocage ou formées d'un mur bahut en pierre appareillée, de blocage ou en maçonnerie enduite surmonté d'un chaperon en pierre et d'un barreaudage droit ou constitués d'un barreaudage à barreaux de métal pleins toute hauteur. Elles auront une hauteur en fonction de l'architecture de l'édifice et de l'environnement.

- Les maçonneries des murs de clôture seront couronnées par des chaperons en pierre.

- La construction ou la démolition des murs séparatifs pleins confrontant des espaces non bâtis existants ou prévus par le plan, peuvent être imposées. Les ouvrages séparatifs seront alors traités comme une clôture.

- Les vantaux des portails des clôtures seront en bois ou en métal, pleins ou en barreaudage métallique à barreaux de métal pleins entièrement ajouré ou avec des tables pleines en métal en partie basse.

- **USS 11-A-2-1-14 Façades commerciales**

- La composition des façades commerciales doit s'harmoniser avec le caractère de la rue et de l'immeuble où elles se situent, respecter l'échelle ainsi que la trame de construction des immeubles.

- Les aménagements dégageront les dispositifs originels d'accès aux logements de tout immeuble et de ses étages lorsque ces accès ont été occupés par les activités commerciales.

- L'occupation des porches et halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autres activités contraires à leur destination d'origine est interdite. L'occupation des cours par des activités commerciales, peut être interdite.

- **Définition**

- On entend par façade commerciale toute baie, devanture ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.

- **Vitrines**

- Le traitement de la façade commerciale suivra l'architecture et l'ordonnancement de l'édifice auquel elle appartient. Lorsqu'un commerce s'étend sur deux ou plusieurs immeubles, ses façades commerciales seront différenciées selon l'architecture de chaque immeuble.

- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures en coffrage.

- Les vitrines seront posées en feuillure intérieure ou en tableau.

- Les aménagements des façades commerciales dégageront ou restitueront les seuils, piédroits, encadrements, tableaux, trumeaux et piliers détruits ou altérés. Dans les baies, seules des parties pleines en bois ou en métal n'excédant pas 60cm de hauteur et dont le nu extérieur est celui de la vitrine sont autorisées. Fait exception le cas de restitution d'échoppes anciennes avec étal auquel cas, un mur bahut sera au nu extérieur de la façade, l'étal étant en saillie.

- Les baies commerciales n'ayant pas de vitrine ou devanture et restant ouvertes de toute leur ouverture à rez-de-chaussée, seront closes par des panneaux de bois ou de métal pleins, repliables en tableau ou rabattables en trumeau. Les rideaux à déroulement sont interdits.

- Même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service, il est interdit d'utiliser les baies d'étage en tant que vitrines d'exposition commerciale ou d'enseigne. Cette disposition ne s'applique pas aux baies d'entresol ou incluses dans des arcs d'une double hauteur.

- Le placage de briques ou carreaux vernissés, marbres, ardoises, plaques plastiques, miroirs ainsi que les peintures imitant le bois ou la pierre sont interdits.

- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne seront appliqués sur les piliers, les trumeaux ou les jambages, ni au-dessus de la baie.

- Les seuils nouveaux seront en pierre dure, d'une longueur d'au moins 0,8m et une épaisseur d'au moins 6cm.

- Dispositifs de protection :

- . Le vitrage sécurité doit être privilégié.

- . Les volets roulants seront soit intérieurs soit extérieurs.

- . Les volets roulants extérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Les volets roulants extérieurs pleins sont interdits.



. Les volets roulants intérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Ils seront placés derrière la vitrine. Les volets roulants pleins peuvent être autorisés dans le seul cas où ils sont placés à au moins 50cm derrière la vitrine.

. Dans tous les cas, le coffre du volet roulant sera soit à l'intérieur du commerce, soit posé en tableau dans le même alignement que la vitrine. Il ne sera en aucun cas en saillie sur la façade.

. Les grilles extensibles ou en accordéon sont interdites.

. Les grilles à barreaudage métalliques rabattables en tableau ou en trumeau sont autorisées. Les barreaux seront en métal droits et pleins.

. Les panneaux en bois ou de métal plein, amovibles ou rabattables en tableau sont autorisés.

- Il peut être imposé de conserver les marquises et auvents anciens.

- Les marquises et auvents nouveaux peuvent être autorisés selon l'architecture de l'édifice. Elles ne détruiront aucune modénature ou décor elles ne partageront pas les baies.

- Les bannes des façades commerciales ne couvriront pas les accès des immeubles.

- Les bannes seront repliables dans des coffres intérieurs ou en tableau. Sur les fenêtres d'étage, seules les bannes à déroulement vertical ou oblique, en fond de tableau et sans joues latérales peuvent être autorisées.

- Les bannes sur les baies cintrées ne sont autorisées que si les baies ont une hauteur excédant le rez-de-chaussée. Alors les bannes pourront être posées au niveau des sommiers de l'arc.

- La largeur des bannes n'excédera pas celle de la baie commerciale. Toutefois, il peut être autorisé, lors de la présence de plusieurs baies commerciales à linteau droit, appartenant au même commerce et abritant une activité de vente sous banne à rez-de-chaussée, d'adopter un seul dispositif commun de protection des baies qui, en aucun cas, n'excédera les limites extrêmes des baies sur chacune des façades. Alors les bannes ne détruiront les décors et ordonnancement de la façade et elles seront posées sans coffre.

- Les boîtiers des stores, en applique sur la façade comme les auvents, dallettes et «casquettes» en béton sont interdits, ceux existants seront déposés sauf si l'architecture de l'édifice en comportait dès sa conception.

- Les menuiseries seront en bois, acier peint ou aluminium peint ou anodisé.

- Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

- Le percement de baies commerciales nouvelles peut être autorisé exceptionnellement au seul rez-de-chaussée. Il doit maintenir un trumeau maçonné d'au moins 50cm. à compter de chaque limite latérale de la façade du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de la réunion de deux ou plusieurs bâtiments en un même immeuble. Les baies nouvelles suivront l'ordonnancement et l'architecture de l'ensemble de la façade ou les traces anciennes.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille en métal ou en bois de même nu que la vitrine ou l'entablement.

- Aucun dispositif d'éclairage ne sera posé sur les maçonneries. L'éclairage des enseignes sera conçu solidairement avec l'enseigne.

**- Devantures en coffrage**

- La restauration des devantures en coffrage anciennes peut être imposée.

- En cas d'inclusion de la porte d'accès de l'immeuble dans la devanture, la travée de la porte se distinguera du commerce.

- La création de devantures en coffrage peut être autorisée. Leur rythme suivra celui du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de réunion de deux ou plusieurs bâtiments en un même immeuble.

- Les devantures en coffrage nouvelles seront en bois plein, peint, laqué et leur saillie sera d'au moins 15cm. au niveau du sol, 5 à 10cm aux piédroits et jusqu'à 40cm à l'entablement pour inclure le rideau de protection, elles auront un soubassement d'une hauteur d'au moins 60cm sur tout le linéaire de la devanture.

- Les devantures en acier peuvent être autorisées.

- Les devantures seront détachées de tout bandeau, balconnet et balcon d'au moins la valeur du bandeau, du seuil ou de la dalle.



- Les boîtiers des stores métalliques de protection et des bannes seront intérieurs ou repliables dans le coffre de l'entablement.

- La largeur des bannes n'excédera pas celle de la devanture.

- Les dispositifs d'éclairage de l'enseigne et de la devanture seront incorporés dans le coffre.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille ou de ventelles en métal ou en bois.

- Seul l'entablement des devantures en coffrage recevra les enseignes.

- **Terrasses fermées donnant sur l'espace public**

- Peuvent exceptionnellement être autorisées des terrasses fermées à rez-de-chaussée donnant sur l'espace public aux endroits et aux conditions définies par la commune de Montpellier, si elles ne sont pas ancrées aux façades, ne modifient pas leurs baies et si elles ne sont pas fondées au sol. Leurs menuiseries seront fines, en bois, acier ou aluminium peint mat ou anodisé.

- La surface occupée par les terrasses fermées laissera au droit de son emprise le libre passage des véhicules de sécurité et de secours ainsi que deux unités de passage pour les piétons.

- **Terrasses fermées sur cours**

- Les terrasses fermées sur des cours sont interdites.

- **USS 11-A-2-2 TOITURES ET COUVERTURES**

- **USS 11-A-2-2-1 Couvertures**

- **Couvertures à rampants**

- Les couvertures à rampants seront en tuiles canal maçonnées, posées à courant et à couvert ou plates ou mécaniques en terre cuite, en ardoises naturelles ou en zinc selon l'architecture de l'édifice.

- Les couvertures à rampant en tuiles ou en zinc auront une pente n'excédant pas 35%. Celles en tuiles plates peuvent avoir une pente de 60% et celles en ardoise, 80%. Les brisis et terrassons comme les coupoles sont autorisés si l'édifice en comportait dès sa conception.

- L'emploi de plaques support de tuiles est interdit. Les films souples sont autorisés.

- Les tuiles de couvert seront de préférence de rempli.

- Les tuiles neuves seront sablées ou pas, de couleur rouge clair ou mélangées aux «trois tiers» de ton proche. La pose mouchetée est interdite.

- Les brisis seront en ardoises. Les raccordements entre brisis et terrassons seront en zinc ou en cuivre.

- L'établissement d'une croupe peut être imposé aux bâtiments d'angle.

- La réunion de deux ou plusieurs bâtiments sous une même couverture est proscrite.

- Les combles et attiques ouverts peuvent être fermés en retrait d'au moins 80cm du nu intérieur de la façade, en fonction de l'architecture de l'édifice. Ils seront sous couverture, sans saillie sur le nu de la façade.

- La création de terrasses en décaissé de la toiture est interdite.

- La création de loggias en attique peut être exceptionnellement autorisée. Elles seront recouvertes par la toiture débordant du nu de la façade. Elles comporteront un garde-corps maçonné plein ou un barreaudage métallique selon l'architecture du bâtiment. Il peut être imposé que leurs côtés soient pleins.

- Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.

- **Couvertures en terrasse**

- Les couvertures en terrasse sur rue peuvent être autorisées ou imposées lorsque le bâtiment en comportait à l'origine ou lorsqu'elles complètent une ordonnance ou une séquence avec terrasses.

- Les couvertures en terrasse sur cour ou jardin ainsi que sur les bâtiments d'un seul niveau peuvent être autorisées.

- Le garde-corps des couvertures en terrasse sera traité en fonction de l'architecture de l'édifice.

- Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.

- **USS 11-A-2-2-2 Débords de toiture**

- Les corniches en pierre existantes seront conservées et restaurées.

- Les corniches nouvelles seront fonction de l'architecture de l'édifice.



- Les génoises seront conservées et restaurées, celles nouvelles seront conformes à l'architecture de l'édifice. Elles auront, au moins, deux rangs de tuiles. Celles préfabriquées sont proscrites.

- Les «casquettes» en béton seront supprimées sauf si l'architecture de l'édifice en comportait.

- Les saillants en bois seront conservés ou prolongés. Ils ne seront ni raccourcis ni coffrés. Ils auront une saillie d'au moins 60cm Ils seront constitués de chevrons portant tuile. Les bardages et les voligeages en frissette ou contre-plaqué sont proscrits.

#### **- USS 11-A-2-2-3 Souches de cheminées et ventilation**

- Il peut être imposé de conserver et restaurer les conduits et souches anciens afin de permettre leur éventuelle utilisation pour des extractions d'air et de gaz, et éviter ainsi la pose de conduits nouveaux.

- Les souches nouvelles seront enduites et surmontées d'un chaperon en tuiles posées en mitre ou d'un mitron en terre cuite.

- Les souches d'une section supérieure à  $0,5m^2$  ne sont autorisées qu'exceptionnellement.

- Les dispositifs de désenfumage des cages d'escalier, seront assurés par des verrières, éventuellement dotées d'un mécanisme d'ouverture automatique.

- Les conduits d'aspiration et d'extraction ainsi que les prolongateurs métalliques ou en ciment posés sur la façade ou en surcroît sont proscrits. Ceux qui existent, ainsi que les nouveaux, seront regroupés dans des souches de forme rectangulaire en maçonnerie enduite. Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite.

- La ventilation des combles sera assurée par des tuiles chatières en terre cuite. Les dispositifs de ventilation des couvertures en ardoise ou zinc seront en zinc.

#### **- USS 11-A-2-2-4 Lucarnes et verrières**

- Les lucarnes existantes d'intérêt seront conservées.

- La création de lucarnes peut être autorisée. Elles seront conformes à l'architecture du bâtiment.

- La réunion de lucarnes sous une même couverture est interdite.

- Les chiens assis et les coques moulées d'éclairage sont interdits.

- Les tabatières peuvent être autorisées.

- Les dispositifs d'éclairage dans le plan de la couverture peuvent être autorisés à condition qu'ils soient composés avec le versant de la toiture que leur surface n'excède pas 10% de la surface de rampant et que chacun n'excède pas  $1m^2$  et qu'ils soient placés dans les deux premiers tiers du versant à compter de l'égout, plus longs que larges dans le sens de la pente.

- Les verrières peuvent être autorisées en surcroît de la toiture.

- La structure des verrières et des autres dispositifs d'éclairage sera en fer, fonte d'aluminium ou acier suivant un rythme rectangulaire. Les sections des ossatures métalliques de tout dispositif d'éclairage (châssis de toit, verrière...), seront minces (50 à 55mm) et les verres seront transparents sauf pour les panneaux solaires qui peuvent y être incorporés.

- Les lanterneaux peuvent être autorisés, placés à cheval sur le faîtage du toit ou sur les terrasses.

#### **- USS 11-A-2-3 PARTIES INTERIEURES**

- L'aménagement des parties intérieures des immeubles est soumis à autorisation.

- Le maintien des dispositions et distributions anciennes des locaux peut être imposé y compris pour les planchers et plafonds. Dans ce cas, les pièces dont la forme ou le décor sont à conserver ne seront pas subdivisées ou altérées.

- Peuvent être interdits les doublages des murs, cloisonnements, chapes, entresolements et faux-plafonds s'ils détruisent ou détériorent des maçonneries, décors, plafonds, menuiseries, parquets, etc, ou s'ils entraînent des modifications visibles de l'extérieur.

- Les maçonneries, charpentes, escaliers, puits, cheminées, sculptures et lambris, parquets, vantaux, plafonds, menuiseries, boiseries, serrureries, peintures, gypseries et autres éléments d'intérêt architectural reconnu par l'architecte des bâtiments de France, seront maintenus et restaurés.

- Les voûtes seront conservées apparentes, sans être divisées par des cloisonnements, obstruées par des faux plafonds ou parcourues par des gaines destinés aux réseaux. Les nervures des voûtes d'ogive et leurs clés, ainsi que piles, colonnes ou corbeaux qui les portent seront conservées. Il peut être imposé de dégager les bases des piles et colonnes. Si l'entresollement des pièces voûtées est autorisé, il sera réalisé sans ancrage ou appui sur la voûte ou ses colonnes ou pilastres de support.



- Les ascenseurs ne seront pas placés dans les noyaux des escaliers portés à conserver. Le déplacement de ceux existant peut être imposé.

- Peut être imposée la démolition des :

- . accessoires techniques (gainés, colonnes...) occupant les cages d'escalier et les paliers,
- . appentis et ouvrages occupant ou recouvrant d'anciens cours et puits de jour,
- . locaux commerciaux occupant les rez-de-chaussée des cages d'escalier,
- . doublages des murs, des cloisonnements, chapes, entresolements et faux-plafonds.

#### **- USS 11-A-2-4 ENSEIGNES**

##### **- *Rappels***

La pose d'enseignes est autorisée aux conditions suivantes :

. Le bâtiment doit comporter une activité commerciale, de service, ou de professions libérales.  
. L'enseigne informe de la seule nature, dénomination, affiliation et sigle de l'établissement.  
. Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée conformément aux dispositions relatives aux enseignes en drapeau.

. Une enseigne en drapeau est autorisée par commerce et deux enseignes sont autorisées pour les bâtiments d'angle, à raison d'une par façade.

. La hauteur inférieure des enseignes sera conforme au règlement de voirie.

. Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce.

##### **- *Dispositions architecturales d'insertion des enseignes***

- La pose d'enseignes ne détruira, ni masquera les sculptures, chambranles, bandeaux et autres modénatures ou ornements des façades.

- La pose d'enseignes sur les balcons, balconnets, garde-corps, baies d'étage, contrevents, toitures et terrasses est interdite.

- Les enseignes seront posées sur la seule maçonnerie située au-dessus de la baie et, pour les devantures en coffrage, seul l'entablement recevra les enseignes.

- Sur les supports en pierres appareillées, les enseignes seront fixées sur les joints des pierres.

- Les caissons à fond lumineux sont interdits en saillie de la façade. Ils seront posés derrière la vitrine.

- Les caissons opaques avec des écritures et sigles luminescents sont autorisés tant pour les enseignes en drapeau que celles en applique. La partie luminescente ne dépassera pas 20% de la surface du caisson.

- La luminescence des enseignes sera constante, le défilement, l'intermittence et le clignotement sont interdits. Les enseignes à défilement lumineux seront placées derrière la vitrine.

- Il est recommandé d'utiliser des lettres et sigles détachés ou découpés luminescents, éclairés à contre-jour, ou par éclairage intégré sans plaque de support.

- Les enseignes sont autorisées sur les seuls lambrequins des bannes.

##### **- *Enseignes en drapeau***

- Les enseignes en drapeau seront posées en trumeau sur le bâtiment comportant le ou les commerces.

- Afin de ne pas obstruer les vues sur le paysage architectural et urbain, les enseignes auront au plus 80cm de largeur le long des voies et places d'une largeur supérieure à 10m, 65cm pour les voies ayant une largeur entre 5 et 10m et 45cm pour les voies ayant moins de 5m de largeur. Elles auront une dimension maximale de 0,5m<sup>2</sup>, aussi transparentes que possible, soit par le matériau soit par la découpe et l'évidement. Leur épaisseur n'excédera pas 10cm. La hauteur supérieure des enseignes en drapeau ne dépassera pas celle des appuis de fenêtre du premier étage. En cas d'absence de fenêtres d'étage, la partie supérieure des enseignes ne dépassera pas 4,5m à partir du sol.

##### **- *Enseignes en applique***

- La dimension de l'enseigne n'excédera pas celle de la baie commerciale et sa hauteur sera au plus de 40cm. Leur épaisseur n'excédera pas 10cm. Lors de la pose de l'enseigne dans la baie commerciale, elle sera en retrait du nu extérieur de la façade.

- L'enseigne ne sera pas posée dans ou au-dessus d'une baie de porte d'entrée d'immeuble.

- La limite supérieure de l'enseigne restera en dessous des appuis des baies du 1<sup>er</sup> étage.

- Il est recommandé de placer les enseignes plaquées sur la vitrine ou derrière elle.



### **USS 11-A-3 IMMEUBLES POUVANT ETRE MAINTENUS OU REMPLACES**

- Les interventions sur ces immeubles devront viser à mieux les intégrer dans l'environnement architectural et urbain. A cet effet, elles seront, pour autant que techniquement possible, conformes aux prescriptions établies pour les immeubles à conserver ou les immeubles à édifier du présent règlement.
- Le remploi des éléments d'intérêt, émanant de bâtiments qu'ils remplacent, peut être imposé.
- En cas de reconstruction partielle ou totale de ces immeubles, les dispositions qui s'appliquent sont celles des immeubles à conserver ou celles des immeubles à édifier selon les prescriptions de l'architecte des bâtiments de France.

### **USS 11-A-4 IMMEUBLES A EDIFIER**

- Les constructions nouvelles pourront adopter une architecture «d'imitation» reproduisant l'architecture ancienne ou une architecture « d'innovation» employant des formes contemporaines selon l'insertion urbaine de l'édifice dans le contexte bâti ainsi que selon le type et la fonction du bâtiment.
- Le caractère, composition et matériaux des constructions nouvelles seront définis en fonction des formes architecturales adoptées et de l'environnement afin de préserver le caractère du paysage urbain.
- L'adoption de formes reproduisant l'architecture ancienne lorsqu'il s'agit de conserver l'unité d'aspect d'un ensemble, d'une séquence ou d'une perspective, peut être imposée.
- Les constructions nouvelles devant ou visant à reproduire l'architecture ancienne ainsi que celles utilisant des techniques et matériaux traditionnels se conformeront aux dispositions du présent règlement pour les immeubles à conserver.
- Les règles applicables aux constructions à édifier selon une architecture d'innovation sont les suivantes:
  - **USS 11-A-4-1 FACADES**
  - **USS 11-A-4-1-0 Définition**
  - Est considérée comme façade toute élévation d'un bâtiment donnant sur les voies et espaces publics ou sur les cours et jardins.
  - **USS 11-A-4-1-1 Rythmes**
  - Sur les voies et espaces publics et dans une séquence de bâtiments anciens, toute construction nouvelle visera à conserver le rythme des bâtiments environnants. Ce rythme peut être marqué par les éléments de composition apparents, en saillie ou au nu de la façade, courant sur la hauteur du bâtiment et marqué en toiture.
  - Ne sont pas soumis à cette règle :
    - a) les bâtiments d'angle,
    - b) les bâtiments ne jouxtant pas de bâtiments portés à conserver.
    - c) les bâtiments dont la fonction culturelle, culturelle ou administrative justifie leur marquage symbolique du paysage urbain.
  - **USS 11-A-4-1-2 Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture**
  - Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que blocs agglomérés de ciment, briques creuses...), ne sera employé à nu.
  - Les bardages et placages plastiques et métalliques, les carreaux vernissés ou de grès, les briques de hauteur d'étage sont interdits.
  - L'isolation thermique réalisée par des placages extérieurs est interdite. Elle peut être autorisée lors de l'emploi de panneaux constitutifs de la façade.
  - Les maçonneries en pierre, comme les pans et résilles métalliques sont recommandés.
  - Le béton lisse de décoffrage ou lissé sans enduit est admis. Il peut être brut, teinté ou peint.
  - Les pans vitrés, les murs-rideaux et les bétons traités pour être apparents peuvent être autorisés.
  - Les bardages de bois peuvent être autorisés à condition qu'ils soient formés de larges planches (15cm minimum) et qu'ils soient à recouvrement ou à joint vif sans grain de riz. La «frisette» est interdite.
  - Les clins de bois ou de métal peuvent être autorisés.



- La pierre de parement scellée est autorisée dans la mesure où les pierres ont au moins 7cm. d'épaisseur.

- La pierre agrafée est interdite.
- Les bâtiments seront dotés de soubassements.
- Les seuils, perrons ou emmarchements seront en pierre dure ou béton traité.
- Les bandeaux, encadrements et clés en pierre seront d'au moins 15cm d'épaisseur. Ils peuvent être sculptés, épannelés ou plats.

- Les enduits seront à la chaux naturelle ou artificielle ou en ciment selon le support.
- Les enduits «monocouche» sont interdits.
- Les baguettes d'angle métal ou PVC sont interdites.
- La finition des enduits sera talochée fine ou lissée. Les enduits grattés sont interdits.
- Les enduits et leurs coloris seront soumis pour accord.

**- USS 11-A-4-1-3 Baies**

- Il est recommandé d'adopter des ordonnancements réguliers axant les baies et les trumeaux.
- Les seuils des portes seront en pierre dure ou en béton traité.

**- USS 11-A-4-1-4 Encorbellements et retraits**

- Les balcons et balconnets sur les voies et emprises publiques peuvent être interdits.
- La saillie maximale des balcons autorisés sera de 80cm. La hauteur libre sous dalle sera de 4m mesurée à l'aplomb. Les garde-corps en verre ou matériau plastique sont interdits.

- Les encorbellements tels qu'oriels sont autorisés.
- Les retraits de la façade (loggias, «double-peau»...) sont autorisés à condition qu'ils soient couronnés par un volume bâti ou par la toiture.

**- USS 11-A-4-1-5 Ferronneries**

- Les ferronneries seront soumises pour accord.
- Les stores de protection seront placés à l'intérieur des locaux.
- Les dispositifs de protection extérieure du rez-de-chaussée autres que ceux destinés aux commerces seront fixes, repliables en tableau ou rabattables sur les trumeaux.

**- USS 11-A-4-1-6 Menuiseries, vitrerie**

- Les menuiseries seront en bois, en acier ou en aluminium à condition qu'elles soient peintes ou teintées de teintes foncées.

- Les menuiseries des portes extérieures, volets, contrevents seront en bois ou en métal. Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues, contre-plaqué ou en «frisette» sont interdits.

- Les vantaux métalliques ouvrant à la française ou basculants sont autorisés pour les portes de garage dans la mesure où ils sont pleins ou revêtus de larges planches en bois. Ils peuvent comporter des impostes fixes ou ajourées. Les volets roulants pleins ou à maille sont interdits.

- Le vitrage en miroir est interdit.

**- USS 11-A-4-1-7 Réseaux**

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, tout réseau sera encastré ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cour, jardin, cage d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.

- Le plan des parcours des réseaux sur les façades sera soumis pour accord.

- Les goulottes seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les goulottes en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

**- Eau**

- Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

**- Assainissement**

- Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.

**- Eaux pluviales**

- L'évacuation des eaux pluviales sera assurée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre non peint et les dauphins seront en fonte ou en pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits.



#### **- Electricité - Gaz**

- Les raccordements seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.
- Le réseau d'alimentation électrique et de gaz (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré.
  - Lorsque le réseau ne peut pas être encastré, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.
- Les coffrets de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques accessibles à tout instant par le service compétent. A défaut, ils seront enterrés. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, ils seront placés en façade et suffisamment encastrés pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.
- Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou fausse coupure.
- Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.
- Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse, en fonction de l'architecture du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agréée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu extérieur.

#### **- Télévision**

- Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.
- Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.
- Les boîtiers de raccordement de télévision seront encastrés.

#### **- Télécommunications et fibres optiques**

- Le réseau des télécommunications (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.
- Les boîtiers de raccordement de télécommunication peuvent être posés à raison d'un par façade d'immeuble.

#### **- Energie solaire**

- La pose de panneaux de captage solaire et photovoltaïques est interdite.

#### **- Autres branchements et évacuations**

- Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecte des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments.
- Les conduits d'évacuation de l'air des locaux commerciaux se feront en toiture.
- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille ou de vantelles en métal ou en bois.

#### **- USS 11-A-4-1-8 Clôtures et portails**

- Le principe et la forme des clôtures seront définis en fonction du caractère des lieux et de l'architecture de l'édifice.
  - La construction ou la démolition des murs séparatifs pleins confrontant des espaces non bâtis existants ou prévus par le plan, peuvent être imposées. Les ouvrages séparatifs seront alors traités comme une clôture.
- Les vantaux des portails des clôtures seront en bois ou en métal, pleins ou en barreaudage.



**- USS 11-A-4-1-9 Façades commerciales**

- La composition des façades commerciales doit s'harmoniser avec le caractère de la rue et de l'immeuble où elles se situent, respecter l'échelle ainsi que la trame de construction des immeubles.

- Les aménagements dégageront les dispositifs d'accès aux logements de tout immeuble et de ses étages lorsque ces accès ont été occupés par les activités commerciales.

**- Définition**

- On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.

**- Vitrines**

- Le traitement de la façade commerciale suivra l'architecture et l'ordonnancement de l'édifice auquel elle appartient. Lorsqu'un commerce s'étend sur deux ou plusieurs immeubles, ses façades commerciales seront différenciées selon l'architecture de chaque immeuble.

- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures en coffrage.

- Les baies commerciales n'ayant pas de vitrine ou devanture et restant ouvertes de toute leur ouverture à rez-de-chaussée, seront closes par des panneaux de bois ou de métal pleins, repliables en tableau ou rabattables en trumeau. Les rideaux à déroulement sont interdits.

- Même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service, il est interdit d'utiliser les baies d'étage en tant que vitrines d'exposition commerciale ou d'enseigne. Cette disposition ne s'applique pas aux baies d'entresol ou incluses dans des arcs d'une double hauteur.

- Le placage de briques, carreaux vernissés, marbres, ardoises, plaques plastiques, miroirs ainsi que les peintures imitant le bois ou la pierre sont interdits.

- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué sur les piliers, les trumeaux ou les jambages, ni au-dessus de la baie.

- Les bannes des façades commerciales ne couvriront pas les accès des immeubles.

- Les bannes seront repliables dans des coffres intérieurs ou en tableau. Sur les fenêtres d'étage, seules les bannes à déroulement vertical ou oblique, en fond de tableau et sans joues latérales peuvent être autorisées.

- Les bannes sur les baies cintrées ne sont autorisées que si les baies ont une hauteur excédant le rez-de-chaussée. Alors les bannes pourront être posées au niveau des sommiers de l'arc.

- La largeur des bannes n'excédera pas celle de la baie commerciale. Toutefois, il peut être autorisé, lors de la présence de plusieurs baies commerciales à linteau droit, appartenant au même commerce et abritant une activité de vente sous banne à rez-de-chaussée, d'adopter un seul dispositif commun de protection des baies qui, en aucun cas, n'excédera les limites extrêmes des baies sur chacune des façades. Alors les bannes ne détruiront les décors et ordonnancement de la façade et elles seront posées sans coffre.

- Les boîtiers des stores en applique sur la façade sont interdits.

- Dispositifs de protection :

. Le vitrage sécurité doit être privilégié.

. Les volets roulants seront soit intérieurs soit extérieurs.

. Les volets roulants extérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Les volets roulants extérieurs pleins sont interdits.

. Les volets roulants intérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Ils seront placés derrière la vitrine. Les volets roulants pleins peuvent être autorisés dans le seul cas où ils sont placés à au moins 50cm derrière la vitrine.

. Dans tous les cas, le coffre du volet roulant sera soit à l'intérieur du commerce, soit posé en tableau dans le même alignement que la vitrine. Il ne sera en aucun cas en saillie sur la façade.

. Les grilles extensibles ou en accordéon sont interdites.

. Les grilles à barreaudage métalliques rabattables en tableau ou en trumeau sont autorisées. Les barreaux seront en métal droits et pleins.

. Les panneaux en bois ou de métal plein, amovibles ou rabattables en tableau sont autorisés.

- Les auvents et marquises peuvent être autorisés.

- Les menuiseries seront en bois, acier peint ou aluminium peint ou anodisé.

- Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.



- Lorsque l'édifice est limitrophe d'un bâtiment à conserver, les baies commerciales maintiendront un trumeau d'au moins 50cm à compter de chaque limite latérale de la façade du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale).

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille en métal ou en bois.

- Aucun dispositif d'éclairage ne sera posé sur les maçonneries, l'éclairage des enseignes sera conçu solidairement avec l'enseigne.

**- Devantures en coffrage**

- La création de devantures en coffrage peut être autorisée. Leur rythme suivra celui du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de réunion de plusieurs corps de bâtiment en un même immeuble.

- En cas d'inclusion de la porte d'accès de l'immeuble dans la devanture, la travée de la porte se distinguera du commerce.

- Les devantures en coffrage seront en bois ou métal plein, peint, laqué et leur saillie sera d'au moins 15cm au niveau du sol, 5 à 10cm aux piédroits, jusqu'à 40cm à l'entablement.

- Les boîtiers des stores métalliques de protection et des bannes seront intérieurs ou repliables dans le coffre de l'entablement.

- La largeur des bannes n'excédera pas celle de la devanture.

- Les dispositifs d'éclairage de la devanture seront incorporés dans le coffre.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastrés et recouverts d'une grille en métal ou en bois.

- Seul l'entablement des devantures en coffrage recevra les enseignes.

**- Terrasses fermées donnant sur l'espace public**

- Peuvent exceptionnellement être autorisées des terrasses fermées donnant sur l'espace public aux endroits et aux conditions définies par la commune de Montpellier, si elles ne sont en aucun cas ancrées aux façades, ne modifient pas leurs baies et si elles ne sont pas fondées au sol. Leurs menuiseries seront fines, en bois, acier ou aluminium peint mat ou anodisé.

- La surface occupée par les terrasses fermées laissera au droit de son emprise le libre passage des véhicules de sécurité et de secours ainsi que deux unités de passage pour les piétons.

**- Terrasses fermées sur cours**

- Les terrasses fermées sur des cours sont interdites.

**- USS 11-A-4-2 TOITURES ET COUVERTURES**

**- USS 11-A-4-2-1 Couvertures**

**- Couvertures à rampants**

- Les couvertures à rampants seront en tuiles canal maçonnées, posées à courant et à couvert ou plates ou mécaniques en terre cuite, en ardoises naturelles ou en zinc selon l'architecture de l'édifice.

- Les tuiles neuves seront de couleur rouge clair ou mélangées aux «trois tiers» de ton proche. La pose mouchetée est interdite.

- Les génoises préfabriquées sont proscrites.

- Les saillants en bois seront constitués de chevrons portant tuile. Ils auront une saillie d'au moins 60cm et ils ne seront pas coffrés. Les bardages et le voligeage en frisette ou contre-plaqué sont proscrits.

- Les brisis seront en zinc, en ardoises ou en tuiles plates. Les raccordements entre brisis et terrasson seront en zinc ou en cuivre.

- Les bâtiments d'angle comporteront de préférence une croupe ou autre dispositif assurant la rotation de la façade.

- Les terrasses encaissées donnant sur les voies et emprises publiques sont interdites, elles peuvent être autorisées sur les cours et jardins.

- Les loggias en attique peuvent être autorisées. Elles seront recouvertes par la toiture débordant du nu de la façade. Elles comporteront un garde-corps maçonné plein ou un barreaudage métallique selon l'architecture du bâtiment.

- Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.



**- Couvertures en terrasse**

- Les couvertures en terrasse sur rue peuvent être autorisées ou imposées lorsqu'elles complètent une ordonnance ou une séquence avec terrasses.

- Les couvertures en terrasse peuvent être autorisées.

- Le garde-corps des couvertures en terrasse sera traité en fonction de l'architecture de l'édifice.

- Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.

**- USS 11-A-4-2-2 Débords de toiture**

- Les saillants métalliques, brise soleil et corniches sont autorisés.

**- USS 11-A-4-2-3 Souches de cheminées et ventilation**

- Les souches seront enduites.

- Les souches de section supérieure à 0,5m<sup>2</sup> ne sont autorisées qu'exceptionnellement.

- Les conduits d'aspiration et d'extraction ainsi que les prolongateurs métalliques ou en ciment posés sur la façade ou en surcroît sont proscrits.

**- USS 11-A-4-2-4 Lucarnes et verrières**

- La création de lucarnes peut être autorisée.

- La réunion de lucarnes sous une même couverture est interdite.

- Les chiens assis et les coques moulées d'éclairage sont interdits.

- Les tabatières peuvent être autorisées.

- Les dispositifs d'éclairage dans le plan de la couverture peuvent être autorisés à condition qu'ils soient composés avec le versant de la toiture que leur surface n'excède pas 10% de la surface de rampant et que chacun n'excède pas 1m<sup>2</sup> et qu'ils soient placés dans les deux premiers tiers du versant à compter de l'égout, plus longs que larges dans le sens de la pente.

- Les verrières et autres dispositifs d'éclairage sont autorisées. Leur structure sera en fer, fonte d'aluminium ou acier. Les sections des ossatures métalliques de tout dispositif d'éclairage (châssis de toit, verrière...), seront minces (50 à 55mm) et les verres seront transparents sauf pour les panneaux solaires qui peuvent y être incorporés.

- Les lanterneaux peuvent être autorisés, placés à cheval sur le faîtage du toit ou sur les terrasses.

**- USS 11-A-4-3 ENSEIGNES**

**- Rappels**

La pose d'enseignes est autorisée aux conditions suivantes :

. Le bâtiment doit comporter une activité commerciale, de service, ou de professions libérales.

. L'enseigne informe de la seule nature, dénomination, affiliation de l'établissement ou indique son sigle.

. Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée conformément aux dispositions relatives aux enseignes en drapeau.

. Une enseigne en drapeau est autorisée par commerce et deux enseignes sont autorisées pour les bâtiments d'angle, à raison d'une par façade.

. La hauteur inférieure des enseignes sera conforme au règlement de voirie.

. Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce

**- Dispositions architecturales d'insertion des enseignes**

- La pose d'enseignes ne détruira, ni masquera les chambranles, bandeaux et autres modénatures ou ornements des façades.

- La pose d'enseignes sur les balcons, balconnets, garde-corps, baies d'étage, contrevents, toitures et terrasses est interdite.

- Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée conformément aux dispositions relatives aux enseignes en drapeau.

- Sur les supports en pierres appareillées, les enseignes seront fixées sur les joints des pierres.

- Les caissons en plastique à fond lumineux sont interdits en saillie de façade. Ils seront posés derrière la vitrine.

- Les caissons opaques avec des écritures et sigles luminescents sont autorisés tant pour les enseignes en drapeau que celles en applique. La partie luminescente ne dépassera pas 20% de la

surface du caisson dont la hauteur maximale sera de 40cm et la saillie de 10cm. La longueur n'excèdera pas celle de la baie commerciale.

- La luminescence des enseignes sera constante, le défilement, l'intermittence et le clignotement sont interdits.

- Les enseignes à défilement lumineux peuvent être placées derrière la vitrine.

- Il est recommandé d'utiliser des lettres et sigles détachés ou découpés luminescents, éclairés à contre-jour, ou par éclairage intégré, ou par éclairage indirect, sans plaque de support.

- Les enseignes sont autorisées sur les seuls lambrequins des bannes.

- **Enseignes en drapeau**

- Les enseignes en drapeau seront posées en trumeau sur le bâtiment comportant le ou les commerces.

- Afin de ne pas obstruer les vues sur le paysage architectural et urbain, les enseignes auront au plus 80cm de largeur le long des voies et places d'une largeur supérieure à 10m, 65cm pour les voies ayant une largeur entre 5 et 10m et 45cm pour les voies ayant moins de 5m de largeur. Elles auront une dimension maximale de 0,5m<sup>2</sup>, aussi transparentes que possible, soit par le matériau soit par la découpe et l'évidement. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. La hauteur supérieure des enseignes en drapeau ne dépassera pas celle des appuis de fenêtre du premier étage. En cas d'absence de fenêtres d'étage, la partie supérieure des enseignes ne dépassera pas 4,5m à partir du sol.

- Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce.

- **Enseignes en applique**

- La dimension de l'enseigne n'excèdera pas celle de la baie commerciale, et sa hauteur sera au plus de 40cm. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. Lors de la pose de l'enseigne dans la baie commerciale, elle sera en retrait du nu extérieur de la façade.

- L'enseigne ne sera pas posée dans ou au-dessus d'une baie de porte d'entrée d'immeuble.

- La limite supérieure de l'enseigne restera en dessous des appuis des baies du 1<sup>er</sup> étage.

- Il est recommandé de placer les enseignes plaquées sur la vitrine ou derrière elle.

- Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce.



## USS B - ESPACES NON-BATIS

### USS B-11-1 ESPACES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

- Tous travaux concernant les espaces non bâtis protégés par la législation sur les monuments historiques sont définis par le ministre chargé des monuments historiques.

### USS B-11-2 ESPACES BOISES CLASSES

- Aucun espace boisé classé n'est prévu au plan.

### USS B-11-3 ESPACES A CONSERVER

#### - USS 11-B-3-1 Rues et places

- Le profil, revêtement et équipement de rues, places et passages piétons sont soumis à autorisation.

- Les principes d'aménagement des espaces publics, sont les suivants, à l'exclusion de la maintenance.

. traiter l'espace public de façon unitaire et ne marquer par un traitement différent que les seuls lieux majeurs de la ville,

. constituer des plates-formes uniques et ne conserver les trottoirs qu'aux seules voies affectées à la circulation libre des voitures et à celles appartenant aux tracés du 19<sup>ème</sup> siècle,

. hors des voies affectées à la circulation des véhicules, les matériaux de revêtement seront les pavés, dalles et béton de concassés de pierre. Dans des cas particuliers, les terres stabilisées ou matériaux analogues, pourront être admis.

- La plantation des rues et mails sera principalement constituée d'arbres plantés en alignement en pleine terre.

- L'implantation et la forme des édicules techniques ou autres, candélabres, signalisation et autres accessoires techniques ainsi que tout mobilier urbain (abribus, vélos, poubelles, bancs...) est soumise à autorisation.

#### - USS B-11-3-2 Cours, jardins et autres espaces libres

- Les coupes et abattages d'arbres et l'aménagement des espaces non bâtis sont soumis à autorisation.

- Les espaces non bâtis ne sont pas constructibles hormis les dispositions suivantes :

- Exceptionnellement, une emprise maximale de 4m<sup>2</sup>, peut être autorisée dans les espaces non bâtis ne portant pas le sigle «C», afin d'assurer la sécurité et l'accessibilité des bâtiments par des escaliers ou dispositifs de levage. Cette autorisation peut être refusée si elle porte atteinte aux édifices à conserver ainsi qu'au caractère architectural et urbain environnant.

- Des constructions d'un seul niveau de hauteur, servant à améliorer l'habitabilité des logements ou à doter les jardins d'annexes, et ne dépassant pas une emprise maximale cumulée de 10m<sup>2</sup> peuvent être autorisées sur les espaces non bâtis à l'exception des cours portant le sigle « C ».

- Les espaces non bâtis ne portant pas le sigle «C» (cours) ou «J» (jardins) attenants à des immeubles pouvant être maintenus ou remplacés peuvent, en cas de démolition et de reconstruction de ces bâtiments, être modifiés dans leur forme à condition que leur superficie soit maintenue ou augmentée.

- Le maintien et la restauration des pavages, buffets, murets, murs de soutènement, terrasses, balustrades, tonnelles... peut être imposé. Les nouveaux ouvrages seront définis en fonction du caractère des lieux.

- Les puits et leur éventuelle margelle existante seront maintenus. Aucun puits ne sera comblé.

- La création de piscines et bassins en plein air, émergeant du niveau du sol avant aménagement (y compris pour leurs accessoires et protections) est interdite. La création de piscines et bassins en plein air sans émergence peut être autorisée à concurrence de 20% de l'espace libre et à condition de ne pas dépasser 50m<sup>2</sup> y compris les plages qui les bordent, et à condition qu'ils ne défigurent pas la composition de l'espace libre ou du jardin et qu'ils ne portent pas atteinte à l'architecture des bâtiments qui les environnent. Ils seront placés en tenant compte des limites séparatives.

- La forme des clôtures, sera définie en fonction du caractère des lieux, de l'architecture de l'édifice et de l'environnement.

**- Cours portant le sigle «C»**

- Dans les cours portant le sigle «C», aucune construction, y compris de piscine ou bassin autre que décoratif, n'est autorisée.

- Le sol des cours portant le sigle « C », y compris les parties sous porche, sera revêtu de pierres naturelles, de galets, de gravillons ou, dans une proportion n'excédant pas 30 % de leur superficie, de béton de concassés, en fonction du caractère des lieux.

**- Jardins portant le sigle « J »**

- Les jardins portant le sigle « J » ne pourront recevoir d'autres aménagements que ceux destinés aux végétaux. Au moins 70% de leur surface sera en pleine terre. Les aires de stationnement aménagées dans les jardins n'excéderont pas 10% de la surface du jardin et elles seront en terre stabilisée, gravillonnées, engazonnées ou pavées.



**Article USS 12**  
**OBLIGATION IMPOSEE AUX CONSTRUCTEURS**  
**EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique.
- Aucune obligation de création de places de stationnement n'est imposée pour les immeubles existants s'il n'y a pas de changement d'affectation de logements en activités commerciales ou de service.
- La création de places de stationnement dans l'Ecusson, tel que délimité par les boulevards, peut être interdite hormis pour les aires de stationnement souterraines.
- La création de places de stationnement hors de la zone piétonne, correspondant aux constructions nouvelles ou aux changements d'affectation des immeubles ou parties d'immeubles existants sont les suivantes :
  - . Logement : 1 place par logement.
  - . Commerce : 1 place par 75m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
  - . Bureaux : 1 place par 75m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
  - . Hôtels : 1 place pour 3 chambres
- Pour les constructions situées tout ou partie dans le périmètre de desserte par le tramway, le quota applicable aux constructions autres que celles destinées à l'habitation, est au minimum de 1 place de stationnement pour 300 m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
- Nonobstant les règles définies ci-dessus, il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat (L 123-1-13)
- En cas de contraintes d'ordre technique ou architectural empêchant la réalisation matérielle des places réglementaires sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat, le pétitionnaire pourra s'affranchir de ses obligations par trois moyens (L. 123-1-12) :
  - . l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération ;
  - . l'acquisition ou la concession de places dans un parking privé de stationnement existant ou en cours de réalisation ;
  - . et à défaut, par le paiement de la participation mentionnée aux articles L.123 et L. 332-7-1-12 du code de l'urbanisme.
- La création de stationnements peut être interdite si, par la localisation des constructions nouvelles, le stationnement qui leur est lié crée des flux ou nécessite des accès qui contreviennent à la dimension des espaces publics ou à leur usage.
- La création de stationnements ou l'aménagement de garages donnant sur les voies piétonnes sont interdits.
- L'aménagement d'aires de stationnement de véhicules dans les espaces non constructibles portant le sigle « C » ou « J » est interdit hormis les conditions fixées aux articles USS 11-B.
- Les places de stationnement des véhicules automobiles, motocycles et vélos, seront souterraines ou incluses dans le volume bâti à condition de n'utiliser ou détruire aucune cave connue ou découverte ou altérer des vestiges archéologiques devant être conservés en place conformément aux prescriptions de l'architecte des bâtiments de France.
- L'utilisation ou la transformation des locaux commerciaux existants à des fins de stationnement, est interdite.
- Le revêtement perméable des aires de stationnement en plein air, peut être imposé.

**Article USS 13**

**OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION  
D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**

- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations, sont décrites à l'article USS 11- B



**SECTION III**  
**POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

**Article USS 14**

**COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

- Aucun coefficient d'occupation du sol n'est fixé.

Ministère de la culture et de la communication  
Direction régionale des affaires culturelles du Languedoc-Roussillon

Ville de Montpellier

**Secteur sauvegardé de Montpellier**

Plan de sauvegarde et de mise en valeur

**Rapport de présentation**

A. Melissinos – V. Pandhi – G. Séraphin – C. Ancey  
Architectes - Urbanistes  
**2013**



PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR  
DE  
MONTPELLIER

**REGLEMENT**

A.Melissinos, V.Pandhi, G.Séraphin, Ch.Ancey  
architectes – urbanistes

2013

**Sommaire**

**PREAMBULE : CARACTERE DU SECTEUR SAUVEGARDE**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION**

**Article 2 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES**

**Article 3 CLASSIFICATION DES IMMEUBLES**

**3-1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS**

**3-1-1 CONSTRUCTIONS EXISTANTES**

3-1-1-1 Immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques

3-1-1-2 Immeubles à conserver

3-1-1-3 Immeubles pouvant être maintenus ou remplacés

3-1-1-4 Immeubles à démolir et à écrêter

3-1-1-5 Immeubles à surélever ou à modifier

**3-1-2 CONSTRUCTIONS A EDIFIER**

3-1-2-1 Emprises imposées de construction

3-1-2-2 Emprises constructibles

**3-2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ESPACES NON BATIS**

3-2-1 Espaces protégés au titre des monuments historiques

3-2-2 Espaces boisés classés

3-2-3 Espaces non bâtis à conserver

3-2-4 Espaces soumis à prescriptions particulières

3-2-5 Passages piétons

**3-3 EMPLACEMENTS RESERVES**

**CHAPITRE II : DISPOSITIONS PARTICULIERES**

**SECTION I : NATURE DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL**

**Article USS 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOLS INTERDITES**

**Article USS 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

**SECTION II : CONDITIONS DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL**

**Article USS 3 : ACCES ET VOIRIE**

USS 3-1 ACCES

USS 3-2 VOIRIE

**Article USS 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX**

USS 4-0 DISPOSITIONS GENERALES

USS 4-1 EAU

USS 4-2 ASSAINISSEMENT

USS 4-3 EAUX PLUVIALES

USS 4-4 ELECTRICITE – GAZ

USS 4-5 TELEVISION

USS 4-6 TELECOMMUNICATIONS ET FIBRES OPTIQUES

USS 4-7 ENERGIE SOLAIRE

USS 4-8 - AUTRES BRANCHEMENTS ET EVACUATIONS

**Article USS 5 : CARACTERISTIQUES DES TERRAINS**

**Article USS 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES**

USS 6-0 DEFINITION

USS 6-1 DISPOSITIONS GENERALES

USS 6-2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

**Article USS 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

USS 7-1 LIMITES SEPARATIVES LATERALES

USS 7-2 LIMITES SEPARATIVES ARRIERE

**Article USS 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE**

**Article USS 9 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS**

USS 9-1 TERRAINS NE COMPORTANT PAS DE CONSTRUCTION

USS 9-2 TERRAINS LIBERES DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

USS 9-3 EMPRISES CONSTRUCTIBLES

USS 9-4 EMPRISES NON CONSTRUCTIBLES

USS 9-5 EMPRISES PROTEGEES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

**Article USS 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS**

USS 10-0 DEFINITION

USS 10-1 HAUTEUR RELATIVE

USS 10-2 HAUTEUR MAXIMALE  
 USS 10-3 HAUTEUR MINIMALE  
 Article USS 11 : DISPOSITIONS ARCHITECTURALES ET DES ESPACES NON-BATIS  
 USS 11-A - DISPOSITIONS ARCHITECTURALES  
 USS 11-A-1 IMMEUBLES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES  
 USS 11-A-2 IMMEUBLES A CONSERVER  
 USS 11-A-2-1 FACADES  
 USS 11-A-2-1-0 Définition  
 USS 11-A-2-1-1 Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture  
 USS 11-A-2-1-2 Nettoyement et décrépissage  
 USS 11-A-2-1-3 Incrustations, sculptures, , placages, soubassements,  
 USS 11-A-2-1-4 Jointoiement, enduits, badigeons et peintures  
 USS 11-A-2-1-5 Décors et modénature  
 USS 11-A-2-1-6 Traces et vestiges  
 USS 11-A-2-1-7 Baies d'étage  
 USS 11-A-2-1-8 Baies de rez-de-chaussée  
 USS 11-A-2-1-9 Encorbellements et balcons  
 USS 11-A-2-1-10 Ferronneries  
 USS 11-A-2-1-11 Menuiseries, vitrerie  
 USS 11-A-2-1-12 Réseaux  
 USS 11-A-2-1-13 Clôtures et portails  
 USS 11-A-2-1-14 Façades commerciales  
 USS 11-A-2-2 TOITURES ET COUVERTURES  
 USS 11-A-2-2-1 Couvertures  
 USS 11-A-2-2-2 Débords de toiture  
 USS 11-A-2-2-3 Souches de cheminées et ventilation  
 USS 11-A-2-2-4 Lucarnes et verrières  
 USS 11-A-2-3 PARTIES INTERIEURES  
 USS 11-A-2-4 ENSEIGNES  
 USS 11-A-3 IMMEUBLES POUVANT ETRE MAINTENUS OU REMPLACES  
 USS 11-A-4 IMMEUBLES A EDIFIER  
 USS 11-A-4-1 FACADES  
 USS 11-A-4-1-0 Définition  
 USS 11-A-4-1-1 Rythmes  
 USS 11-A-4-1-2 Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture  
 USS 11-A-4-1-3 Baies  
 USS 11-A-4-1-4 Encorbellements et retraits  
 USS 11-A-4-1-5 Ferronneries  
 USS 11-A-4-1-6 Menuiseries, vitrerie  
 USS 11-A-4-1-7 Réseaux  
 USS 11-A-4-1-8 Clôtures et portails  
 USS 11-A-4-1-9 Façades commerciales  
 USS 11-A-4-2 TOITURES ET COUVERTURES  
 USS 11-A-4-2-1 Couvertures  
 USS 11-A-4-2-2 Débords de toiture  
 USS 11-A-4-2-3 Souches de cheminées et ventilation  
 USS 11-A-4-2-4 Lucarnes et verrières  
 USS 11-A-4-3 ENSEIGNES  
 USS B - ESPACES NON-BATIS  
 USS B-11-1 ESPACES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES  
 USS B-11-2 ESPACES BOISES CLASSES  
 USS B-11-3 ESPACES A CONSERVER  
 USS B-11-3-1 Rues et places  
 USS B-11-3-2 Cours, jardins et autres espaces libres

Article USS 12 : OBLIGATION IMPOSEE AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION  
 D'AIRES DE STATIONNEMENT

Article USS 13 : OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION  
 D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS

SECTION III : POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article USS 14 : COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

## REGLEMENT

### PREAMBULE : CARACTERE DU SECTEUR SAUVEGARDE

Le caractère de la zone USS couvrant le territoire du secteur sauvegardé, est celui d'un centre-ville médiéval, l'« Ecusson », et de ses premières extensions urbaines extra muros.

Les fonctions et utilisations admises sont l'habitat, l'équipement et les services publics et privés, le commerce et les activités non nuisantes.

L'objectif du plan de sauvegarde est la conservation, la restauration et la mise en valeur architecturale du secteur sauvegardé et sa revitalisation urbaine.

### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

#### Article 1

#### CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION

##### 1-1 CHAMP TERRITORIAL D'APPLICATION

- Le territoire du secteur sauvegardé de la commune de Montpellier est délimité par arrêté interministériel du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles et le ministre de l'équipement en date du 11 août 1967 et il a été étendu par arrêté interministériel une première fois le 23 septembre 1981 puis, par arrêté du ministre de la culture et de la communication et du ministre de l'équipement et du logement en date du 11 avril 2001.

Ce périmètre se développe du nord à l'ouest, suivant l'axe des voies et places, comme suit :

- au nord : avenue Saint Charles, place Albert I<sup>er</sup>, boulevards Louis Pasteur et Louis Blanc,
- à l'ouest : boulevards de Bonnes Nouvelles et Sarraill, rues du Jeu de l'Arc, Vanneau, de Verdun et Jules Ferry, place Auguste Gibert,
- au sud : rue de la République, place Alexandre Laissac, rue de l'ancienne poste, place Edouard Adam, rues Paul Brousse et du Faubourg du Courreau, plan Cabanes, place Leroy Beaulieu,
- à l'est : rues Saint Louis, Baumes, Hilaire Ricard, Richer de Belval, du Jardin de la reine, du Faubourg Saint Jaumes, Bonnard et Auguste Broussonnet, avenue Chancel.

##### - Rappels

- La délivrance de toute autorisation de travaux est subordonnée à la présentation d'un relevé de l'état des lieux y compris pour des parties du bâtiment lorsque des dispositifs recouvrent et empêchent de connaître des dispositions antérieures.

- La visite préalable des lieux par l'architecte des bâtiments de France ou de son représentant peut être imposée avant la délivrance de l'autorisation de tous travaux de construction, restauration ou démolition.

- Les autorisations de travaux peuvent être suspendues lors de découvertes de vestiges archéologiques ou architecturaux et faire l'objet de modification permettant la prise en compte des éléments découverts.

#### Article 2

#### DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

##### 2-1 ZONES ET SECTEURS

- Le secteur sauvegardé forme une seule zone désignée sous le sigle USS délimité par un tireté large.

- Aucun secteur n'est prévu.



CLASSIFICATION DES IMMEUBLES

Article 3

3-1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS

3-1-1 CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Les immeubles bâtis existants sont répartis en cinq catégories :

3-1-1-1 Immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques

- Leur statut est régi par les articles 621-1 et suivants du code du patrimoine.
- Les immeubles ou parties d'immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques sont figurés en noir au plan polychrome.

- Ces édifices ou parties d'édifices relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques qui fixe les règles de restauration, de transformation et de démolition les concernant.

3-1-1-2 Immeubles à conserver

- Leur statut est régi par l'article L 313-1 du code de l'urbanisme.
- Les immeubles ou parties d'immeubles à conserver sont figurés au plan polychrome par des hachures noires larges. Les ouvrages tels que fontaines, puits, buffets... à conserver sont figurés au plan polychrome par une étoile noire à branches droites.

- La démolition, combiement, enlèvement ou altération de ces immeubles ou parties d'immeubles y compris de leurs parties intérieures et caves sont interdits sinon dans le sens d'une restauration, d'une restitution de l'architecture originelle du bâtiment et d'une mise en valeur conformément à l'article L 313-1 du code de l'urbanisme, des dispositions du présent règlement et des éventuelles dispositions désignant les modifications figurant en annexe.

- Exceptionnellement, les dispositions ci-dessus ne font pas obstacle à ce que, afin de créer des conditions d'habitabilité acceptables par introduction du jour et de la ventilation nécessaires certains édifices à conserver, bâtis à 100% sur des parcelles d'une superficie inférieure à 50m<sup>2</sup> et, souvent configurés, puissent être partiellement démolis sur leurs parties arrière ou latérales. A cet effet, et afin d'assurer la conservation du reste du ou des édifices concernés, une démolition partielle n'exécédant pas 15% de leur emprise peut être autorisée, sur avis de l'architecte des bâtiments de France, sous réserve que soient conservés les éléments d'intérêt architectural ou artistique présents dans l'édifice ayant justifié sa conservation.

- Les mesures de conservation s'étendent aux dispositions d'architecture et de décor intérieures tels que maçonneries, charpentes, escaliers, cheminées, sculptures, lambris, vantaux, volets, plafonds, parquets, menuiseries, ferronnements, fresques et peintures murales..., faisant partie de l'immeuble par nature ou par destination, lorsque leur intérêt est reconnu par l'architecte des bâtiments de France.

3-1-1-3 Immeubles pouvant être maintenus ou remplacés

- Leur statut est régi par le présent règlement.
- Ces immeubles ou parties d'immeubles sont figurés au plan par des hachures noires fines.
- Ces immeubles ou parties d'immeubles peuvent être maintenus et améliorés conformément aux dispositions du présent règlement et de remplacement, les règles qui s'appliquent sont celles des immeubles à édifier. Une implantation et une hauteur différentes peuvent être acceptées ou imposées pour des raisons d'architecture, d'urbanisme ou de découvertes archéologiques.

3-1-1-4 Immeubles à démolir et à ériger

- Leur statut est régi par les articles L 313-1 et L 123-5-1, 10° du code de l'urbanisme.
- Les immeubles ou parties d'immeubles, dont la démolition pourra être imposée à l'occasion des opérations d'aménagement publiques ou privées, sont figurés par des tirets fins obliques et teintés en jaune au plan polychrome ou, lorsqu'il s'agit d'écritements, ils portent le sigle «E». Ils sont énumérés sur la liste annexée au présent règlement.

- La délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée conformément à l'article L 123-5-1, 10° du code de l'urbanisme.

3-2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ESPACES NON BATIS

Les espaces non bâtis sont répartis comme suit :

3-2-1 Espaces protégés au titre des monuments historiques

- Leur statut est régi par les articles 621-1 à 621-34 du code du patrimoine.
- Ces espaces relèvent de la compétence du ministre chargé des monuments historiques.
- Les espaces non bâtis protégés au titre des monuments historiques sont figurés au plan polychrome par des points noirs, larges, espacés sur un aplat vert.

3-2-2 Espaces boisés classés

- Leur statut est régi par les articles L 130-1 à L 130-6 du code de l'urbanisme.
- Aucun espace boisé classé n'est prévu au plan.
- Les espaces non bâtis à conserver

3-2-3 Espaces non bâtis à conserver

- Leur statut est régi par le présent règlement.
- Les espaces non bâtis sont figurés au plan polychrome par des points noirs de faible diamètre, serrés, et par un aplat vert. Les cours et jardins à conserver portent le sigle «C», cours, ou «J», jardins. Lorsque ces cours et jardins sont situés ou peuvent être situés à hauteur d'étage, ils portent la lettre «T». Les plans d'eau et bassins à conserver sont figurés au plan en bleu.

3-2-4 Espaces soumis à prescriptions particulières

- Aucun espace soumis à des prescriptions particulières n'est prévu au plan
- Les passages piétons à créer sont figurés au plan polychrome par une succession de cercles vides.

3-2-5 Passages piétons

- Leur statut est régi par le présent règlement.
- Les passages piétons à créer sont figurés au plan polychrome par une succession de cercles vides.

3-3 EMPACEMENTS RESERVES

- Un emplacement réservé au profit de la commune de Montpellier est prévu au lieu désigné « Les 3 passages » (Parcelles figurant au cadastre de 2003 sous les n° HN 076, 078, 090, 091, 229)



## CHAPITRE II DISPOSITIONS PARTICULIERES

### SECTION I NATURE DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL

#### Article USS 1

##### OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOLS INTERDITES

Sauf conditions particulières prévues à l'article USS 2, sont interdits :

USS 1-1 - Les constructions et établissements qui, par leur nature, par leur dimension ou par leur aspect, portent atteinte à la salubrité, ainsi qu'au caractère architectural et urbain du secteur sauvegardé.

USS 1-2 - L'utilisation à usage de logement de rez-de-chaussée dont le plancher est situé au dessous du niveau de la voie sauf en cas de duplex.

USS 1-3 - L'utilisation ou le changement d'affectation à usage de logement de locaux de garage en pièces habitables à moins qu'il ne s'agisse d'un logement comportant au moins trois autres pièces d'habitation après aménagement.

USS 1-4 - Les installations et travaux divers suivants :

- . les affouillements et exhaussements du sol définitifs autres que ceux mentionnés à l'article USS2,
- . l'ouverture et l'exploitation de carrières nouvelles,
- . la création et l'extension d'installations classées, soumises à autorisation en application de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976, à l'exception de celles mentionnées à l'article USS 2.
- . la création, l'aménagement et l'extension de terrains de camping et d'aires de stationnement de caravanes,
- . la création et l'extension de postes de peinture pour véhicules, garages d'entretien automobile et dépôts d'hydrocarbures classés y compris lorsqu'il s'agit d'une vente au détail,
- . la création et l'extension d'entrepôts et hangars autres que ceux situés au rez-de-chaussée des bâtiments comportant des étages,
- . les dépôts et surfaces d'exposition non couvertes, de véhicules,
- . la création, l'aménagement et l'extension d'aires de stationnement non encloses pour plus de 5 véhicules en dehors du domaine public ou privé des collectivités territoriales et des établissements publics,

USS 1-5 - La création de piscines en plein air, émergeant du niveau du sol avant aménagement (y compris pour leurs accessoires et protections) est interdite. Dans les espaces libres portant les sigles « C » ou « J », à conserver, la création de piscines en plein air n'est pas autorisée.

USS 1-6 - La condamnation des accès originels aux étages à partir des voies, places et parties communes des immeubles (cours, jardins, porches...) ainsi que le maintien de ces condamnations, lors du changement d'affectation du bâtiment ou de la raison sociale du commerce.

L'occupation des porches et halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autres activités contraires à leur destination d'origine. L'occupation des cours par des activités commerciales, peut être interdite.

USS 1-7 - Le comblement des caves peut être interdit.

#### Article USS 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

USS 2-1 - Sous réserve de l'application de la réglementation qui leur est propre, les occupations et utilisations des sols suivants pourront être admises :

. Les affouillements et exhaussements du sol définitifs à condition qu'ils soient destinés à l'aménagement des jardins publics et privés, rues et places ainsi qu'aux aires de stationnement souterraines ou au dégagement de vestiges anciens.

. Les dépôts d'hydrocarbures à condition qu'ils soient liés à l'exploitation d'établissements existants (dépôts d'essence, de fuel domestique ou de gaz liquéfiés) et qu'ils assurent la vente au détail.

USS 2-2 - Conditions particulières relatives à la création de logements sociaux aidés par l'Etat :

Dans l'ensemble du secteur sauvegardé, tout projet de construction ou de réhabilitation de cinq logements ou plus, doit prévoir l'affecter au logement social aidé par l'Etat au moins 20% des logements construits ou réhabilités. Lorsqu'un projet fait partie d'une opération d'aménagement, l'obligation d'affecter 20% des logements au logement social s'applique de manière globale à l'ensemble des logements prévus dans l'opération. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux résidences de tourisme.

Tout projet soumis à permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable valant division, comportant des surfaces d'habitation doit prévoir d'affecter au logement social aidé par l'Etat (à l'exception des dispositifs de prêt à taux zéro) :

- au moins 20% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est strictement inférieure à 2000 m<sup>2</sup> ;

- au moins 25% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est supérieure ou égale à 2000 m<sup>2</sup> et strictement inférieure à 5000 m<sup>2</sup> ;

- au moins 30% de la surface de plancher destinée à l'habitation pour les projets dont la totalité de ladite surface est supérieure ou égale à 5000 m<sup>2</sup>.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- si la surface de plancher d'habitation est inférieure à 1000 m<sup>2</sup> ;

- aux résidences de tourisme.

A l'intérieur d'une opération d'aménagement (ZAC), à l'exception des résidences de tourisme, l'obligation de réalisation de logement social aidé par l'Etat (à l'exception des dispositifs de prêt à taux zéro) s'applique de manière globale à l'ensemble des surfaces d'habitation prévues dans l'opération, déduction faite des superficies de logement social aidé par l'Etat déjà existantes. Cette obligation est fixée à au moins 30% de l'ensemble de la surface de plancher d'habitation prévue dans l'opération.





SECTION II  
CONDITIONS DE L'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU SOL

Article USS 3 : ACCES ET VOIRIE

USS 3-1 ACCES

USS 3-1-2 - Pour être constructible, tout terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisin obtenu par application de l'article 682 du code civil.

USS 3-1-3 - Les caractéristiques des constructions existantes ou nouvelles doivent satisfaire aux règles minimales de sécurité et de défense contre l'incendie. Toutefois, les accès et porches existants à conserver ou à aménager en fonction de l'architecture originelle de l'édifice dans les immeubles à conserver, sont agréés comme accès.

USS 3-1-4 - Il peut être imposé de restituer ou de rétablir les dispositifs d'accès aux étages des immeubles lorsque ceux-ci ont été modifiés ou supprimés.

Tout occupant des porches, halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autre activité contraire à leur destination d'origine est interdit. Celle des cours, peut être interdite.

USS 3-1-5 - La création d'accès de garages ou d'aires de stationnement donnant sur les rues piétonnes et semi piétonnes peut être interdite.

USS 3-1-6 - Un seul accès carrossable est autorisé par unité foncière et par rue.

Ne sont pas soumis à cette règle :

a) Les bâtiments ayant des accès à conserver faisant partie de l'architecture originelle de l'édifice.

b) La création d'autres accès permettant de rétablir l'ordonnancement de l'édifice.

c) Les bâtiments de services publics ou privés qui, par leur nature et fonctionnement exigent la création de plus d'un accès carrossable ou de garage par unité foncière et par rue.

USS 3-1-7 - Aucun accès carrossable n'est autorisé pour les unités foncières inconstructibles hormis pour les véhicules d'entretien et de secours.

USS 3-1-8 - Dans les bâtiments à conserver, le percement d'accès est interdit hormis pour :

a) Les accès obstrués faisant partie de l'architecture de l'édifice qui peuvent être rouverts.

b) Les accès pouvant être créés en conformité avec l'ordonnancement de l'architecture de l'édifice.

USS 3-1-9 - Tout accès carrossable ou de garage sera doté d'un portail dont les caractéristiques sont fixées à l'article USS 11.

USS 3-1-10 - Le profil, revêtement et équipement des accès carrossables publics ou privés à créer, à modifier ou à aménager sont soumis à autorisation.

USS 3-2 VOIRIE

USS 3-2-1 - La création des voies publiques ou privées ouvertes à la circulation automobile n'est autorisée que si leur emprise est au moins égale à 6m.

USS 3-2-2 - La hauteur libre sous poutre des bâtiments nouveaux qui enjambe des voies sera d'au moins 3,50 m. au point le plus bas.

USS 3-2-3 - Le profil, revêtement et équipement des voies carrossables ou piétonnes publiques ou privées à créer, à modifier ou à aménager sont soumis à autorisation.

Article USS 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

USS 4-0 - DISPOSITIONS GENERALES

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales qui techniquement ne peuvent être dissimulés, tout réseau sera encastré ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cours, jardins, cages d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.

- Le plan des parcours des réseaux sera soumis pour accord.

- Les gouttières seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les gouttières en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

USS 4-1 - EAU

USS 4-1-1 - Toute construction ou installation, nécessitant la desserte en eau, sera raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux dispositions du service compétent.

USS 4-1-2 - Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

USS 4-2 - ASSAINISSEMENT

USS 4-2-1 - Toute construction ou installation nécessitant le raccordement au réseau d'assainissement sera raccordée au réseau public d'assainissement des eaux selon les dispositions, du service compétent.

USS 4-2-2 - Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.

USS 4-2-3 - Les rejets d'eaux industrielles sont soumis aux dispositions du service compétent ; le cas échéant, elles feront l'objet d'un prêtreatment.

USS 4-3 - EAUX PLUVIALES

USS 4-3-1 - Toute construction ou installation sera raccordée au réseau public d'évacuation des eaux pluviales ou unitaires selon les dispositions du service compétent.

USS 4-3-2 - L'évacuation des eaux pluviales sera effectuée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre et les dauphins seront en fonte ou en pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues, sont interdits.

USS 4-3-3 - Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits sauf pour contourner les décors de la façade.

USS 4-4 ELECTRICITE - GAZ

USS 4-4-1 - Toute construction ou installation nécessitant le raccordement au réseau d'alimentation électrique, et au gaz sera raccordée selon les dispositions du service compétent.

USS 4-4-2 - Lors de travaux, même sur une partie de l'immeuble, il peut être imposé que les raccordements soient réalisés à partir de locaux ou de gaines techniques communes.

USS 4-4-3 - Sur les immeubles existants, lorsque le réseau ne peut pas être encastré, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

USS 4-4-4 - Sur les immeubles à édifier, le réseau d'alimentation électrique et de gaz (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré.

USS 4-4-5 - Les coffrets de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques accessibles à tout instant par le service compétent. A défaut, ils seront enterrés. En cas d'impossibilité constatée par l'architecture des bâtiments de France, ils seront placés en façade et suffisamment encastres pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.

USS 4-4-6 - Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou fausse coupure.

USS 4-4-7 - Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.

- Non réglementé

- USS 4-4-8 - Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront en maçonnerie de pierre ou crépîe et éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse accessible, en fonction de l'architecture du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agréée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu extérieur.

- USS 4-4-9 - Aucune altération des sculptures ou moulures ne sera provoquée par l'apposition des coffrets, boîtes de fausse coupure, transformateurs ou parcoures des câbles.

- USS 4-4-10 - Les réseaux de courants faibles et de fibres optiques sont soumis aux mêmes dispositions que le réseau électrique pour les ouvrages et dispositifs qui les concernent.

USS 4-5 TELEVISION

- USS 4-5-1 - Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.

- USS 4-5-2 - Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcoures des fils et tuyaux) sera encastéré ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcoures vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- USS 4-5-3 - Les boîtiers de raccordement de télévision peuvent être posés à condition qu'ils provoquent aucune altération des sculptures ou moulures.

USS 4-6 TELECOMMUNICATIONS ET FIBRES OPTIQUES

- USS 4-6-1 - Lors de travaux même sur une partie de l'immeuble, les raccordements des réseaux de télécommunication seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- USS 4-6-2 - Le réseau des télécommunications (raccordement, parcoures des fils et tuyaux) sera encastéré ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcoures vertical, y compris pour les montées et goulottes, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- USS 4-6-3 - Aucune altération des sculptures ou moulures ne sera provoquée par l'apposition des coffrets et autres postes ou accessoires techniques.

- USS 4-6-4 - Les boîtiers de raccordement de télécommunication peuvent être posés à condition qu'ils ne provoquent aucune altération des sculptures ou moulures.

USS 4-7 ENERGIE SOLAIRE

- USS 4-7-1 - La pose de panneaux de captage solaire et photovoltaïques est interdite.

USS 4-8 - AUTRES BRANCHEMENTS ET EVACUATIONS

- USS 4-8-1 - Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecte des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments et à condition de ne pas détruire les décors et ordonnancement des édifices.

- USS 4-8-2 - Les conduits d'évacuation de l'air des locaux commerciaux se feront en toiture.

- USS 4-8-3 - Lors des travaux de restauration, les réseaux de branchement ou d'évacuation n'ayant plus d'utilité (conduits, souches, canalisations...) ainsi que leurs supports, seront déposés.

- USS 4-8-4 - La conservation des conduits anciens de cheminée peut être imposée.

- USS 4-8-5 - Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Ils seront encastérés et recouverts d'une grille en métal ou en bois. Ils ne devront pas générer des nuisances sonores pour le voisinage ou de rejets de fluides sur le domaine public.



**Article USS 6**  
**IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES**  
**PUBLIQUES**

**USS 6-0 - DEFINITION**

- L'implantation des constructions en limite des voies et emprises publiques est définie par le nu extérieur de la façade du bâtiment.
- Les arcades, colonnades, résilles, loggias, galeries d'attique... sont assimilées à un nu de façade à condition qu'elles restent dans les limites du volume couvert.
- Les murs de clôture sont considérés comme façade lorsqu'ils sont explicitement prévus par le présent règlement et aux conditions fixées par lui.

**USS 6-1 - DISPOSITIONS GENERALES**

- **USS 6-1-1** - Les constructions ou parties de construction nouvelles seront implantées, pour la totalité de leur linéaire et de leur élévation hormis étage d'attique, en limite des voies et emprises publiques ou en limite des emprises constructibles.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) Les constructions destinées à remplacer des bâtiments, disparus par suite de sinistre. Dans ce cas, l'implantation du bâtiment nouveau pourra être celle de celui qu'il remplace.
- b) Les bâtiments jouxtant des constructions ayant des baies. Dans ce cas un retrait de 1,90 m. conformément aux dispositions des articles 678 et 679 du code civil pourra être admis.
- c) Les saillies d'encorbellement et les cages d'escalier qui peuvent être en retrait ou en avancée par rapport à la limite des voies et emprises publiques conformément au règlement de voirie.
- d) Les saillies (balcons, corniches, auvents, oriels...), conformes aux dispositions du présent règlement.
- e) Les retraits de la façade des constructions nouvelles (loggias, « doubles peaux »...), à condition qu'elles restent dans les limites du volume couvert.
- f) Les bâtiments enjambant des voies ou emprises publiques.
- g) Les retraits des bâtiments en U ou en L à condition que la partie non bâtie soit enclose d'une clôture.
- h) Les retraits partiels de la façade destinés à marquer l'entrée du bâtiment peuvent être admis. Ces retraits seront à au moins 2m. des limites séparatives latérales.
- i) Les retraits des étages d'attique.
- j) Les constructions implantées sur un terrain qui présente une façade sur voie ou emprise publique d'un linéaire supérieur à 15m. Si la construction n'est pas implantée sur la totalité du linéaire, alors un mur doit compléter l'implantation de la construction pour la partie restante. Le mur doit être d'un seul tenant ou en deux parties, de part et d'autre de la construction.
- k) Les constructions implantées sur un terrain bordé par deux ou plusieurs voies ou emprises publiques formant ou pas intersection, et lorsque aucune indication particulière n'est portée au plan. Alors la construction sera implantée en limite d'au moins l'une de ces voies ou emprises publiques, les autres limites étant alors complétées par un mur.

**USS 6-2 - DISPOSITIONS PARTICULIERES**

- **USS 6-2-1** - Des dispositions particulières d'implantation sont définies au plan par les emprises constructibles. Ces dispositions particulières d'implantation sont figurées au plan par un trait continu ou pointillé d'implantation fixe ou variable, pouvant varier de plus ou moins 3m. L'architecte des bâtiments de France fixe les marges de retrait ou d'avancée autorisées, ainsi que le parallélisme ou non de l'implantation en fonction du caractère architectural et urbain environnant.

**Article USS 7**  
**IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES**

**USS 7-1 - LIMITES SEPARATIVES LATERALES**

- **USS 7-1-1** - Afin d'assurer l'ordre continu en bordure des voies et emprises publiques, sur une profondeur d'au moins 3m à compter des voies et emprises publiques et sur la totalité du linéaire de la façade des constructions ou parties des constructions seront édifiées soit :

- . en limites séparatives latérales,
- . en limite de bâtiment existant,

Toutefois : lorsque le terrain présente un linéaire sur voie ou emprise publique supérieur à 15 m, les constructions peuvent être accolées à l'une des deux limites séparatives ou pour partie, à chacune d'elles. Un mur complètera l'ordre continu.

Au cas où les constructions jouxteraient un immeuble comportant des baies, un retrait pourra être accordé conformément aux dispositions des articles 678 et 679 du code civil.

Ne sont pas soumis à cette règle :

- a) les constructions nouvelles remplaçant une construction ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.
  - b) les rez-de-chaussée des constructions comportant des passages piétons.
  - c) les constructions jouxtant des bâtiments comportant des éléments d'architecture découverts qu'il est imposé de conserver à-jour en place.
  - d) les emprises imposées de construction qui doivent être bâties sur leur totalité.
- **USS 7-1-2** - Au-delà de la profondeur de 3m, aucune règle d'implantation n'est fixée. Cependant, les espaces libres viseront à être limitrophes de ceux existants ou prévus par la démolition imposée des immeubles dans l'îlot concerné.

- **USS 7-1-3** - Les limites séparatives peuvent être clôturées en limite séparative ou contre elle.

- **USS 7-1-4** - Les clôtures seront définies dans chaque cas en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-1-5** - Il peut être imposé de ne pas clôturer les terrains de murs pleins afin de ne pas porter atteinte aux lieux environnants, en particulier dans les cours créées par démolition imposée et dans les espaces libres à conserver.

**USS 7-2 - LIMITES SEPARATIVES ARRIERE**

- **USS 7-2-1** - Les constructions peuvent être implantées en limite séparative arrière à l'exception des constructions qui jouxteraient des bâtiments comportant des éléments d'architecture qu'il est imposé de conserver en place,

- **USS 7-2-2** - Les constructions peuvent être édifiées à distance des limites séparatives arrière. Ce retrait sera fixé dans ses dimensions et dans sa forme en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-2-3** - Les limites séparatives peuvent être clôturées en limite séparative ou contre elle.

- **USS 7-2-4** - Les clôtures seront définies dans chaque cas en fonction du caractère des lieux.

- **USS 7-2-5** - Il peut être imposé de ne pas clôturer les terrains de murs pleins afin de ne pas porter atteinte aux lieux environnants, en particulier dans les cours créées par démolition imposée et dans les espaces libres à conserver.

Article USS 8  
IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS  
LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

- Non réglementé

Article USS 9  
EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS

**USS 9-1 - TERRAINS NE COMPORTANT PAS DE CONSTRUCTION**

Sur les terrains ne comportant pas de construction, l'emprise au sol autorisée est celle de l'emprise constructible de construction, prévues au plan.

**USS 9-2 - TERRAINS LIBERES DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES**

Sur les terrains libérés des constructions existantes, la superficie constructible au sol autorisée est celle des constructions démolies diminuée des emprises figurant au plan comme étant à démolir et augmentée de l'éventuelle emprise constructible prévue sur le même terrain.

Ne sont pas soumises à cette règle les constructions limitrophes de bâtiments à conserver et auxquels l'adossement porterait atteinte au caractère architectural. Dans ces cas, la forme de l'emprise de la nouvelle construction sera définie en fonction du caractère des lieux même lors de la diminution de la quotité nominale d'emprise au sol prévue au présent règlement.

**USS 9-3 - EMPRISES CONSTRUCTIBLES**

Les emprises constructibles peuvent être bâties à 100% de leur superficie.

Leur délimitation est :

- fixe (figurée au plan par un trait continu) : ce qui implique que le nu de la façade devra être implanté à l'endroit du trait continu délimitant l'emprise.
- variable (figurée au plan par un trait discontinu) : ce qui implique que leurs limites peuvent varier de 3m, en totalité ou en partie, au-delà ou au-deçà des limites figurées au plan en fonction du caractère des lieux.

**USS 9-4 - EMPRISES NON CONSTRUCTIBLES**

Les espaces libres figurant au plan ne sont pas constructibles. Toutefois :

- les espaces libres ne comportant pas la lettre « J » ou « C » peuvent, en cas de démolition et de reconstruction du ou des bâtiments attenants, être modifiés dans leur forme à condition que leur superficie soit maintenue ou augmentée sur la même unité foncière.
- exceptionnellement, une emprise maximale de 4m<sup>2</sup>, peut être autorisée sur les espaces non bâtis ne portant pas le sigle «C», afin d'assurer la sécurité et l'accessibilité des bâtiments par des escaliers ou dispositifs de levage. Cette autorisation peut être refusée si elle porte atteinte aux édifices à conserver ainsi qu'au caractère architectural et urbain environnant.
- des constructions d'un seul niveau de hauteur, servant à améliorer l'habitabilité des logements ou à doter les jardins d'annexes, et ne dépassant pas une emprise maximale cumulée de 10m<sup>2</sup> peuvent être autorisées sur les espaces non bâtis à l'exception des cours portant le sigle « C ».

**USS 9-5 - EMPRISES PROTEGEES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Dans les espaces non bâtis faisant partie des emprises classées ou inscrites au titre des monuments historiques ou des espaces attenants aux immeubles ou parties d'immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, la constructibilité peut être autorisée conformément aux dispositions régissant les monuments historiques.

61



Article USS 10  
HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

USS 10-0 - DEFINITION

La hauteur d'une façade sur rue ou emprise publique comme sur cour est mesurée en tout point entre le niveau du sol avant aménagement et l'égout du toit ou l'acrotère y compris pour les niveaux en retrait.

- La hauteur est exprimée en mètres.

- Lors de constructions situées le long de voies ou emprises publiques, la mesure de la hauteur maximale ou minimale autorisée est prise par fraction de 6m de façade.

- La mesure de la hauteur relative, fonction des hauteurs des bâtiments à conserver, est prise aux limites des façades des bâtiments concernés.

- Lorsqu'un immeuble présente des façades sur plusieurs voies, formant intersection ou pas, la référence de hauteur est fixée par les bâtiments à conserver situés sur chacune de ces voies.

- Les ouvrages de faible emprise tels que garde-corps, souches, verrières... ne sont pas pris en compte pour le calcul de la hauteur.

- Un dépassement de 1m des hauteurs autorisées peut être accordé lorsque ces hauteurs ne permettent pas d'édifier un nombre entier d'étages droits, d'obtenir une continuité des lignes d'égout des toits ou d'articuler l'ordonnancement architectural de la construction concernée avec le bâtiment qui la jouxte.

USS 10-1 - HAUTEUR RELATIVE

- **USS 10-1-1** - La hauteur relative autorisée est comprise dans l'espace formé par la projection des hauteurs de l'immeuble à conserver limitrophe ou plus proche le plus élevé et celle de l'immeuble à conserver limitrophe ou plus proche le moins élevé, situés dans le prolongement du plan des façades. Ces dispositions s'appliquent sur toute la profondeur du terrain sauf adaptation par diminution de la hauteur qui peut être imposée en fonction des lieux et du voisinage.

- **USS 10-1-2** - Ne sont pas soumis à ces règles :  
a) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.  
b) Les constructions et surélévations visant à restituer l'état ancien des bâtiments à conserver.  
c) Les immeubles, parties d'immeuble ou emprises constructibles figurés sur le plan par la lettre «T» et dont la hauteur minimale peut être inférieure à 6m.  
d) Les immeubles dont la fonction culturelle, administrative ou autre justifie le marquage symbolique du paysage urbain par une élévation supérieure.

USS 10-2 - HAUTEUR MAXIMALE

- **USS 10-2-1** - La servitude « non aëlius tolendi » fixant une hauteur maximale de 49m N.g.f. autour de la place royale du Peyrou, s'applique.  
Hors de la partie du territoire sur lequel s'applique cette servitude, tel que figure aux documents graphiques des servitudes, la hauteur maximale est fixée à 19m, à compter du niveau du sol avant aménagement.

Ne sont pas soumis à ces règles :  
a) Les immeubles protégés au titre des monuments historiques ou à conserver.  
b) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.  
c) Les constructions et surélévations visant à restituer l'état ancien des immeubles à conserver.  
d) Les édifices et verrières en surcroît couvrant des escaliers et ascenseurs à condition qu'ils ne dépassent pas de 2m la hauteur et qu'ils aient une surface de 6m<sup>2</sup> hors oeuvre, au plus.  
e) Les emprises constructibles assorties d'une indication de hauteur minimale et maximale autorisées.

f) Les immeubles dont la fonction culturelle ou culturelle justifie le marquage symbolique du paysage urbain par une élévation supérieure.

USS 10-3 - HAUTEUR MINIMALE

- **USS 10-3-1** - La hauteur minimale autorisée pour les constructions est de 3m en limite des voies et emprises publiques et ce dans une bande de 15m à partir de celles-ci.

Ne sont pas soumis à cette règle :

a) Les immeubles protégés ou à conserver.  
b) Les constructions nouvelles remplaçant une construction à conserver ré-édifiée après sinistre selon les anciennes dispositions.  
c) Les immeubles devant restituer l'état ancien des immeubles protégés ou à conserver.  
d) Les murs de clôture.

e) Les ouvrages techniques.  
f) Les emprises constructibles assorties d'une indication de hauteur minimale autorisée.  
g) Les constructions adossées à des murs de clôture à conserver.

- **USS 10-2-2** - La hauteur maximale des constructions (acrotère, égout, et faîtage) adossées à des murs de clôture à conserver sera inférieure de celle du mur à conserver.

**Article USS 11**  
**DISPOSITIONS ARCHITECTURALES ET DES ESPACES NON-BATIS**

**USS 11-A - DISPOSITIONS ARCHITECTURALES**

**USS 11-A-1 - IMMEUBLES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES**

- Tous travaux concernant les immeubles protégés par la législation sur les monuments historiques sont définis par le ministre chargé des monuments historiques.

**USS 11-A-2 - IMMEUBLES A CONSERVER**

- Tous travaux affectant ces constructions sont soumis pour accord. Ils privilégieront la restauration, la restitution et la mise en valeur des dispositions anciennes des bâtiments.

**- USS 11-A-2-1 - FACADES**

**- USS 11-A-2-1-0 - Définition**

Est considérée comme façade toute élévation d'un bâtiment donnant notamment sur les voies et espaces publics ou sur les cours et jardins.

**- USS 11-A-2-1-1 - Matériaux : emploi, traitement, coloris et peinture**

- Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que blocs agglomérés de ciment, briques creuses...), autre que les pans de bois ou métalliques, ne sera employé à nu.

- Les placages plastiques et métalliques, les carreaux vernissés ou de grès, ainsi que les placages de pierre étrangère à l'architecture de l'édifice concerné sont interdits.

- L'isolation thermique réalisée par l'extérieur est interdite.

- La pierre de taille appareillée sera maintenue apparente et ne sera enduite qu'exceptionnellement si son état l'exige.

- La pierre assisée ou de blocage sera jointoyée ou enduite.

- Les pans de bois seront enduits ou maintenus apparents selon leur état et l'architecture de l'édifice.

- En cas de remplacement ou complément en pierre, les pierres seront de même nature et finition que celles remplacées ou complétées.

- La maçonnerie de brique pleine restera apparente ou sera enduite selon l'état du matériau et l'architecture de l'édifice.

- Les «architectures d'enduit» comportant une modénature, ornementation ou gypseries et portées à conserver, seront restaurées ou restituées.

- Les pans vitrés, au nu de la façade peuvent être exceptionnellement autorisés sur les façades sur voies et espaces publics s'ils ne recouvrent pas des éléments d'intérêt et s'ils ne défigurent pas la composition de l'édifice.

- Les pans vitrés, au nu de la façade ou en retrait d'elle, et sur les murs latéraux, sur les cours et jardins ainsi que sur les cages d'escalier, peuvent être autorisés s'ils ne recouvrent pas des éléments d'intérêt et s'ils ne défigurent pas la composition de l'édifice.

- Les bardages de bois peuvent être autorisés à condition qu'ils soient formés de larges planches (15cm minimum) et qu'ils soient à recouvrement ou à joint vif sans grain de riz. La «frisette» est interdite.

- Les clin en bois peuvent être autorisés.

- Les garde-corps et acrotères seront réalisés par l'emploi de matériaux en fonction de l'architecture de l'édifice.

**- USS 11-A-2-1-2 - Nettoyement et décrépissage**

- Le nettoyage des façades en pierre de taille appareillée sera exécuté par pulvérisation d'eau à basse pression et brossage, par projection de microfibres, laser, ou gommage... en fonction de l'état du support.

- L'utilisation de procédés abrasifs (sablage, meule...) ou la retaille à la boucharde comme le «chemin de fer» sont proscrits.

- L'emploi de marteaux pneumatiques pour le décrépissage est proscrit.

- Le nettoyage des peintures appliquées sur les maçonneries en pierre appareillée sera effectué par l'emploi d'un décapant neutre, d'un lavage et d'un rinçage ou par procédé non abrasif.

- Un procédé abrasif peut être autorisé pour décaper les enduits peints (peinture organique ou minérale épaisse).

**- USS 11-A-2-1-3 - Incrustations, sculptures, ragréages, placages, soubassements, et emmarchements**

- Le remplacement d'éléments en pierre de taille dégradés sera réalisé par incrustation de pierres de même nature, forme et calepinage ayant une épaisseur d'au moins 15cm en parement plan et 20cm en angle. Les coupes des joints et des assises seront respectées.

- Les bandeaux et encadrements nouveaux seront en pierre d'au moins 15cm d'épaisseur. Ils seront sculptés, épannelés ou plats selon l'architecture de l'édifice.

- Les piliers et arcades des baies et galeries en pierre seront maintenus et restaurés ou restitués selon leur forme et matériau d'origine.

- Les pierres de parement auront au moins 7cm d'épaisseur. Les joints et les assises seront respectées. Les retours seront moulurés, en feuillure ou les pierres seront en L afin d'effacer les raccords de pierre.

- Les ragréages sont autorisés sur des parties de faible étendue (fissures, cavités). Ils seront réalisés en pierre reconstituée avec de la poudre de la même pierre à l'exclusion de toute résine d'imitation. Des échantillons seront soumis pour accord.

- Les soubassements seront réalisés par des orthostates en pierre d'au moins 12cm d'épaisseur et d'au moins 60cm de hauteur ou par des plinthes en pierre ou en maçonnerie enduite selon l'architecture de l'édifice.

- Les seuils, perrons et emmarchements existants en pierre seront maintenus et ceux nouveaux seront en pierre dure.

**- USS 11-A-2-1-4 - Jointoiement, enduits, badigeons et peintures**

**- Jointoiement**

- Le curage et dégarnissage des joints seront faits sans épaufrer les arêtes, ni écorner les angles.

- Les mortiers de rejointoiement seront liés à la chaux naturelle et leur couleur sera celle de la pierre, obtenue par l'emploi de poudre de la même pierre.

- L'utilisation du ciment dans la composition des joints des pierres et des enduits est interdite.

- Les joints des pierres de taille appareillée seront à fleur, arasés au nu du parement.

- Les joints marqués en creux ou en relief (au cordon) sont proscrits sauf si le bâtiment en comportait.

- Le rejointoiement des pierres de blocage sera à pierre vue.

**- Enduits**

- Les enduits défectueux ou inadaptés au support ou à l'architecture de l'édifice, seront déposés.

- Il peut être imposé de déposer des enduits dont l'état technique est satisfaisant mais qui recouvrent des vestiges ou des maçonneries prévues pour rester apparentes.

- Lors de l'entretien des enduits ceux-ci recevront des ragréages, peinture à la chaux, badigeon ou enduit mince à la chaux naturelle.

- L'entretien, la restauration et la restitution des architectures d'enduit à conserver maintiendra, complètera et restituera les modénatures d'origine.

- Les enduits nouveaux sur la pierre appareillée ou assisée seront minces afin de laisser la perception du matériau de construction et ils seront à la chaux naturelle, au plâtre ou en plâtre et chaux, à l'exception :

. des enduits au ciment des constructions qui en comportaient dès leur conception qui peuvent être entretenus ou remplacés,

. des maçonneries existantes en agglomérés de ciment ou tout autre matériau non poreux, auquel cas les enduits peuvent être à la chaux hydraulique artificielle.

- La coloration des enduits sera obtenue par des sables et par addition d'ocres naturels ou oxydes métalliques.

- Des échantillons des enduits et de leurs coloris seront soumis pour accord.

- Les enduits «monocouche» et ceux prêts à l'emploi, sont interdits.

- La finition des enduits sera talochée fine, essuyée, lissée ou à la branche suivant l'architecture de l'édifice. Les enduits grattés sont proscrits. Les enduits à la tyrolienne peuvent être autorisés ou imposés lors de la restitution d'architectures qui en comportaient.



- La couche de finition des enduits doit affleurer les parties destinées à rester apparentes ; les surplombs sont proscrits.

#### - Badigeons et peintures

- Les peintures seront minérales, les peintures organiques sont interdites.

- Seuls le badigeon et peintures à la chaux sont autorisés sur les enduits sauf lors d'enduits au ciment des constructions qui en comportaient dès leur conception et des maçonneries en agglomérés de ciment ou tout autre matériau non poreux.

- Les badigeons et peintures à la chaux peuvent être autorisés en fonction de l'architecture de l'édifice. Les couleurs seront soumises pour accord.

- L'eau forte peut être autorisée sur les maçonneries de pierre appareillée.

- L'emploi de films, résines et hydrofuges est interdit.

- Les fresques et peintures murales décoratives sont interdites sur les parties extérieures des édifices. Elles pourront être admises dans les parties intérieures.

#### - USS 11-A-2-1-5 - Décors et modénature

- Tout décor et modénature anciens (bandeaux, sculptures, modillons, corniches, entablements, culots, pilastres, bossages...) sera maintenu et restauré. Il peut être imposé de déposer les parties du décor ne correspondant pas à l'architecture privilégiée par la restauration de l'édifice.

- Les bandeaux, encadrements, clés, claveaux, impostes et chapiteaux... manquants seront remplacés ou complétés dans le même matériau que celui existant. Ils seront épannelés ou profilés, et leurs profils et finitions seront ceux des parties anciennes.

- Toute sculpture ou mouleure nouvelle sera soumise pour accord.

- La restauration et restitution des architectures d'enduit à conserver maintiendra, complètera et restaurera les modénatures d'origine.

#### - USS 11-A-2-1-6 - Traces et vestiges

- Les traces d'architectures anciennes (baies, pilastres, arcs, départs de voulements, décors...) seront marquées suivant leur importance et insertion dans la composition et aspect de l'édifice.

- Il peut être exigé de marquer les vestiges des anciennes baies bouchées par la suppression ou l'affouillement des maçonneries les ayant obscurcies.

- Il peut être imposé de compléter des vestiges anciens pour restituer leur lisibilité.

#### - USS 11-A-2-1-7 - Baies d'étage

- Le maintien ou la restitution des baies anciennes peuvent être imposés y compris pour leurs formes initiales leurs moulurations, sculptures et partitions.

- Il peut être autorisé de créer des baies nouvelles dans la mesure où celles-ci s'insèrent dans l'ordonnement de la façade. Dans ce cas, il peut être imposé qu'elles aient les mêmes caractéristiques (formes, appuis, encadrements...) que les autres baies de la même façade.

- Lorsque la référence à des baies existantes fait défaut ou n'a pas de raison d'être, les baies des fenêtres créées seront à dominante verticale hormis pour les jours, baies d'attique et d'entresol.

- Aucune baie ancienne ne sera obscurcie au nu extérieur du tableau, celles qui le sont déjà seront restituées ou affouillées à mi-tableau.

- Les entresollements ou faux-plafonds peuvent être interdits. Tout entresollement ou faux-plafond autorisé sera arrêté à au moins 1m en retrait du mur sur toute la longueur du nu intérieur de la pièce et aucune baie ou tympan d'imposte ne sera obscurcie ou condamnée.

- En cas de façades composées, les restaurations peuvent, soit privilégier un ordonnancement architectural, soit traiter les baies non ordonnées en «traces», soit restituer la diversité stylistique des baies de l'édifice.

- Les encadrements et appuis saillants anciens des baies seront maintenus sauf lors de la restitution d'états plus anciens auquel cas, ils seront déposés.

- Les appuis et encadrements des baies des édifices seront en pierre ou en surcroît d'enduit dans les cas des maçonneries en pierre, qui en comportaient. Les appuis et encadrements de fenêtres en béton ou en ciment sont proscrits, hormis le cas d'architectures qui en comportaient à l'origine ; ceux qui ont été ajoutés, seront déposés et remplacés en pierre.

- Les retraits de la façade ainsi que les orflets peuvent être autorisés.

- Les combles ouverts formant loggia peuvent être fermés par encloisonnement ou vitrage, en retrait d'au moins 80cm du nu intérieur de la façade, en fonction de l'architecture de l'édifice. Ils seront sous couverture.

#### - USS 11-A-2-1-8 - Baies de rez-de-chaussée

- Il peut être imposé de restituer ou de rétablir les dispositifs d'accès d'origine aux étages de tout immeuble lorsque ceux-ci ont été modifiés ou supprimés.

- Les baies du rez-de-chaussée ne seront pas entresolées sauf lorsqu'elles ont été prévues pour recevoir un entresol.

- Les baies créées au rez-de-chaussée, suivront l'ordonnement et l'architecture de la façade ou les traces anciennes.

- Les seuils nouveaux seront en pierre dure, d'une longueur d'au moins 0,8m et une épaisseur d'au moins 8cm.

- Les arcades et galeries seront maintenues et restaurées ou restaurées selon leur forme et matériau d'origine. La restitution des arcades et galeries obscurcies peut être imposée.

#### - USS 11-A-2-1-9 - Encorbellements et balcons

- Les balcons et balconnets en pierre anciens seront maintenus excepté lors des restitutions d'architectures antérieures, auquel cas, ils seront déposés.

- La suppression ou la restitution de balcons et balconnets peut être imposée. Lors de la restitution il y aura des caractéristiques conformes à l'architecture de l'édifice.

- Les encorbellements anciens d'intérêt seront maintenus. Leur restitution pourra être imposée. La création d'encorbellements peut être autorisée sur les façades sur cour à condition qu'ils s'inscrivent dans l'ordonnance de l'édifice et qu'ils ne détruisent pas ses décors.

#### - USS 11-A-2-1-10 - Ferronneries

- Les ferronneries anciennes d'intérêt (garde-corps de balcons et balconnets, grilles d'imposte...) seront maintenues en place et restaurées. Elles seront nettoyées par un procédé non abrasif.

- Seules les parties des ferronneries désignées par l'architecte des bâtiments de France seront déposées.

- Les ferronneries nouvelles seront soumises pour accord.

- Les dispositifs de protection extérieure en rez-de-chaussée autres que ceux destinés aux commerces seront fixes, repliables en tableau ou rabatables sur les trumeaux. Ils seront constitués d'un barreaudage droit en métal plein pour les baies des fenêtres.

#### - USS 11-A-2-1-11 - Menuiseries, vitrerie

- Les menuiseries anciennes et leur serrurerie de qualité (vantaux, contrevents, châssis, ouvrants, devantures...) seront maintenues et restaurées.

- Les éléments de serrurerie portant atteinte au style de la menuiserie, seront remplacés.

- Les menuiseries seront nettoyées par un procédé non abrasif ; leur sablage est interdit.

- Les menuiseries nouvelles seront en bois. Cependant, peuvent être admises les menuiseries métalliques en acier sur les bâtiments qui en comportaient dès leur conception, sur les baies médévales et croisées, sur les loggias et sur les façades commerciales à condition qu'elles suivent la forme des encadrements des baies et qu'elles soient de teinte foncée.

- Aux étages, les dispositifs de protection métalliques seront en barreaudage droit en métal plein.

- Les menuiseries anciennes et leur serrurerie de qualité (vantaux, contrevents, châssis, ouvrants, devantures...) seront maintenues et restaurées.

- Les éléments de serrurerie portant atteinte au style de la menuiserie, seront remplacés.

- Les menuiseries seront nettoyées par un procédé non abrasif ; leur sablage est interdit.

- Les menuiseries, volets et contrevents en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Les menuiseries seront placées en feuillure et à défaut, à mi-tableau ou en fond de tableau. La pose dite « en rénovation » est interdite.

- Les ouvrants des menuiseries seront subdivisés en fonction de l'architecture de l'édifice.

- Seules les fenêtres ouvrant à la française ou à croisillon dormant sont admises pour les baies principales sauf si l'architecture du bâtiment comportait d'autres dispositifs dès sa conception.



- Les menuiseries à vitrage à plein jour sont admises pour les bâtiments qui en comportaient des leur conception, pour les baies médievales, celles des étages d'attique, les jours, les croisées, les «double-peau», les façades commerciales et les loggias.

- Les contrevents manquants des édifices anciens seront remplacés conformément à l'architecture de l'édifice. Ils seront pleins ou persiennés, repliables en tableau ou battants, selon l'architecture de l'édifice. Les contrevents pleins seront en planches larges d'au moins 15cm, à joint vif.

- La pose des contrevents extérieurs sur les baies médievales ou à croisée est interdite.

- La pose des contrevents en pierre moulurée est interdite. Les fixations seront à mi-tableau et à débordement.

- Les volets roulants extérieurs peuvent être autorisés selon l'architecture de l'édifice et dans la mesure où ils sont en bois, leurs coffres étant intérieurs ou cachés par des lambrequins sans saillie sur le nu de la façade.

- Les vantaux des portes à chassis dormant ou entièrement métalliques ou vitrés peuvent être autorisés pour des locaux commerciaux faisant partie de la façade commerciale ou pour les locaux techniques.

- Les vantaux métalliques sont autorisés pour les portes de garage dans la mesure où ils sont pleins, à tables, ou revêtus d'un placage de larges planches en bois laqué peint. Ils peuvent comporter des impostes fixes ou être ajoutées.

- Les menuiseries des portes de garage seront placées en feuillure et, à défaut, à mi-tableau ou en fond de tableau et peuvent être ouvrant à la française, coulissantes ou basculantes. Les volets roulants pleins ou à mailles sont interdits.

- Le vitrage en miroir et le double vitrage sans intercalaires faisant partition des volumes sont interdits. Les petits bois au droit des intercalaires seront assemblés à coupe d'onglet.

- Les petits bois collés sur le vitrage ou placés à l'intérieur du double vitrage sont interdits.

#### **11-A-2-12 - Réseaux**

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, tout réseau sera encastré ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cour, jardin, cage d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.

- Le plan des parcours des réseaux sur les façades et les parties intérieures à conserver sera soumis pour accord.

- Les gouttières seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les gouttières en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

#### **Eau**

- Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

#### **Assainissement**

- Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.

#### **Eaux pluviales**

- L'évacuation des eaux pluviales sera assurée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre non peint et les dauphins en fonte ou en pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits sauf pour contourner les décors de la façade.

#### **Electricité - Gaz**

- Lors de travaux, même sur une partie de l'immeuble, il peut être imposé que les raccordements soient réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- Lorsque le réseau ne peut pas être encastré, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les coffres de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques accessibles à tout instant par le service compétent. A défaut, ils seront enterrés. En cas d'impossibilité

constatée par l'architecte des bâtiments de France, ils seront placés en façade et suffisamment encastrés pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.

- Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou en fausse coupure.

- Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.

- Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront en maçonnerie de pierre appareillée ou crépie et éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse, en fonction de l'architecture et du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agréée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu au extérieur.

- Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets, boîtes de fausse coupure, transformateurs ou parcours des câbles.

#### **Télévision**

- Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.

- Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les boîtiers de raccordement de télévision peuvent être posés à condition qu'ils provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **Télécommunications et fibres optiques**

- Lors de travaux même sur une partie de l'immeuble, les raccordements seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- Le réseau des télécommunications (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encastré ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecte des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Aucune altération des sculptures ou moulurations ne sera provoquée par l'apposition des coffrets et autres postes ou accessoires techniques.

- Les boîtiers de raccordement de télécommunication peuvent être posés à condition qu'ils ne provoquent aucune altération des sculptures ou moulurations.

#### **Energie solaire**

- La pose de panneaux de caplage solaire et photovoltaïques est interdite.

#### **Autres branchements et évacuations**

- Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecte des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments, et à condition de ne pas détruire les décors et ordonnancement des édifices.

- Les conduits d'évacuation de l'air vicié et des fumées des locaux commerciaux se feront en toiture.

- Lors des travaux de restauration, les réseaux de branchement ou d'évacuation n'ayant plus d'utilité (conduits, souches, canalisations...) ainsi que leurs supports, seront déposés.

- La conservation des conduits anciens de cheminée peut être imposée.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront pas en saillie par rapport aux façades ou menuiseries.

- **USS 11-A-2-13 Clôtures et portails**

- Les clôtures anciennes à conserver seront maintenues et restaurées. Elles peuvent toutefois être démolies lorsqu'elles bordent une emprise constructible et qu'une construction nouvelle est destinée à les remplacer sans pouvoir s'y adosser.

- Il peut être interdit de cloîtrer les terrains de murs pleins.



- La forme des clôtures nouvelles sera définie en fonction de l'architecture de l'édifice et du caractère des lieux. En limite des voies et emprises publiques, les clôtures seront en maçonnerie de pierre appareillée ou de blocage ou formées d'un mur bahu en pierre appareillée, de blocage ou en maçonnerie enduite surmontée d'un chapereon en pierre et d'un barreaudage droit ou conspués d'un barreaudage à barreaux de métal pleins toute hauteur. Elles auront une hauteur en fonction de l'architecture de l'édifice et de l'environnement.

- La construction ou la démolition des murs séparatifs pleins confrontant des espaces non bâtis existants ou prévus par le plan, peuvent être imposées. Les ouvrages séparatifs seront alors traités comme une clôture.

- Les vantaux des portails des clôtures seront en bois ou en métal, pleins ou en barreaudage métallique à barreaux de métal pleins entièrement ajouté ou avec des tables pleines en métal en partie basse.

#### - USS 11-A-2-1-14 Façades commerciales

- La composition des façades commerciales doit s'harmoniser avec le caractère de la rue et de l'immeuble où elles se situent, respecter l'échelle ainsi que la trame de construction des immeubles.

- Les aménagements dégradant les dispositifs originels d'accès aux logements de tout immeuble et de ses étages lorsque ces accès ont été occupés par les activités commerciales.

- L'occupation des porches et halls d'entrée des immeubles par des activités commerciales ou autres activités contraires à leur destination d'origine est interdite. L'occupation des cours par des activités commerciales, peut être interdite.

#### - Définition

but de commerce ou d'activité.

- On entend par façade commerciale toute baie, devanture ou vitrine, établie ou utilisée dans un

#### - Vitrines

- Le traitement de la façade commerciale suivra l'architecture et l'ordonnement de l'édifice auquel elle appartient. Lorsqu'un commerce s'étend sur deux ou plusieurs immeubles, ses façades commerciales seront différenciées selon l'architecture de chaque immeuble.

- Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures en coffrage.

- Les vitrines seront posées en feuillure intérieure ou en tabeau.

- Les aménagements des façades commerciales dégraderont ou restitueront les seuils, piliers, pieds-droits, encadrements, tabeaux, trumeaux et piliers détruits ou altérés. Dans les baies, seuils des parties pleines en bois ou en métal n'excédant pas 60cm de hauteur et dont le nu extérieur est celui de la vitrine sont autorisés. Fait exception le cas de restitution d'échoppes anciennes avec étal auquel cas, un mur bahu sera au nu extérieur de la façade, l'étal étant en saillie.

- Les baies commerciales n'ayant pas de vitrine ou devanture et restant ouvertes de toute leur ouverture à rez-de-chaussée, seront closes par des panneaux de bois ou de métal pleins, repliables en tabeau ou rabattables en trumeau. Les rideaux à déroulement sont interdits.

- Même lors de l'attribution de des activités commerciales ou de service, il est interdit d'utiliser les baies d'étage en tant que vitrines d'exposition commerciale ou d'enseigne. Cette disposition ne s'applique pas aux baies d'entrée ou incluses dans des arcs d'une double hauteur.

- Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne seront appliqués sur les piliers, les trumeaux ou les jamnages, ni au-dessus de la baie.

- Les seuils nouveaux seront en pierre dure, d'une longueur d'au moins 0,8m et une épaisseur d'au moins 6cm.

- Dispositifs de protection :

- Le vitrage sécurisé doit être privilégié.

- Les volets roulants seront soit intérieurs.

- Les volets roulants extérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Les volets roulants extérieurs pleins sont interdits.

26

- Les volets roulants intérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Ils seront placés derrière la vitrine. Les volets roulants pleins peuvent être autorisés dans le cas où ils sont placés à au moins 50cm derrière la vitrine.

- Dans tous les cas, le coffre du volet roulant sera soit à l'intérieur du commerce, soit posé en tabeau dans le même alignement que la vitrine. Il ne sera en aucun cas en saillie sur la façade.

- Les grilles extensibles ou en accordéon sont interdites.

- Les grilles à barreaudage métalliques rabattables en tabeau ou en trumeau sont autorisées. Les barreaux seront en métal droits et pleins.

- Les panneaux en bois ou de métal plein, amovibles ou rabattables en tabeau sont autorisés.

- Il peut être imposé de conserver les marquises et auvents anciens.

- Les marquises et auvents nouveaux peuvent être autorisés selon l'architecture de l'édifice. Elles ne détruiront aucune modénature ou décor elles ne partageront pas les baies.

- Les bannes des façades commerciales ne couvriront pas les accès des immeubles.

- Les bannes seront repliables dans des coffres intérieurs ou en tabeau. Sur les fenêtres d'étage, seules les bannes à déroulement vertical ou oblique, en fond de tabeau et sans joues latérales peuvent être autorisées.

- Les bannes sur les baies cintrées ne sont autorisées que si les baies ont une hauteur excédant le rez-de-chaussée. Alors les bannes pourront être posées au niveau des sommiers de l'arc.

- La largeur des bannes n'excèdera pas celle de la baie commerciale. Toutefois, il peut être autorisé, lors de la présence de plusieurs baies commerciales à l'intérieur droit, appartenant au même commerce et abritant une activité de vente sous banne à rez-de-chaussée, d'adopter un seul dispositif commun de protection des baies qui, en aucun cas, n'excèdera les limites extrêmes des baies sur chacune des façades. Alors les bannes ne détruiront les décors et ordonnancement de la façade et elles seront posées sans coffre.

- Les boîtiers des stores, en applique sur la façade comme les auvents, dalleilles et «casquettes» en béton sont interdits, ceux existants seront déposés sauf si l'architecture de l'édifice en comportait des sa conception.

- Les menuiseries seront en bois, acier peint ou aluminium peint ou anodisé.

- Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

- Le percement de baies commerciales nouvelles peut être exceptionnellement au seul rez-de-chaussée. Il doit maintenir un trumeau maçonné d'au moins 50cm, à compter de chaque limite latérale de la façade du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de la réunion de deux ou plusieurs bâtiments en un même immeuble. Les baies nouvelles suivront l'ordonnement et l'architecture de l'ensemble de la façade ou les traces anciennes.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastres et recouverts d'une grille en métal ou en bois de même nu que la vitrine ou l'enlèvement.

- Aucun dispositif d'éclairage ne sera posé sur les maçonneries. L'éclairage des enseignes sera conçu solidement avec l'enseigne.

#### - Devantures en coffrage

- La restauration des devantures en coffrage anciennes peut être imposée.

- En cas d'inclusion de la porte d'accès de l'immeuble dans la devanture, la travée de la porte se distinguera du commerce.

- La création de devantures en coffrage peut être autorisée. Leur rythme suivra celui du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de réunion de deux ou plusieurs bâtiments en un même immeuble.

- Les devantures en coffrage nouvelles seront en bois plein, peint, laqué et leur saillie sera d'au moins 15cm. au niveau du sol, 5 à 10cm aux pieds-droits et jusqu'à 40cm à l'entablement pour inclure le rideau de protection, elles auront un soubassement d'une hauteur d'au moins 60cm sur tout le linéaire de la devanture.

- Les devantures en acier peuvent être autorisées.

- Les devantures seront décollées de tout bandeau, balconnet et balcon d'au moins la valeur du bandeau, du seuil ou de la dalle.



- Les bottiers des stores métalliques de protection et des banquettes seront intérieurs ou repliables dans le coffre de l'habillage.

- La largeur des banquettes n'excèdera pas celle de la devanture.

- Les dispositifs d'éclairage seront incorporés dans le coffre.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastres et recouverts d'une grille ou de ventelles en métal ou en bois.

- Seul l'habillage des devantures en coffrage recevra les enseignes.

**Terrasses fermées devant sur l'espace public**

- Peuvent exceptionnellement être autorisées des terrasses fermées à rez-de-chaussée donnant sur l'espace public aux conditions définies par la commune de Montpellier, si elles ne sont pas ancrées aux façades, ne modifient pas leurs baies et si elles ne sont pas fondées au sol. Leurs menuiseries seront fines, en bois, acier ou aluminium peint mat ou anodisé.

- La surface occupée par les terrasses fermées laissera au droit de son emprise le libre passage des véhicules de sécurité et de secours ainsi que deux unités de passage pour les piétons.

#### - Terrasses fermées sur cours

- Les terrasses fermées sur des cours sont interdites.

#### - USS 11-A-2-2-1 Couvertures

##### - Couvertures à rampants

- Les couvertures à rampants seront en tuiles canal maçonnées, posées à couvert et à couvert ou plates ou mécaniques en terre cuite, en ardoises naturelles ou en zinc selon l'architecture de l'édifice.

- Les couvertures à rampant en tuiles ou en zinc auront une pente n'excédant pas 35%. Celles en tuiles plates peuvent avoir une pente de 60% et celles en ardoise, 80%. Les bris et terrassons comme les coupoles sont autorisés si l'édifice en comporte dès sa conception.

- L'emploi de plaques support de tuiles est interdit. Les films souples sont autorisés.

- Les tuiles neuves seront sablées ou pas, de couleur rouge clair ou mélangées aux «trois liers» de ton proche. La pose mouchetée est interdite.

- Les bris seront en ardoises. Les raccordements entre bris et terrassons seront en zinc ou en cuivre.

- L'établissement d'une croupe peut être imposé aux bâtiments d'angle.

- La réunion de deux ou plusieurs bâtiments sous une même couverture est proscrite.

- Les combles et attiques ouverts peuvent être fermés en retrait d'au moins 80cm du nu intérieur de la façade, en fonction de l'architecture de l'édifice. Ils seront sous couverture, sans saillie sur le nu de la façade.

- La création de terrasses en décaissé de la toiture est interdite.

- La création de loggias en attique peut être exceptionnellement autorisée. Elles seront recouvertes par la toiture débordant du nu de la façade. Elles comporteront un garde-corps maçonné plein ou un bardage métallique selon l'architecture du bâtiment. Il peut être imposé que leurs côtés soient pleins.

- Les sols seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.

**Couvertures en terrasse**

- Les couvertures en terrasse sur rue peuvent être autorisées ou imposées lorsque le bâtiment en comporte à l'origine ou lorsqu'elles complètent une ordonnance ou une séquence avec terrasses.

- Les couvertures en terrasse sur cour ou jardin ainsi que sur les bâtiments d'un seul niveau peuvent être autorisées.

- Le garde-corps des couvertures en terrasse sera traité en fonction de l'architecture de l'édifice.

- Les sols seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.

- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.

- Les génoises seront conservées et restaurées, celles nouvelles seront conformes à l'architecture de l'édifice. Elles auront, au moins, deux rangs de tuiles. Celles préférées sont proscrites.

- Les «casquettes» en béton seront supprimées sauf si l'architecture de l'édifice en comportait.

- Les saillies en bois seront conservées ou prolongées. Ils ne seront ni raccourcis ni coffrés. Ils auront une saillie d'au moins 60cm. Ils seront constitués de chevrons portant tuile. Les bardages et les voilageges en frise ou contre-plaqué sont proscrits.

**- USS 11-A-2-2-3 Souches de cheminées et ventilation**

- Il peut être imposé de conserver et restaurer les conduits et souches anciens afin de permettre leur éventuelle utilisation pour des extractions d'air et de gaz, et éviter ainsi la pose de conduits nouveaux.

- Les souches nouvelles seront enduites et surmontées d'un chaperon en tuiles posées en mitre ou d'un million en terre cuite.

- Les souches d'une section supérieure à 0,5m<sup>2</sup> ne sont autorisées qu'exceptionnellement.

- Les dispositifs de désenfumage des cages d'escalier, seront assurés par des verrières.

- Les dispositifs d'un mécanisme d'ouverture automatique.

- Les conduits d'aspiration et d'extraction ainsi que les prolongateurs métalliques ou en ciment posés sur la façade ou en surcroît sont proscrits. Ceux qui existent, ainsi que les nouveaux, seront regroupés dans des souches de forme rectangulaire en maçonnerie enduite. Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite.

- La ventilation des combles sera assurée par des tuiles châtères en terre cuite. Les dispositifs de ventilation des couvertures en ardoise ou zinc seront en zinc.

**- USS 11-A-2-2-4 Lucarnes et verrières**

- Les lucarnes existantes d'intérêt seront conservées.

- La création de lucarnes peut être autorisée. Elles seront conformes à l'architecture du bâtiment.

- La réunion de lucarnes sous une même couverture est interdite.

- Les chiens assis et les coques moulées d'éclairage sont interdites.

- Les tabatières peuvent être autorisées.

- Les dispositifs d'éclairage dans le plan de la couverture peuvent être autorisés à condition qu'ils soient composés avec le versant de la toiture que leur surface n'excède pas 10% de la surface du rampant et que chacun n'excède pas 1m<sup>2</sup> et qu'ils soient placés dans les deux premiers tiers du versant à compter de l'égoût, plus longs que larges dans le sens de la pente.

- Les verrières peuvent être autorisées en surcroît de la toiture.

- La structure des verrières et des autres dispositifs d'éclairage sera en fer, fonte d'aluminium ou acier suivant un rythme rectangulaire. Les sections des ossatures métalliques de tout dispositif d'éclairage (châssis de toit, verrière,...), seront minces (50 à 55mm) et les verres seront transparents sauf pour les panneaux solaires qui peuvent y être incorporés.

- Les lanternes peuvent être autorisées, placées à cheval sur le fatiage du toit ou sur les terrasses.

**- USS 11-A-2-3 PARTIES INTERIEURES**

- L'aménagement des parties intérieures des immeubles est soumis à autorisation.

- Le maintien des dispositions et distributions anciennes des locaux peut être imposé y compris pour les planchers et plafonds. Dans ce cas, les pièces dont la forme ou le décor sont à conserver ne seront pas subdivisées ou altérées.

- Peuvent être interdits les doublages des murs, cloisonnements, chapes, entassements et faux-plafonds s'ils dénuent ou défigurent les plafonds, décors, plafonds, menuiseries, parquets, etc.

- Les entrées des modifications visibles de l'extérieur.

- Les maçonneries, escaliers, puits, cheminées, sculptures et lambis, parquets, vantaux, plafonds, menuiseries, boiseries, serrures, peintures, gypseries et autres éléments d'intérêt architectural reconnu par l'architecte des bâtiments de France, seront maintenus et restaurés.

- Les volées seront conservées apparentes, sans être divisées par des cloisonnements, obturées par des faux plafonds ou parcoures par des gaines destinées aux réseaux. Les nervures des volées d'origine et leurs clés, ainsi que piles, colonnes ou corbeaux qui les portent seront conservées. Il peut être imposé de dégager les bases des piles et colonnes. Si l'entassement des pièces volées est autorisé, il sera réalisé sans ancrage ou appui sur la voûte ou ses colonnes ou pilastres de support.



- Les ascenseurs ne seront pas placés dans les noyaux des escaliers portés à conserver. Le

déplacement de ceux existant peut être imposé.

- Peut être imposée la démolition des :

- accessoires techniques (gaines, colonnes...) occupant les cages d'escalier et les paliers,

- appendis et ouvrages occupant ou recouvrant d'anciens cours et puits de jour,

- locaux commerciaux occupant les rez-de-chaussées des cages d'escalier,

- doublages des murs, des cloisonnements et faux-plafonds.

#### - USS 11-A-2-4 ENSEIGNES

##### - Rapports

La pose d'enseignes est autorisée aux conditions suivantes :

- Le bâtiment doit comporter une activité commerciale, de service, ou de professions libérales.

- L'enseigne informe de la seule nature, dénomination, affiliation et sigle de l'établissement.

- Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée

- Une enseigne en drapeau est autorisée par commerce et deux enseignes sont autorisées pour

les bâtiments d'angle, à raison d'une par façade.

- La hauteur inférieure des enseignes sera conforme au règlement de voirie.

- Peut ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction

unique d'activité, de service ou de commerce.

##### - Dispositions architecturales d'insertion des enseignes

- La pose d'enseignes ne détruira, ni masquera les sculptures, chambranles, bandeaux et autres

modénatures ou ornements des façades.

- La pose d'enseignes sur les balcons, balconnets, garde-corps, baies d'étage, contrevents,

toitures et terrasses est interdite.

- Les enseignes seront posées sur la seule maçonnerie située au-dessus de la baie et, pour les

devantures en coffrage, seul l'entablement recevra les enseignes.

- Sur les supports en pierres appareillées, les enseignes seront fixées sur les joints des pierres.

- Les caissons à fond lumineux sont interdits en saillie de la façade. Ils seront posés derrière la

vitrine.

- Les caissons opaques avec des écritures et sigles lumineux sont autorisés tant pour les

enseignes en drapeau que celles en applique. La partie lumineuse ne dépassera pas 20% de la

surface du caisson.

- La luminosité des enseignes sera constante, le défilement, l'intermittence et le clignotement

sont interdits. Les enseignes à défilement lumineux seront placées derrière la vitrine.

- Il est recommandé d'utiliser des lettres et sigles détachés ou découpés lumineux, éclairés à

contre-jour, ou par éclairage indirect sans plaque de support.

- Les enseignes sont autorisées sur les seuls lambrequins des bannes.

##### - Enseignes en drapeau

- Les enseignes en drapeau seront posées en trumeau sur le bâtiment comportant le ou les

commerces.

- Afin de ne pas obstruer les vues sur le paysage architectural et urbain, les enseignes auront au

plus 80cm de largeur le long des voies et places d'une largeur supérieure à 10m, 65cm pour les voies

ayant une largeur entre 5 et 10m et 45cm pour les voies ayant moins de 5m de largeur. Elles auront

une dimension maximale de 0,5m<sup>2</sup>, aussi transparentes que possible, soit par le matériau soit par la

découpe et l'évidement. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. La hauteur supérieure des enseignes

en drapeau ne dépassera pas celle des appuis de fenêtre du premier étage. En cas d'absence de

fenêtres d'étage, la partie supérieure des enseignes ne dépassera pas 4,5m à partir du sol.

##### - Enseignes en applique

- La dimension de l'enseigne n'excèdera pas celle de la baie commerciale et sa hauteur sera au

plus de 40cm. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. Lors de la pose de l'enseigne dans la baie

commerciale, elle sera en retrait du nu extérieur de la façade.

- L'enseigne ne sera pas posée dans ou au-dessus d'une baie de porte d'entrée d'immeuble.

- La limite supérieure de l'enseigne restera en dessous des appuis des baies du 1<sup>er</sup> étage.

- Il est recommandé de placer les enseignes plaquées sur la vitrine ou derrière elle.

#### USS 11-A-3 IMMEUBLES POUVANT ETRE MAINTENUS OU REMPLACES

- Les interventions sur ces immeubles devront viser à mieux les intégrer dans l'environnement

architectural et urbain. A cet effet, elles seront, pour autant que techniquement possible, conformes

aux prescriptions établies pour les immeubles à conserver ou les immeubles à édifier du présent

règlement.

- Le emploi des éléments d'intérêt, émanant de bâtiments qu'ils remplacent, peut être imposé.

- En cas de reconstruction partielle ou totale de ces immeubles, les dispositions qui s'appliquent

sont celles des immeubles à conserver ou celles des immeubles à édifier selon les prescriptions de

l'architecte des bâtiments de France.

#### USS 11-A-4 IMMEUBLES A EDIFIER

- Les constructions nouvelles pourront adopter une architecture « d'imitation » reproduisant

l'architecture ancienne ou une architecture « d'innovation » employant des formes contemporaines

selon l'insertion urbaine de l'édifice dans le contexte bâti ainsi que selon le type et la fonction du

bâtiment.

- Le caractère, composition et matériaux des constructions nouvelles seront définis en fonction des

formes architecturales adoptées et de l'environnement afin de préserver le caractère du paysage

urbain.

- L'adoption de formes reproduisant l'architecture ancienne lorsqu'il s'agit de conserver l'unité

d'aspect d'un ensemble, d'une séquence ou d'une perspective, peut être imposée.

- Les constructions nouvelles devant ou visant à reproduire l'architecture ancienne ainsi que celles

utilisant des techniques et matériaux traditionnels se conformeront aux dispositions du présent

règlement pour les immeubles à conserver.

- Les règles applicables aux constructions à édifier selon une architecture d'innovation sont les

suites :

##### - USS 11-A-4-1 FACADES

###### - USS 11-A-4-1-0 Définition

- Est considérée comme façade toute élévation d'un bâtiment donnant sur les voies et espaces

publics ou sur les cours et jardins.

###### - USS 11-A-4-1-1 Rythmes

- Sur les voies et espaces publics et dans une séquence de bâtiments anciens, toute construction

nouvelle visera à conserver le rythme des bâtiments environnants. Ce rythme peut être marqué par

les éléments de composition apparents, en saillie ou au nu de la façade, courant sur la hauteur du

bâtiment et marqué en toiture.

- Ne sont pas soumis à cette règle :

a) les bâtiments d'angle,

b) les bâtiments ne jouxtant pas de bâtiments portés à conserver.

(c) les bâtiments dont la fonction culturelle, culturelle ou administrative justifie leur marquage

symbolique du paysage urbain.

##### - USS 11-A-4-1-2 Matériaux : emploi, traitement, couleurs et peinture

- Aucun matériau prévu pour être recouvert (tels que blocs agglomérés de ciment, briques

creuses...), ne sera employé à nu.

- Les bardages et placages plastiques et métalliques, les carreaux vernissés ou de grès, les

briques de hauteur d'étage sont interdits.

- L'isolation thermique réalisée par des placages extérieurs est interdite. Elle peut être autorisée

lors de l'emploi de panneaux constitutifs de la façade.

- Les maçonneries en pierre, comme les pans et résilles métalliques sont recommandés.

- Le béton lisse de décoffrage ou lissé sans enduit est admis. Il peut être brut, teinté ou peint.

- Les pans vitrés, les murs-d'eau et les bétons traités pour être apparents peuvent être autorisés.

- Les bardages de bois peuvent être autorisés à condition qu'ils soient formés de larges planches

(15cm minimum) et qu'ils soient à recouvrement ou à joint vit sans grain de riz. La «ritselle» est

interdite.

- Les cils de bois ou de métal peuvent être autorisés.



- La pierre de parement scellée est autorisée dans la mesure où les pierres ont au moins 7cm d'épaisseur.

- Les bâtiments seront dotés de soubassements.

- Les seuils, perrons ou emmarchements seront en pierre dure ou béton traité.

- Les bandeaux, encadrements et clés en pierre seront d'au moins 15cm d'épaisseur. Ils peuvent être sculptés, épannelés ou plats.

- Les enduits seront à la chaux naturelle ou artificielle ou en ciment selon le support.

- Les enduits «monocouche» sont interdits.

- La finition des enduits sera talochée fine ou lissée. Les enduits grattés sont interdits.

- Les baguettes d'angle métal ou PVC sont interdites.

- Les enduits et leurs coloris seront soumis pour accord.

**- USS 11-A-4-1-3 Balais**

- Il est recommandé d'adopter des ordonnancements réguliers axant les balais et les trumeaux.

- Les seuils des portes seront en pierre dure ou en béton traité.

**- USS 11-A-4-1-4 Encorbellements et retrait**

- Les balcons et balconnets sur les voles et emprises publiques peuvent être interdits.

- La saillie maximale des balcons autorisés sera de 80cm. La hauteur libre sous dalle sera de 4m mesurée à l'aplomb. Les garde-corps en verre ou matériau plastique sont interdits.

- Les encorbellements tels qu'oriel sont autorisés.

- Les retraits de la façade (loggias, «double-peau...») sont autorisés à condition qu'ils soient couronnés par un volume bâti ou par la toiture.

**- USS 11-A-4-1-5 Ferronneries**

- Les ferronneries seront soumises pour accord.

- Les stores de protection seront placés à l'intérieur des locaux.

- Les dispositifs de protection extérieure du rez-de-chaussée autres que ceux destinés aux commerces seront fixes, repliables en tabeau ou rabattables sur les trumeaux.

**- USS 11-A-4-1-6 Menuiseries, vitrerie**

- Les menuiseries seront en bois, en acier ou en aluminium à condition qu'elles soient peintes ou teintes de teintes foncées.

- Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues, contre-plaqué ou en «frssette» sont interdits.

- Les vantaux métalliques ou basculants sont autorisés pour les portes de garage dans la mesure où ils sont pleins ou revêtus de larges planches en bois. Ils peuvent comporter des impostes fixes ou ajoutées. Les volets roulants pleins ou à maille sont interdits.

- Le vitrage en miroir est interdit.

**- USS 11-A-4-1-7 Réseaux**

- A l'exception des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, tout réseau sera encasté ou dissimulé et non visible de tout bâtiment, espace public, cour, jardin, cage d'escalier ou tout autre espace de dégagement des immeubles.

- Le plan des parcours des réseaux sur les façades sera soumis pour accord.

- Les gouttières seront métalliques et leur section sera fonction des fils qu'elles protègent. Les gouttières en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.

**- Eau**

- Les colonnes montantes seront placées à l'intérieur du bâtiment.

**- Assainissement**

- Les descentes d'évacuation des eaux usées seront placées à l'intérieur des bâtiments.

**- Eaux pluviales**

- L'évacuation des eaux pluviales sera assurée par des gouttières ou des chéneaux. Les descentes et gouttières seront en zinc ou cuivre non peint et les dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou pierre. Les gouttières, chéneaux, descentes apparentes et dauphins en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdits.

- Le parcours des descentes et évacuations des eaux pluviales suivra les limites du bâtiment ou, en cas d'impossibilité, le tracé le plus direct ; les coudes dans le plan de la façade sont interdits.

**- Electricité - Gaz**

- Les raccordements seront réalisés à partir de locaux ou gaines techniques communes.

- Lorsque le réseau ne peut pas être encasté, enterré ou rendu invisible, il sera placé sous les débords de toiture ou le long des corniches ou bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les coffrets de raccordement et de fausse coupure seront placés dans des locaux techniques encastrés pour être cachés par un portillon en bois ou en métal peint.

- Les instruments de mesure autres que les compteurs (télé-report, ...) seront intégrés dans les coffrets de raccordement ou fausse coupure.

- Les compteurs seront regroupés dans des locaux ou armoires techniques accessibles au service compétent.

- Les postes de transformation seront souterrains, inclus ou accolés aux volumes bâtis des constructions ou murs de clôture. Lorsqu'ils sont accolés aux constructions, ils seront éventuellement couverts d'un toit à versants ou d'une terrasse, en fonction de l'architecture du bâtiment auquel ils sont associés. Ils comporteront une double porte, celle agrée par le service compétent, vers l'intérieur et une porte métallique ou en bois, vers l'extérieur en fond de tableau ou au nu extérieur.

**- Télévision**

- Les antennes de télévision seront collectives. Les antennes paraboliques visibles à partir des espaces publics et des monuments historiques sont interdites. Celles autorisées seront en treillage ou peintes selon le lieu où elles sont situées et elles seront placées sur ou sous les toitures.

- Le réseau de télédiffusion (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encasté ou enterré. En cas d'impossibilité constatée par l'architecture des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

- Les boîtiers de raccordement de télévision seront encastés.

**- Télécommunications et fibres optiques**

- Le réseau des télécommunications (raccordement, parcours des fils et tuyaux) sera encasté ou enterré. En cas d'impossibilité partielle, constatée par l'architecture des bâtiments de France, le réseau sera placé sous les débords de toiture ou le long des bandeaux. Son parcours vertical, y compris pour les montées et les montées et gouttières, se fera le long des limites latérales du bâtiment.

**- Energie solaire**

- La pose de panneaux de captage solaire et photovoltaïques est interdite.

**- Autres branchements et évacuations**

- Les colonnes montantes et conduits seront placés à l'intérieur du bâtiment. Leur souche sera en maçonnerie enduite. En cas d'impossibilité technique constatée par l'architecture des bâtiments de France, les conduits maçonnés pourront être adossés aux bâtiments.

- Les conduits d'évacuation de l'air des locaux commerciaux se feront en toiture.

- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas en saillie par rapport aux façades ou menuiseries. Ils seront encastés et recouverts d'une grille ou de vanelles en métal ou en bois.

**- USS 11-A-4-1-8 Clôtures et portails**

- Le principe et la forme des clôtures seront définis en fonction du caractère des lieux et de l'architecture de l'édifice.

- La construction ou la démolition des murs séparatifs pleins confrontant des espaces non bâtis existants ou prévus par le plan, peuvent être imposées. Les ouvrages séparatifs seront alors traités comme une clôture.

- Les vantaux des portails des clôtures seront en bois ou en métal, pleins ou en barreaudage.



- **USS 11-A-4-1-9 Façades commerciales**
  - La composition des façades commerciales doit s'harmoniser avec le caractère de la rue et de l'immeuble où elles se situent, respecter l'échelle ainsi que la trame de construction des immeubles.
  - Les aménagements dégraderont les dispositifs d'accès aux logements de tout immeuble et de ses étages lorsque ces accès ont été occupés par les activités commerciales.
- **Définition**
  - On entend par façade commerciale toute devanture, baie ou vitrine, établie ou utilisée dans un but de commerce ou d'activité.
- **Vitrines**
  - Le traitement de la façade commerciale suivra l'architecture et l'ordonnement de l'édifice auquel elle appartient. Lorsqu'un commerce s'étend sur deux ou plusieurs immeubles, ses façades commerciales seront différenciées selon l'architecture de chaque immeuble.
  - Les aménagements des façades commerciales seront contenus dans l'ouverture des baies et en retrait du nu de la façade hormis pour les devantures en coffrage.
  - Les baies commerciales n'ayant pas de vitrine ou devanture et restant ouvertes de toute leur ouverture à rez-de-chaussée, seront closes par des panneaux de bois ou de métal pleins, repliables en tableau ou rabattables en trumeau. Les rideaux à déroulement sont interdits.
  - Même lors de l'affectation des étages à des activités commerciales ou de service, il est interdit d'utiliser les baies d'étage en tant que vitrines d'exposition commerciale ou d'enseigne. Cette disposition ne s'applique pas aux baies d'entresol ou incluses dans des arcs d'une double hauteur.
  - Le placage de briques, carreaux vernissés, marbres, ardoises, plaques plastiques, miroirs ainsi que les peintures imitant le bois ou la pierre sont interdits.
  - Aucune vitrine, peinture, placage ou panneau ne sera appliqué sur les piliers, les trumeaux ou les jambages, ni au-dessus de la baie.
  - Les bannes des façades commerciales ne couvriront pas les accès des immeubles.
  - Les bannes seront repliables dans des coffres intérieurs ou en tableau. Sur les fenêtres d'étage, seules les bannes à déroulement vertical ou oblique, en fond de tableau et sans joues latérales peuvent être autorisées.
  - Les bannes sur les baies cintrées ne sont autorisées que si les baies ont une hauteur excédant le rez-de-chaussée. Alors les bannes pourront être posées au niveau des sommiers de l'arc.
  - La largeur des bannes n'excédera pas celle de la baie commerciale. Toutefois, il peut être autorisé, lors de la présence de plusieurs baies commerciales à l'intérieur droit, appartenant au même commerce et abritant une activité de vente sous bannette à rez-de-chaussée, d'adopter un seul dispositif commun de protection des baies qui, en aucun cas, n'excédera les limites extrêmes des baies sur chacune des façades. Alors les bannes ne détruiront les décors et l'ordonnement de la façade et elles seront posées sans coffre.
  - Les boîtiers des stores en applique sur la façade sont interdits.
  - Dispositifs de protection :
    - Le vitrage sécurité doit être privilégié.
    - Les volets roulants seront soit intérieurs soit extérieurs.
    - Les volets roulants extérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Les volets roulants extérieurs pleins sont interdits.
    - Les volets roulants intérieurs seront micro perforés ou à mailles ajourées de préférence à mailles horizontales. Ils seront placés derrière la vitrine. Les volets roulants pleins peuvent être autorisés dans le seul cas où ils sont placés à au moins 50cm derrière la vitrine.
    - Dans tous les cas, le coffre du volet roulant sera soit à l'intérieur du commerce, soit posé en tableau dans le même alignement que la vitrine. Il ne sera en aucun cas en saillie sur la façade.
    - Les grilles extensibles ou en accordéon sont interdites.
    - Les grilles à barreaudage métalliques rabattables en tableau ou en trumeau sont autorisées. Les barreaux seront en métal droits et pleins.
    - Les panneaux en bois ou de métal plein, amovibles ou rabattables en tableau sont autorisés.
    - Les auvents et marquises peuvent être autorisés.
    - Les menuiseries seront en bois, acier peint ou aluminium peint ou anodisé.
    - Les menuiseries en polyvinyle chlorure (PVC) ou analogues sont interdites.
- Lorsque l'édifice est limitrophe d'un bâtiment à conserver, les baies commerciales maintiendront un trumeau d'au moins 50cm à compléter de chaque limite latérale de la façade du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale).
- Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas, en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastres et recouverts d'une grille en métal ou en bois.
- Aucun dispositif d'éclairage ne sera posé sur les maçonneries, l'éclairage des enseignes sera conçu solidement avec l'enseigne.
- **Devantures en coffrage**
  - La création de devantures en coffrage peut être autorisée. Leur rythme suivra celui du bâtiment (entendu ici comme unité architecturale) même dans le cas de réunion de plusieurs corps de bâtiment en un même immeuble.
  - En cas d'inclusion de la porte d'accès de l'immeuble dans la devanture, la travée de la porte se distinguera du commerce.
  - Les devantures en coffrage seront en bois ou métal plein, peint, laqué et leur saillie sera d'au moins 15cm au niveau du sol, 5 à 10cm aux piédroits, jusqu'à 40cm à l'entablement.
  - Les boîtiers des stores métalliques de protection et des bannes seront intérieurs ou repliables dans le coffre de l'entablement.
  - La largeur des bannes n'excédera pas celle de la devanture.
  - Les dispositifs d'éclairage de la devanture seront incorporés dans le coffre.
  - Les appareils de conditionnement de l'air ne seront en aucun cas en saillie par rapport aux façades ou vitrines. Ils seront encastres et recouverts d'une grille en métal ou en bois.
  - Seul l'entablement des devantures en coffrage recevra les enseignes.
  - **Terrasses fermées dominant sur l'espace public**
    - Peuvent exceptionnellement être autorisées des terrasses fermées dominant sur l'espace public aux endroits et aux conditions définies par la commune de Montpellier, si elles ne sont en aucun cas ancrées aux façades, ne modifient pas leurs baies et si elles ne sont pas fondées au sol. Leurs menuiseries seront fines, en bois, acier ou aluminium peint mat ou anodisé.
    - La surface occupée par les terrasses fermées laissera au droit de son emprise le libre passage des véhicules de sécurité et de secours ainsi que deux unités de passage pour les piétons.
  - **Terrasses fermées sur cours**
    - Les terrasses fermées sur des cours sont interdites.
  - **USS 11-A-4-2 TOITURES ET COUVERTURES**
    - **USS 11-A-4-2-1 Couvertures**
      - **Couvertures à rampants**
        - Les couvertures à rampants seront en tuiles canal maçonnées, posées à courant et à couvert ou plates ou mécaniques en terre cuite, en ardoises naturelles ou en zinc selon l'architecture de l'édifice.
        - Les tuiles neuves seront de couleur rouge clair ou mélangées aux « trois tiers » de ton proche. La pose mouchelée est interdite.
        - Les génoises préfabriquées sont proscrites.
        - Les saillants en bois seront constitués de chevrons portant tuile. Ils auront une saillie d'au moins 60cm et ils ne seront pas coffrés. Les bardages et le voilage en frise ou contre-plaqué sont proscrits.
        - Les bris de zinc, en ardoises ou en tuiles plates. Les raccordements entre bris et terrasse seront en zinc ou en cuivre.
        - Les saillants d'angle comporteront de préférence une croupe ou autre dispositif assurant la rotation de la façade.
        - Les terrasses encaissées dominant sur les voies et emprises publiques sont interdites, elles peuvent être autorisées sur les cours et jardins.
        - Les loggias en attique peuvent être autorisées. Elles seront recouvertes par la toiture débordant du nu de la façade. Elles comporteront un garde-corps maçonné plein ou un barreaudage métallique selon l'architecture du bâtiment.
        - Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.
        - Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.



- **Couvertures en terrasse**
- Les couvertures en terrasse sur rue peuvent être autorisées ou imposées lorsqu'elles complètent une ordonnance ou une séquence avec des terrasses.
- Les couvertures en terrasse peuvent être autorisées.
- Le garde-corps des couvertures en terrasse sera traité en fonction de l'architecture de l'édifice.
- Les solins seront au mortier ou en zinc. L'emploi apparent de feuilles bituminées est interdit.
- Les descentes, gouttières et chéneaux seront en zinc ou en cuivre.
- **USS 11-A-4-2-2 Débords de toiture**
- Les saillants métalliques, brise soleil et corniches sont autorisés.
- **USS 11-A-4-2-3 Souches de cheminées et ventilation**
- Les souches seront enduites.
- Les souches de section supérieure à 0,5m<sup>2</sup> ne sont autorisées qu'exceptionnellement.
- Les conduits d'aspiration et d'extraction ainsi que les prolongateurs métalliques ou en ciment posés sur la façade ou en surcroît sont proscrits.
- **USS 11-A-4-2-4 Lucarnes et verrières**
- La création de lucarnes peut être autorisée.
- La réunion de lucarnes sous une même couverture est interdite.
- Les chiens assis et les coques moulées d'éclairage sont interdits.
- Les tabatières peuvent être autorisées.
- Les dispositifs d'éclairage dans le plan de la couverture peuvent être autorisés à condition qu'ils soient composés avec le versant de la toiture que leur surface n'excède pas 10% de la surface de rampant et que chacun n'excède pas 1m<sup>2</sup> et qu'ils soient placés dans les deux premiers tiers du versant à compter de l'égout, plus longs que larges dans le sens de la pente.
- Les verrières et autres dispositifs d'éclairage sont autorisés. Leur structure sera en fer, fonte d'aluminium ou acier. Les sections des ossatures métalliques de tout dispositif d'éclairage (châssis de toit, verrière...), seront minces (50 à 55mm) et les verres seront transparents sauf pour les panneaux solaires qui peuvent être incorporés.
- Les lanternes peuvent être autorisées, placés à cheval sur le faîtage du toit ou sur les terrasses.
- **USS 11-A-4-3 ENSEIGNES**

#### - **Rappels**

- La pose d'enseignes est autorisée aux conditions suivantes :
  - Le bâtiment doit comporter une activité commerciale, de service, ou de professions libérales.
  - L'enseigne informe de la seule nature, dénomination, affiliation de l'établissement ou indique son sigle.
- Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée conformément aux dispositions relatives aux enseignes en drapeau.
- Une enseigne en drapeau est autorisée par commerce et deux enseignes sont autorisées pour les bâtiments d'angle, à raison d'une par façade.
- La hauteur inférieure des enseignes sera conforme au règlement de voirie.
- Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce
- **Dispositions architecturales d'insertion des enseignes**
- La pose d'enseignes ne détruira, ni masquera les chambranles, bandeaux et autres modénatures ou ornements des façades.
- La pose d'enseignes sur les balcons, balconnets, garde-corps, baies d'étage, contrevents, toitures et terrasses est interdite.
- Pour les activités situées aux seuls étages une enseigne en drapeau peut être autorisée conformément aux dispositions relatives aux enseignes en drapeau.
- Sur les supports en pierres appareillées, les enseignes seront fixées sur les joints des pierres.
- Les caissons en plastique à fond lumineux sont interdits en saillie de façade. Ils seront posés derrière la vitrine.
- Les caissons opaques avec des écritures et sigles luminescents sont autorisés tant pour les enseignes en drapeau que celles en applique. La partie luminescente ne dépassera pas 20% de la

- surface du caisson dont la hauteur maximale sera de 40cm et la saillie de 10cm. La longueur n'excèdera pas celle de la baie commerciale.
- La luminescence des enseignes sera constante, le défilement, l'intermittence et le clignotement sont interdits.
  - Les enseignes à défilement lumineux peuvent être placées derrière la vitrine.
  - Il est recommandé d'utiliser des lettres et sigles détachés ou découpés luminescents, éclairés à contre-jour, ou par éclairage intégré, ou par éclairage indirect, sans plaque de support.
  - Les enseignes sont autorisées sur les seuls lambrequins des bannes.
  - **Enseignes en drapeau**
  - Les enseignes en drapeau seront posées en trumeau sur le bâtiment comportant le ou les commerces.
  - Afin de ne pas obstruer les vues sur le paysage architectural et urbain, les enseignes auront au plus 80cm de largeur le long des voies et places d'une largeur supérieure à 10m, 65cm pour les voies ayant une largeur entre 5 et 10m et 45cm pour les voies ayant moins de 5m de largeur. Elles auront une dimension maximale de 0,5m<sup>2</sup>, aussi transparentes que possible, soit par le matériau soit par la découpe et l'évidement. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. La hauteur supérieure des enseignes en drapeau ne dépassera pas celle des appuis de fenêtre du premier étage. En cas d'absence de fenêtres d'étage, la partie supérieure des enseignes ne dépassera pas 4,5m à partir du sol.
  - Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce.
  - **Enseignes en applique**
  - La dimension de l'enseigne n'excèdera pas celle de la baie commerciale, et sa hauteur sera au plus de 40cm. Leur épaisseur n'excèdera pas 10cm. Lors de la pose de l'enseigne dans la baie commerciale, elle sera en retrait du nu extérieur de la façade.
  - L'enseigne ne sera pas posée dans ou au-dessus d'une baie de porte d'entrée d'immeuble.
  - La limite supérieure de l'enseigne restera en dessous des appuis des baies du 1<sup>er</sup> étage.
  - Il est recommandé de placer les enseignes plaquées sur la vitrine ou derrière elle.
  - Peuvent ne pas être soumis à ces règles les immeubles dont l'architecture exprime une fonction unique d'activité, de service ou de commerce.



## USS B - ESPACES NON-BATIS

### USS B-11-1 ESPACES PROTEGES AU TITRE DES MONUMENTS HISTORIQUES

- Tous travaux concernant les espaces non bâtis protégés par la législation sur les monuments historiques sont définis par le ministre chargé des monuments historiques.

### USS B-11-2 ESPACES BOISES CLASSES

- Aucun espace boisé classé n'est prévu au plan.

### USS B-11-3 ESPACES A CONSERVER

#### - USS 11-B-3-1 Rues et places

- Le profil, revêtement et équipement de rues, places et passages piétons sont soumis à autorisation.

- Les principes d'aménagement des espaces publics, sont les suivants, à l'exclusion de la maintenance.

. traiter l'espace public de façon unitaire et ne marquer par un traitement différent que les seuls lieux majeurs de la ville,

. constituer des plates-formes uniques et ne conserver les trottoirs qu'aux seules voies affectées à la circulation libre des voitures et à celles appartenant aux tracés du 19<sup>ème</sup> siècle,

. hors des voies affectées à la circulation des véhicules, les matériaux de revêtement seront les pavés, dalles et béton de concassés de pierre. Dans des cas particuliers, les terres stabilisées ou matériaux analogues, pourront être admis.

- La plantation des rues et mails sera principalement constituée d'arbres plantés en alignement en pleine terre.

- L'implantation et la forme des édifices techniques ou autres, candélabres, signalisation et autres accessoires techniques ainsi que tout mobilier urbain (abribus, vélos, poubelles, bancs...) est soumise à autorisation.

#### - USS B-11-3-2 Cours, jardins et autres espaces libres

- Les coupes et abattages d'arbres et l'aménagement des espaces non bâtis sont soumis à autorisation.

- Les espaces non bâtis ne sont pas constructibles hormis les dispositions suivantes :

- Exceptionnellement, une emprise maximale de 4m<sup>2</sup>, peut être autorisée dans les espaces non bâtis ne portant pas le sigle «C», afin d'assurer la sécurité et l'accessibilité des bâtiments par des escaliers ou dispositifs de levage. Cette autorisation peut être refusée si elle porte atteinte aux édifices à conserver ainsi qu'au caractère architectural et urbain environnant.

- Des constructions d'un seul niveau de hauteur, servant à améliorer l'habitabilité des logements ou à doter les jardins d'annexes, et ne dépassant pas une emprise maximale cumulée de 10m<sup>2</sup> peuvent être autorisées sur les espaces non bâtis à l'exception des cours portant le sigle « C ».

- Les espaces non bâtis ne portant pas le sigle «C» (cours) ou «J» (jardins) attenants à des immeubles pouvant être maintenus ou remplacés peuvent, en cas de démolition et de reconstruction de ces bâtiments, être modifiés dans leur forme à condition que leur superficie soit maintenue ou augmentée.

- Le maintien et la restauration des pavages, buffets, murets, murs de soutènement, terrasses, balustrades, tonnelles... peut être imposé. Les nouveaux ouvrages seront définis en fonction du caractère des lieux.

- Les puits et leur éventuelle margelle existante seront maintenus. Aucun puits ne sera comblé.

- La création de piscines et bassins en plein air, émergeant du niveau du sol avant aménagement (y compris pour leurs accessoires et protections) est interdite. La création de piscines et bassins en plein air sans émergence peut être autorisée à concurrence de 20% de l'espace libre et à condition de ne pas dépasser 50m<sup>2</sup> y compris les plages qui les bordent, et à condition qu'ils ne défigurent pas la composition de l'espace libre ou du jardin et qu'ils ne portent pas atteinte à l'architecture des bâtiments qui les environnent. Ils seront placés en tenant compte des limites séparatives.

- La forme des clôtures, sera définie en fonction du caractère des lieux, de l'architecture de l'édifice et de l'environnement.

#### - Cours portant le sigle «C»

- Dans les cours portant le sigle «C», aucune construction, y compris de piscine ou bassin autre que décoratif, n'est autorisée.

- Le sol des cours portant le sigle « C », y compris les parties sous porche, sera revêtu de pierres naturelles, de galets, de gravillons ou, dans une proportion n'excédant pas 30 % de leur superficie, de béton de concassés, en fonction du caractère des lieux.

#### - Jardins portant le sigle « J »

- Les jardins portant le sigle « J » ne pourront recevoir d'autres aménagements que ceux destinés aux végétaux. Au moins 70% de leur surface sera en pleine terre. Les aires de stationnement aménagées dans les jardins n'excéderont pas 10% de la surface du jardin et elles seront en terre stabilisée, gravillonnées, engazonnées ou pavées.

102

**Article USS 12**  
**OBLIGATION IMPOSEE AUX CONSTRUCTEURS**  
**EN MATIERE DE REALISATION D'AIRES DE STATIONNEMENT**

- Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions ou installations nouvelles doit être assuré en dehors de la voie publique.
- Aucune obligation de création de places de stationnement n'est imposée pour les immeubles existants s'il n'y a pas de changement d'affectation de logements en activités commerciales ou de service.
- La création de places de stationnement dans l'Ecusson, tel que délimité par les boulevards, peut être interdite hormis pour les aires de stationnement souterraines.
- La création de places de stationnement hors de la zone piétonne, correspondant aux constructions nouvelles ou aux changements d'affectation des immeubles ou parties d'immeubles existants sont les suivantes :
  - . Logement : 1 place par logement.
  - . Commerce : 1 place par 75m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
  - . Bureaux : 1 place par 75m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
  - . Hôtels : 1 place pour 3 chambres
- Pour les constructions situées tout ou partie dans le périmètre de desserte par le tramway, le quota applicable aux constructions autres que celles destinées à l'habitation, est au minimum de 1 place de stationnement pour 300 m<sup>2</sup> de s.h.o.n.
- Nonobstant les règles définies ci-dessus, il ne peut être exigé la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement lors de la construction de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat (L 123-1-13)
- En cas de contraintes d'ordre technique ou architectural empêchant la réalisation matérielle des places réglementaires sur le terrain d'assiette ou dans son environnement immédiat, le pétitionnaire pourra s'affranchir de ses obligations par trois moyens (L. 123-1-12) :
  - . l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération ;
  - . l'acquisition ou la concession de places dans un parking privé de stationnement existant ou en cours de réalisation ;
  - . et à défaut, par le paiement de la participation mentionnée aux articles L.123 et L. 332-7-1-12 du code de l'urbanisme.
- La création de stationnements peut être interdite si, par la localisation des constructions nouvelles, le stationnement qui leur est lié crée des flux ou nécessite des accès qui contreviennent à la dimension des espaces publics ou à leur usage.
- La création de stationnements ou l'aménagement de garages donnant sur les voies piétonnes sont interdits.
- L'aménagement d'aires de stationnement de véhicules dans les espaces non constructibles portant le sigle « C » ou « J » est interdit hormis les conditions fixées aux articles USS 11-B.
- Les places de stationnement des véhicules automobiles, motocycles et vélos, seront souterraines ou incluses dans le volume bâti à condition de n'utiliser ou détruire aucune cave connue ou découverte ou altérer des vestiges archéologiques devant être conservés en place conformément aux prescriptions de l'architecte des bâtiments de France.
- L'utilisation ou la transformation des locaux commerciaux existants à des fins de stationnement, est interdite.
- Le revêtement perméable des aires de stationnement en plein air, peut être imposé.

**Article USS 13**  
**OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTEURS EN MATIERE DE REALISATION**  
**D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX ET DE LOISIRS, ET DE PLANTATIONS**  
- Les obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, d'aires de jeux et de loisirs, et de plantations, sont décrites à l'article USS 11- B

103



**SECTION III**  
**POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL**

**Article USS 14**  
**COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

- Aucun coefficient d'occupation du sol n'est fixé.

2014



## PRÉFET DE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Direction régionale des affaires culturelles

Montpellier, le 27 janvier 2014

**Pôle Architecture et Patrimoines**  
Conservation régionale des monuments historiques

Le directeur régional des affaires culturelles  
de la région Languedoc-Roussillon

Affaire suivie par : Jean Marie Baroy  
Téléphone : 04.67.02.32.44  
Télécopie : 04 67 02 32 05  
Courriel : [jean-marie.baroy@culture.gouv.fr](mailto:jean-marie.baroy@culture.gouv.fr)

à

Madame le Maire  
Hôtel de Ville  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier cedex 2

à l'attention de madame Isabelle Hirschy  
Mission Grand Cœur

N/Références : JMB/FL/14/183

Objet : 34 - Montpellier – Plan de sauvegarde et mise en valeur du secteur sauvegardé

Madame le Maire,

Je vous adresse ci-joint le plan de sauvegarde et mise en valeur approuvé à l'unanimité par la commission locale en date du 22 janvier. Ce document est composé des pièces suivantes :

- Le règlement
- Le rapport de présentation
- Le plan
- Les fiches de l'immeuble
- Les annexes suivantes :
  - V.1 Secteur sauvegardé, zone d'aménagement concerté (ZAC), programme d'aménagement d'ensemble (PAE), projet urbain partenarial (PUP)
  - V.2 Zones de préemption
  - V.3 Périmètres d'étude (art. L.111-10 du Code de l'urbanisme)
  - V.4 Plan et liste du classement sonore des infrastructures terrestres
  - V.5 Servitudes d'utilité publique
    - V.5.a Liste des servitudes d'utilité publique
      - AC1 Les monuments historiques
      - AC2 Les monuments naturels et sites
      - AC4 Les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (non concerné)
      - PT1 Les télécommunications
      - PT2 Les télécommunications
      - PT3 Les télécommunications (non concerné)
      - Int1 Les cimetières (non concerné)
      - I3 Le gaz (gazoducs) (non concerné)
      - I4 L'électricité
      - EL7 Les alignements (non concerné)
      - T1 Les voies ferrées (non concerné)
      - T5 La circulation aérienne
      - T8 La circulation aérienne (non concerné)
      - A2 Dispositifs d'irrigation (non concerné)
      - A5 Les canalisations publiques d'eau et d'assainissement (non concerné)
      - AS1 : Conservation des eaux (non concerné)
      - PM1 Les risques naturels majeurs (PER/PPR) (non concerné)

105



- V.5.b Plan des servitudes d'utilité publique
  - V5.b1 Plan du secteur nord-ouest
  - V5.b2 Plan du secteur nord-est
  - V5.b3 Plan du secteur sud-ouest
  - V5.b4 Plan du secteur sud-est
- V.6 Plan d'exposition au bruit des aéronefs de l'aéroport Montpellier Méditerranée (non concerné)
- V.7 Plan de prévention des risques d'inondation de la basse vallée du Lez et de la Mosson (non concerné)
- V.8 Plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendie de forêt (non concerné)
- V.9 Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (non concerné)
- V.10 Liste des lotissements dont les règles ont été maintenues (non concerné)
- V.11 Annexes sanitaires
  - V.11a Annexes sanitaires pièces écrites
  - V.11b Annexes sanitaires plan du réseau d'eau potable existant ou en cours de réalisation
  - V.11c Annexes sanitaires plan du réseau d'eaux usées existant ou en cours de réalisation
  - V.11d Annexes sanitaires plan du réseau d'eaux pluviales existant ou en cours de réalisation
  - V.11e Principaux cours d'eaux permanents ou temporaires
- V.12 Acte instituant les zones de publicité
- V.13 Plans d'alignement approuvés (non concerné)

Je vous prie d'agréer, madame le maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

P/Le directeur régional des affaires culturelles,  
Le conservateur régional des monuments historiques,

  
Delphine-Christophe

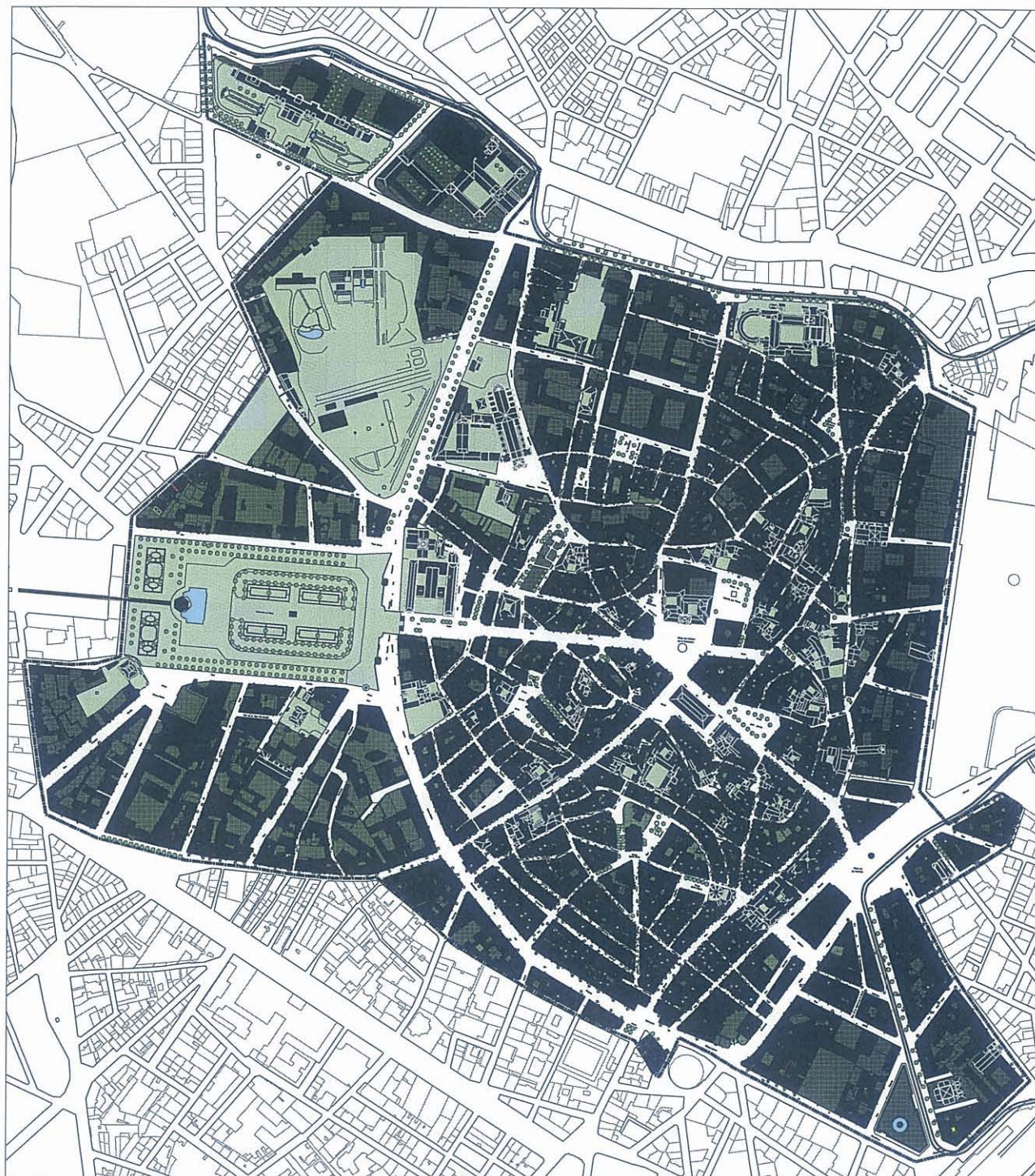
**« Approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)  
du secteur sauvegardé »**

DCM n° Poséidon 68818 : *liste des annexes*

**4. Annexes** (*documents dématérialisés transmis en version papier au service de l'Assemblée*)

- 4.1. Secteur sauvegardé, zone d'aménagement concerté (ZAC), programme d'aménagement d'ensemble (PAE), projet urbain partenarial (PUP)
- 4.2. Zones de préemption
- 4.3. Périmètres d'étude (art. L.111-10 du Code de l'urbanisme)
  - 4.3.1. DCM Campus
  - 4.3.2. Délibération CAM Ligne tram 1 et 3 n 5349
  - 4.3.3. Délibération CAM Ligne tram 1 et 3 n 6916
  - 4.3.4. Délibération CAM Ligne tram 5 n 8945
  - 4.3.5. Délibération CAM Ligne tram 5 n 10144
  - 4.3.6. Plan Périmètres études
- 4.4. Plan et liste du classement sonore des infrastructures terrestres
  - 4.4.01. Arrêté 30-mai-1996
  - 4.4.02. Arrêté préfectoral 2001\_I\_1064
  - 4.4.03. Arrêté préfectoral 2001\_I\_1065
  - 4.4.04. Arrêté préfectoral 2001\_I\_1069
  - 4.4.05. Arrete\_25\_avril\_enseignement
  - 4.4.06. Arrete\_25\_avril\_hotel
  - 4.4.07. Arrete\_25\_avril\_sante
  - 4.4.08. Carte-autoroute
  - 4.4.09. Carte-des-voies
  - 4.4.10. Carte-voie-ferrée
  - 4.4.11. Circulaire\_25\_avril\_2003
  - 4.4.12. Classement-des-voies-page-1a5
  - 4.4.13. Classement-des-voies-page-6a10
  - 4.4.14. Classement-des-voies-page-11a15
  - 4.4.15. Classement-des-voies-page-16a21
  - 4.4.16. Décret\_9521\_9\_01\_1995
  - 4.4.17. Plan infrastructures sonores
- 4.5. Servitudes d'utilité publique
  - 4.5.1. Liste des servitudes d'utilité publique
    - . AC1 : les monuments historiques
    - . AC2 : les monuments naturels et sites
    - . PT1 : les télécommunications
    - . PT2 : les télécommunications
    - . I4 : l'électricité
    - . T5 : la circulation aérienne
  - 4.5.2. Plan des servitudes d'utilité publique
- 4.6. Annexes sanitaires
  - 4.6.1. Annexes sanitaires pièces écrites
  - 4.6.1. Annexes sanitaires plan du réseau d'eau potable existant ou en cours de réalisation
  - 4.6.1. Annexes sanitaires plan du réseau d'eaux usées existant ou en cours de réalisation
  - 4.6.1. Annexes sanitaires plan du réseau d'eaux pluviales existant ou en cours de réalisation
  - 4.6.1. Principaux cours d'eaux permanents ou temporaires
- 4.7. Acte instituant les zones de publicité





MINISTÈRE DE LA CULTURE  
ET DE LA COMMUNICATION  
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES  
CULTURELLES DU  
Languedoc-Roussillon  
COMMUNE DE MONTPELLIER

# **MONTPELLIER** PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR

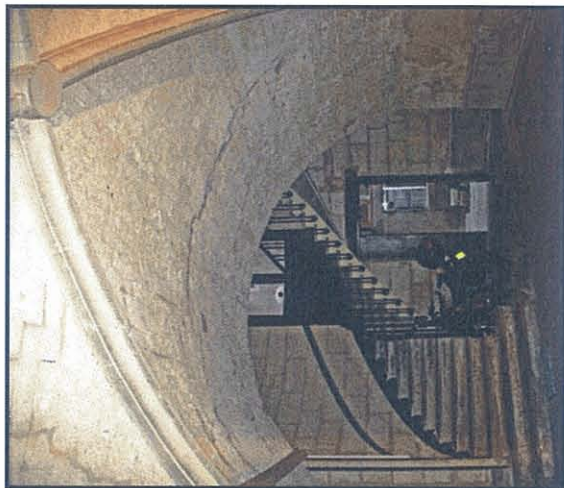
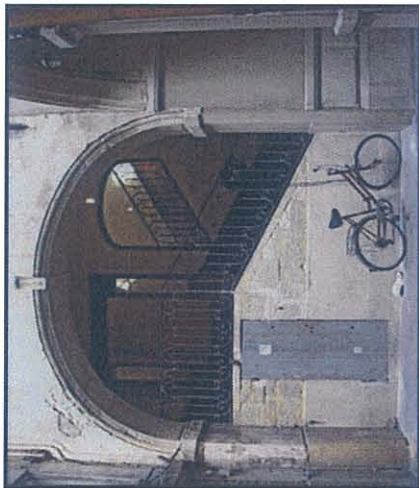
DOCUMENT PROVISOIRE

- ZONE D'HABITAT COLLECTIF À DENSITÉ ÉLEVÉE  
Zones d'habitat collectif à densité élevée (hors zones d'habitat collectif à densité élevée)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ MOYENNE  
Zones d'habitat individuel à densité moyenne (hors zones d'habitat individuel à densité moyenne)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité faible (hors zones d'habitat individuel à densité faible)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ TRÈS FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité très faible (hors zones d'habitat individuel à densité très faible)
- ZONE D'HABITAT COLLECTIF À DENSITÉ ÉLEVÉE  
Zones d'habitat collectif à densité élevée (hors zones d'habitat collectif à densité élevée)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ MOYENNE  
Zones d'habitat individuel à densité moyenne (hors zones d'habitat individuel à densité moyenne)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité faible (hors zones d'habitat individuel à densité faible)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ TRÈS FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité très faible (hors zones d'habitat individuel à densité très faible)
- ZONE D'HABITAT COLLECTIF À DENSITÉ ÉLEVÉE  
Zones d'habitat collectif à densité élevée (hors zones d'habitat collectif à densité élevée)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ MOYENNE  
Zones d'habitat individuel à densité moyenne (hors zones d'habitat individuel à densité moyenne)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité faible (hors zones d'habitat individuel à densité faible)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ TRÈS FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité très faible (hors zones d'habitat individuel à densité très faible)
- ZONE D'HABITAT COLLECTIF À DENSITÉ ÉLEVÉE  
Zones d'habitat collectif à densité élevée (hors zones d'habitat collectif à densité élevée)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ MOYENNE  
Zones d'habitat individuel à densité moyenne (hors zones d'habitat individuel à densité moyenne)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité faible (hors zones d'habitat individuel à densité faible)
- ZONE D'HABITAT INDIVIDUEL À DENSITÉ TRÈS FAIBLE  
Zones d'habitat individuel à densité très faible (hors zones d'habitat individuel à densité très faible)



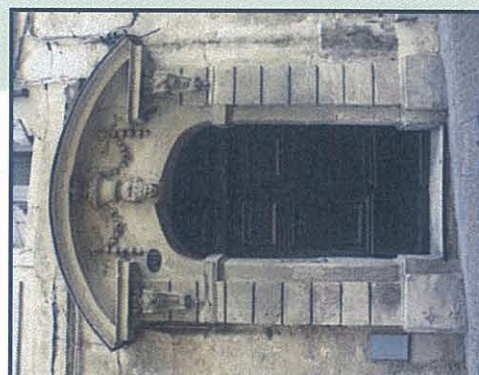
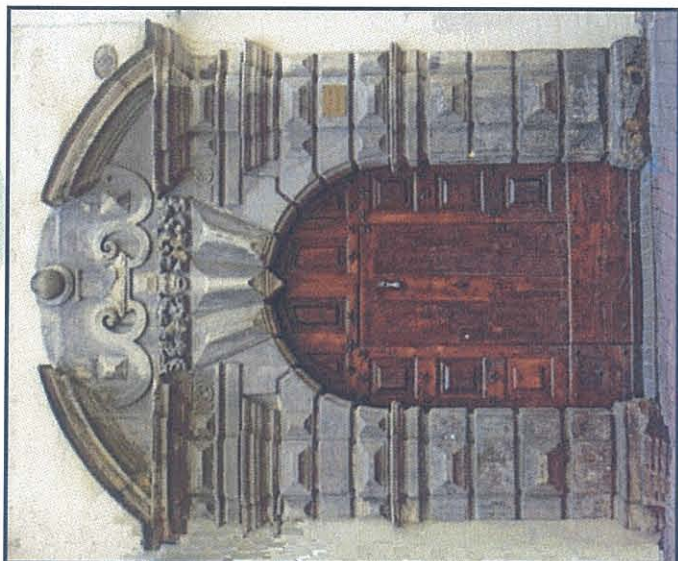


## Escaliers et cours à préserver





# Portails et portes à préserver





# REVISION DU PSMV

(plan de sauvegarde et de mise en valeur)

## DU SECTEUR SAUVEGARDE





Le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV),  
document d'urbanisme du secteur sauvegardé



Le patrimoine : une richesse, le charme et l'âme du centre-ville



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Cotisation pour l'année 2014 au Club des villes et territoires cyclables

Serge FLEURENCE rapporte :

Le club des villes cyclables est devenu en l'espace d'une vingtaine d'années un acteur majeur dans la promotion de politiques cyclables, de réalisations d'aménagements cyclables et du développement de la pratique des modes doux sur l'ensemble du territoire national et particulièrement à Montpellier.

Il rassemble aujourd'hui plus de 1300 Collectivités territoriales, Agglomérations, Villes, Départements et Régions. Sa démarche d'ouverture et de conciliation entre toutes les formes de modes de transport, associée à des compétences marquées aussi bien sur les plans technique, réglementaire que pédagogique, en font un acteur incontournable dans l'accompagnement de politiques en faveur du vélo et des modes alternatifs à l'automobile.

Présent dans l'organisation des Trophées du vélo dont l'écho, le club des villes cyclables participe également à la mise en place d'autres événements de renom tels que « Vélo-City », la « Semaine de la mobilité et de la sécurité routière », ou toutes autres actions et animations, de même que des congrès sur la pratique du vélo, très utiles pour enrichir les réflexions des collectivités sur le sujet.

Ses adhérents, dont la Ville de Montpellier fait partie, profitent de « Lettres » régulières d'information, de dépêches, de fiches conseils, sur nombre de sujets tels que le partage de la rue, les déplacements scolaires et domicile – travail ou bien le transport à la demande. Ils peuvent par ailleurs bénéficier d'un accompagnement dans la mise en œuvre des actions et des politiques locales de mobilité durable.

La qualité, l'énergie et les compétences déployées par ce club depuis environ 20 ans au service du vélo et des modes doux à l'échelle nationale et locale encourage la Ville à soutenir pleinement et financièrement ses actions.

Il est donc proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club des villes et territoires cyclables et de valider le versement de la cotisation d'un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) pour l'exercice 2014.



**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'adhésion au Club des villes et territoires cyclables.
- d'accepter le versement de la cotisation au Club des villes et territoires cyclables d'un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) pour l'année 2014.
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 5751,01 € (exonéré de TVA) sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 928241.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Publiée le : 18/02/2014**

**Hélène MANDROUX**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Cité de la Jeunesse Comité Scientifique Consultatif Convention de partenariat Ville de Montpellier / Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) Autorisation de signatures Modalités de fonctionnement

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique volontariste en direction des jeunes. A ce titre, par délibération en date du 9 novembre 2009, le Conseil Municipal a acté le projet de création d'une Cité de la Jeunesse dont la localisation est prévue au sein du nouveau quartier de l'« EAI ».

Le Conseil Montpellierain de la Jeunesse a défini les grandes lignes de ce projet dont la démarche a été récompensée en juin 2013 par le prix « dispositifs de participation innovants » de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ).

Le projet de Cité de la Jeunesse est actuellement en phase pré-opérationnelle et différentes instances ont été constituées afin d'associer les acteurs institutionnels et associatifs œuvrant en direction de la Jeunesse sur le territoire.

Dans ce cadre, il a été proposé la création d'un Comité Scientifique Consultatif, composé de personnalités universitaires reconnues nationalement et localement, dont les travaux permettront d'enrichir le projet de Cité de la Jeunesse, notamment autour de ses missions, son organisation et sa gouvernance.

L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) a accepté d'assister la Ville de Montpellier et son Conseil Montpellierain de la Jeunesse dans la mise en place de ce Comité Scientifique, et d'y participer afin d'accompagner les réflexions dans la mise en œuvre du projet de Cité de la Jeunesse.

L'INJEP est un établissement public national placé sous la tutelle du Ministre chargé de la Jeunesse, qui a pour mission d'observer, d'analyser et d'évaluer les pratiques, les attentes des jeunes et les politiques publiques liées à la Jeunesse.



Afin d'établir les modalités de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'INJEP, il est proposé d'établir une convention spécifique définissant les modalités d'organisation, de fonctionnement du Comité et de participation de l'INJEP à celui-ci.

Dans ce cadre, la liste des membres du Comité sera établie par la Ville de Montpellier, en lien avec l'INJEP. Celui-ci se réunira en séance plénière au moins deux fois par an.

L'INJEP mobilisera deux chargés d'études et de recherche qui accompagneront la Ville de Montpellier dans la constitution du Comité et participeront aux travaux de celui-ci.

La convention précise par ailleurs les modalités de prise en charge de différents frais liés à la participation de l'INJEP au Comité, conformément aux dispositions définies par la Ville de Montpellier par différentes délibérations (n° 2010/573 et 2013/374) du Conseil municipal.

Ces mêmes modalités, définies par la Ville de Montpellier, seront appliquées aux membres du Comité Scientifique Consultatif ainsi qu'à des personnalités qui pourront être invités ponctuellement pour participer aux travaux du Comité.

Les frais concernés sont les suivants :

- Pour les frais de restauration, les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 30 € par repas (2 repas autorisés par jour),
- Pour les frais d'hébergement les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 180 €.
- Pour les frais de transports collectifs (train, avion, transports en commun), les dépenses autorisées sont plafonnées à 400 € pour le voyage Aller et 400 euros pour le voyage retour entre le lieu de résidence et la Ville de Montpellier (aller) et entre la Ville de Montpellier et le lieu de résidence (retour).
- Pour les déplacements en véhicule personnel, le remboursement se fait sur la base d'une indemnité kilométrique de 0,30 cts/km entre la Ville de résidence et Montpellier (aller), plafonnée à 400 € et de 0,30 cts/km entre Montpellier et la Ville de résidence (retour) plafonnée à 400 €.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat avec l'INJEP annexée à la présente délibération.
- d'adopter les modalités et conditions de prise en charge des frais de séjour des membres du Comité Scientifique Consultatif et de toute personnalité invitée à ces travaux,
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget 2014 du service jeunesse CRB 14000, fonction 924 222, nature 6257, ligne de crédit 16496.
- d'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



Institut national de la  
jeunesse et de l'éducation  
populaire

## CONVENTION DE PARTENARIAT



### Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP) relatif au Comité Consultatif Scientifique du projet de Cité de la Jeunesse

#### ENTRE LES SOUSSIGNÉS

- La Ville de Montpellier.  
1, place Georges Frêche  
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, en qualité de Maire, dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 3 février 2014

ci- après dénommée « La ville de **Montpellier**»,

D'une part

et

- L'Institut national de la Jeunesse et de l'Education populaire, l'**INJEP**  
Etablissement public administratif à caractère national, sous tutelle du Ministère de la jeunesse et de la vie associative  
95 avenue de France,  
75 650 PARIS

représenté par Monsieur **Olivier TOCHE** , en sa qualité de directeur, ci-après dénommé "l'**INJEP**"

D'autre part,



## **Preamble**

La Ville de Montpellier mène une politique volontariste en faveur des jeunes à l'échelle de son territoire au sein duquel 42 % des habitants ont moins de 30 ans (soit près de 115 000 habitants) et près de 30% ont entre 15 et 30 ans.

L'objectif aujourd'hui est d'amplifier les actions menées en direction des jeunes de 12 à 29 ans et faire en sorte que chaque jeune trouve ou retrouve sa citoyenneté sur le territoire montpellierain.

A cet effet, un Conseil Montpelliérain de la Jeunesse a été constitué et parmi les travaux engagés par celui-ci, un projet de création d'une Cité de la Jeunesse a été lancé.

La Ville de Montpellier et son Conseil Municipal ont acté la réalisation de ce projet à l'horizon 2017 au sein du nouveau quartier « EAI – Montcalm ».

Desservi à terme par la ligne 5 de tramway, ce projet prévoit la création d'un lieu de vie et d'animation sur un site unique, construit autour du Service Jeunesse de la Ville de Montpellier, en lien avec différents partenaires de la jeunesse et visant à répondre aux besoins des jeunes de tous horizons.

Ce projet permettra aussi de relocaliser l'Auberge de Jeunesse (en lien avec la Fédération Unie des Auberges de jeunesse - FUAJ) et d'augmenter sa capacité d'accueil.

Cette démarche, engagée par la Ville de Montpellier et le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, a abouti à l'obtention en juin 2013 du prix national « *dispositifs de participation innovants* » décerné par l'Association Nationale des Assemblées et des Conseils de Jeunes (ANACEJ).

Afin de mener et accompagner la réalisation de ce projet, différentes instances partenariales ont été constituées par la Ville de Montpellier, dont un Comité Scientifique Consultatif en lien étroit avec l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP).

L'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP), établissement public national placé sous la tutelle du Ministre chargé de la Jeunesse, a pour mission d'observer, d'analyser et d'évaluer les pratiques, les attentes des jeunes et les politiques publiques. Il contribue à la connaissance et à l'analyse des politiques en faveur de la jeunesse des autres pays, particulièrement ceux de l'Union européenne. Il exerce également une veille documentaire et constitue un centre de ressources pour les acteurs de la jeunesse et de l'éducation populaire. En cohérence et en complémentarité avec les missions décrites ci-dessus, cet établissement peut être amené à mettre en œuvre, à la demande du ministre chargé de la jeunesse ou en partenariat avec toute personne morale de droit public ou privé, des programmes spécifiques ou des activités de formation, d'études, de documentation et d'organisation de manifestations en faveur des jeunes.

L'INJEP a en outre été désigné comme agence nationale de mise en œuvre du programme européen « Jeunesse en action ».

### **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention de partenariat définit les modalités de participation de l'INJEP dans le cadre du Comité Scientifique Consultatif du projet Cité de la Jeunesse.

### **Article 2. Le Comité Scientifique Consultatif**

Le Comité Scientifique Consultatif sera placé sous la présidence de l'Elu délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante et du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse. L'INJEP assistera la ville de Montpellier dans la mise en place de ce Comité Scientifique Consultatif et y participera afin d'accompagner la réflexion de la ville et de ses partenaires dans la mise en œuvre du projet de la Cité de la Jeunesse.

Le Comité Scientifique Consultatif sera composé d'un panel de référents reconnus localement et nationalement pour leur expertise dans le domaine de la jeunesse.



La liste des membres du Comité Scientifique Consultatif sera établie par la Ville de Montpellier qui pourra s'appuyer le cas échéant sur les propositions de l'INJEP.

Les travaux du Comité permettront d'enrichir le concept de Cité de la Jeunesse avec une meilleure prise en compte des différentes problématiques des jeunes, son mode de gouvernance et la construction d'un lieu ouvert et approprié pour des jeunes.

Son point de vue par rapport au projet accompagnera les réflexions prospectives de la Ville à moyen terme au niveau de la citoyenneté (et son appropriation par les jeunes), de la place des jeunes dans l'espace public et des réflexions autour de Montpellier, Capitale du sud, ville Méditerranéenne.

Afin d'accompagner les travaux du Comité scientifique, deux agents (chargés d'études et de recherche) de l'INJEP seront désignés comme référents sur ce projet. Ils participeront aux réunions du Comité Scientifique Consultatif qui se réunira au moins deux fois par an et au plus quatre fois par an.

Dans le cas où l'INJEP serait sollicité pour des missions complémentaires, elles feront l'objet d'un avenant. L'INJEP facturera les journées de travail supplémentaires convenues au titre des avenants, conformément au tarif d'intervention approuvé par le Conseil d'Administration de l'INJEP.

### **Article 3. Modalités d'organisation des séances du Comité Scientifique Consultatif**

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre du projet, la Ville de Montpellier prévoit d'organiser au minimum deux réunions plénières du Comité par an avec la participation de l'INJEP.

Ces réunions se tiendront prioritairement à Montpellier mais pourront aussi se dérouler dans les locaux de l'INJEP à Paris, si accord conjoint de la Ville et de l'INJEP. En cas d'empêchement dirimant d'un des deux signataires, une autre date sera convenue.

En tant que de besoin, des groupes de travail spécifiques, émanant du Comité, pourront être organisés entre les réunions plénières du Comité. Les thématiques et la constitution de ces groupes seront validées conjointement par la Ville et l'INJEP.

### **Article 4. Mise à disposition de ressources documentaires, données et études**

La Ville de Montpellier et l'INJEP s'engagent à se communiquer mutuellement toutes ressources, études et informations nécessaires aux travaux du Comité Scientifique Consultatif dès lors qu'elles sont communicables.

### **Article 5. Modalités de prise en charge des frais par la Ville de Montpellier**

Conformément au règlement financier en vigueur défini par le Conseil Municipal, la Ville de Montpellier s'engage à prendre en charge, pour les personnes mandatées par l'INJEP au titre de la présente convention, les frais suivants :

- les frais de restauration,
- les frais d'hébergement,
- les frais de transports collectifs (train, avion et transports en commun),
- à titre exceptionnel et sur justification, les frais de déplacements en véhicule personnel.

Les remboursements au titre des différents frais se feront dans le cadre des limites définies dans le règlement financier de la Ville de Montpellier, annexé à la présente convention, sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement ou sur paiement direct par la Ville.

Pour les frais non réglés à l'avance par la ville de Montpellier, l'INJEP les facturera à la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à informer l'INJEP de toute modification des modalités de prise en charge des frais par le Conseil Municipal.

A noter que les mêmes modalités seront mises en œuvre pour l'ensemble des membres du Comité Consultatif Scientifique.





# ANNEXE 1

## Prise en charge des frais de déplacement des personnalités extérieures invitées

### Règlement Financier

Le paiement des frais de déplacement des personnes tierces invitées porte sur des dépenses à caractère exclusivement professionnel dans l'intérêt des affaires de la commune.

Seules les dépenses énumérées ci-dessous feront l'objet d'un remboursement ou d'une prise en charge directe par la Ville de Montpellier :

- Frais de restauration et d'hébergement liés à des colloques, interventions ou manifestations professionnelles.

Les remboursements des frais de restauration et d'hébergement se feront dans le cadre des limites définies ci-dessous au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement ou sur paiement direct par la Ville auprès des attributaires des marchés.

- Pour les frais de restauration, les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 30 € par repas (2 repas autorisés par jour)

- Pour les frais d'hébergement les dépenses quotidiennes autorisées sont plafonnées à 180 €

- Frais de déplacement (train, avion, transports en commun, véhicules personnels)

Les remboursements de frais de transports collectifs (train, avion, transports en commun) se feront dans le cadre des limites définies ci-dessous au réel sur présentation de pièces justificatives produites à l'appui du paiement ou sur paiement direct par la Ville auprès des attributaires des marchés.

- Pour les frais de transports collectifs (train, avion, transports en commun), les dépenses autorisées sont plafonnées à 400 € pour le voyage Aller et 400 euros pour le voyage retour entre le lieu de résidence et la Ville de Montpellier (aller) et entre la Ville de Montpellier et le lieu de résidence (retour).

- Pour les déplacements en véhicule personnel, le remboursement se fait sur la base d'une indemnité kilométrique de 0,30 cts/km entre la Ville de résidence et Montpellier (aller), plafonnée à 400 € et de 0,30 cts/km entre Montpellier et la Ville de résidence (retour) plafonnée à 400 €.



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Bourse Initiatives Jeunes 2014 Participation de la Ville

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, par la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de février, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2014 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **5 600 €**, et de la répartir de la manière suivante :

**Lorélia Somprou**, étudiante

« *Lighiona* »

Production culturelle

Réaliser un documentaire de 52 mn sur le loup des Carpates en Roumanie : « De l'antiquité à nos jours, le loup mangeur d'homme est-il un mythe ou une réalité ? ».

122

Diffusion dans la Maison pour tous Albert Camus et les réseaux scolaires de la Ville.

**Montant proposé : 1000 €**

**Elouan Le Dily**, en recherche d'emploi

« *L'envol et l'âme* »

Production culturelle

Réaliser un premier long métrage dramatique.

A son 19<sup>ème</sup> anniversaire, Emma, pour fuir l'ennui, accepte de se faire de l'argent facile. Ses rêves vont tourner au cauchemar.

Diffusion dans les festivals CINEMED et FestaFilm, Nestor Burma, UM3...

**Montant proposé : 800 €**

**Nathan Vigne**, en recherche d'emploi

« *Longue nuit* »

Production Culturelle

Réaliser un court-métrage d'une vingtaine de minutes.

En temps de guerre, huis clos dans une maison isolée, d'un amnésique et d'un inconnu.

Tournage prévu sur Montpellier et Murviel-lès-Montpellier.

Diffusion dans la Maison pour tous Frédéric Chopin, à l'IPEICC.

**Montant proposé : 1000 €**

**Lambert Paris**, étudiant

« *Lessen* »

Production culturelle

Enregistrer le premier album du groupe LESSEN de musique métal et post-hardcore et, organiser une release-party (concert gratuit pour fêter la sortie).

Album en écoute sur les bornes CD du service Jeunesse, participation à des manifestations Jeunesse.

**Montant proposé : 500 €**

**Anaïs Dalle-Nogare**, salariée

« *Naïa* »

Production culturelle

Enregistrer un premier EP et réaliser un clip vidéo.

De style jazz/soul et en collaboration avec le JAM.

Diffusion sur Divergence FM, partenariat avec Léo Lagrange, participation à des événements Ville.

**Montant proposé : 1000 €**

**Marion Notte**, en recherche d'emploi

« *Prémices* »

Production culturelle

Créer un spectacle autour des nouvelles d'Anton Tchekhov.

Projet artistique et pédagogique à destination du public Jeune.

Diffusion dans le réseau des Maisons pour tous de la Ville dès septembre 2014.

**Montant proposé : 300 €**

**Sophie Thomas**, salariée

« *Linge Records, on est dans de beaux draps* »

Production culturelle

Projet fédérateur et pluridisciplinaire pour sensibiliser le public aux musiques expérimentales et à la création contemporaine avec des expositions collectives, des installations sonores, vidéos, des concerts et des performances.

A la Galerie St Ravy du 28 mars au 8 avril avec une avant-première à l'Espace Montpellier Jeunesse.

**Montant proposé : 1000 €**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**



- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **5 600 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2014,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Jeunesse

### Cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2014

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre de sa politique jeunesse et en lien avec son Conseil Montpellierain de la Jeunesse, la Ville de Montpellier a décidé en 2013, d'adhérer à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ).

Cette association est née il y a vingt-deux ans d'une volonté d'élus locaux. Elle a pour objectif de permettre aux enfants et aux jeunes d'exercer leur droit à la participation tel que défini par la Convention internationale des droits de l'enfant.

C'est aujourd'hui un espace de rencontre de toutes les initiatives et de tous les acteurs de cette participation dans leur diversité : de statut, de territoire, de lieu, de types et de taille de collectivités.

Elle permet également aux élus des collectivités territoriales (villes, intercommunalités, départements et régions) en charge de la délégation jeunesse, de se retrouver autour d'un réseau, afin de travailler ensemble sur les politiques publiques en direction des jeunes.

Pour le projet de la Cité de la Jeunesse, la Ville de Montpellier et son Conseil Montpellierain de la Jeunesse, ont reçu en 2013 un prix décerné par l'ANACEJ, catégorie "Jeunes Citoyens".

Par ailleurs, à l'invitation de la Ville de Montpellier, l'Assemblée Générale de l'ANACEJ devrait être organisée à Montpellier en juin 2014.

En conséquence, et au vu de l'intérêt pour la Ville de Montpellier des actions menées par l'association, il est proposé de renouveler cette adhésion pour l'exercice 2014.



Les crédits seront à prélever sur les crédits 2014 du service jeunesse, au chapitre 924, nature 6281.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
924	6281	Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	5 132,22 €

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- d'accepter le versement de la cotisation à l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) pour l'année 2014,
- de prélever la dépense pour un montant de 5 132,22 € sur les crédits inscrits au budget 2014 du service Jeunesse chapitre 924,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Cité des Métiers de Montpellier Conventions relatives aux contributions des partenaires

Marc DUFOUR rapporte :

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels, spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public, et afin de permettre l'ouverture prochaine de la Cité des Métiers, des conventions relatives aux contributions des partenaires ont été approuvées par le conseil municipal du 16 décembre 2013 avec les acteurs suivants :

- la Communauté d'agglomération de Montpellier.
- La Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier.
- Pôle Emploi.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie territoriale de Montpellier.
- Face Hérault.
- La BGE (Boutique de gestion des entreprises).
- Cap Emploi.
- Les Universités Montpellier 1, Montpellier 2 et Montpellier 3.

La signature de ces conventions contractualise ainsi l'engagement des partenaires à mobiliser et mutualiser des moyens pour permettre le fonctionnement de la Cité des Métiers sur trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.



- Un espace Evènementiel autour d'ateliers et d'Informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

D'autres partenaires du projet ayant fait part de leur volonté de contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers, il convient de signer des conventions entre la Ville de Montpellier, détentrice à ce jour du Label Projet « Cité des Métiers », avec chacun d'entre-eux, selon les modalités suivantes :

- **La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Hérault** à hauteur d'une demi-journée par semaine sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **L'AFPA** (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) à hauteur de deux demi-journées par mois sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **Pléiades Emploi** (Association de développement de services à la personne), à hauteur de deux demi-journées par mois sur l'organisation de réunions d'information collective ou l'organisation d'évènements, ainsi que la mise à disposition de documentation ;
- **NOUAS Association** (organisme de formation et d'insertion socioprofessionnelle) à hauteur de deux demi-journées par mois sur les pôles de conseil ainsi qu'une participation à l'organisation d'évènements ;
- **Le CRIJ** (Centre Régional d'Information Jeunesse) sur l'organisation d'évènements et la mise à disposition de documentation.

Ces conventions, d'une durée de un an, prendront fin dès la constitution du Groupement d'Intérêt Public « Cité des Métiers ».

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver les conventions relatives aux contributions des partenaires au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier annexées à la présente délibération.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

## CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER

### ET NOUAS ASSOCIATION (organisme de formation et d'insertion socioprofessionnelle) RELATIVE AUX MODALITES DE CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE LA CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

#### ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier », D'UNE PART,

Et NOUAS ASSOCIATION

Dénommé ci-après le « partenaire »

Située 925 rue d'Alco, La Pergola

34080 MONTPELLIER

Représenté par Monsieur Abdelhak HARRAGA, Directeur

D'AUTRE PART,

#### PREAMBULE

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

NOUAS ASSOCIATION est un des partenaires de la Cité des Métiers et futur Membre Associé du Groupement d'Intérêt Public Cité des Métiers.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public prochainement, la Ville de Montpellier et les partenaires de la Cité des Métiers, dont NOUAS ASSOCIATION ont décidé de déterminer par conventions bi-latérales les contributions nécessaires à l'ouverture de la Cité des Métiers de Montpellier.

Cette ouverture, conformément à ce que prévoit le label "Projet" obtenu, doit permettre de préfigurer la structuration finale de la Cité des Métiers autour du futur Groupement d'Intérêt Public, dans le cadre duquel pourra ensuite être sollicité auprès d'Universcience l'obtention du label «Fonctionnement».

Sera ainsi assurée, par cette ouverture, la nécessaire montée en charge de l'activité de la structure selon ses trois grands axes d'interventions :



- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multi-média en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Évènementiel autour d'ateliers et d'informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

Afin de permettre cette ouverture de la Cité des Métiers, la Ville de Montpellier met à disposition des locaux dédiés au sein de l'ancien Hôtel de Ville ainsi qu'une équipe-projet chargée d'assurer la coordination et l'animation du dispositif.

NOUAS ASSOCIATION s'engage à contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier selon les modalités définies dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution du partenaire à la Cité des Métiers de Montpellier, dans l'attente de la constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cité des métiers de Montpellier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable. A la constitution du GIP Cité des Métiers, cette convention prendra automatiquement fin.

#### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONTRIBUTION**

Les modalités de contribution du partenaire au fonctionnement de la Cité des métiers sont :

- La participation sous la forme d'une ressource quotidienne sans contrepartie financière sur l'un des pôles conseil de la Cité des Métiers (information de premier niveau) à hauteur de 2 demi-journées/mois.
- L'organisation d'événements et de manifestations de la Cité des métiers,
- La mise à disposition de documentation.

#### **ARTICLE 4 : REGLES STATUTAIRES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS EN MOYENS HUMAINS**

Les personnes ressources mobilisées par le partenaire intervenant dans les locaux de la Cité des Métiers restent régies par les règles statutaires en vigueur du partenaire et restent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de leur responsable hiérarchique.

Les activités des personnes ressources au sein de la Cité des Métiers seront coordonnées par le Directeur de la Cité des Métiers conformément au planning d'intervention validé en commun.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION - RESILIATION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations, les partenaires pourront mettre fin à leur collaboration et dénoncer la présente convention, à tout moment, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée restée sans effet pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 6 : LITIGES**

Avant toute saisine de la juridiction les parties se rapprocheront pour tenter de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune désignera une personne de son choix en qualité de médiateur. A défaut d'accord, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

Fait à Montpellier en deux exemplaires

Le

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

POUR NOUAS ASSOCIATION

Le Directeur

Abdelhak HARRAGA



## CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER

### ET L'AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) RELATIVE AUX MODALITES DE CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE LA CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

#### ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier », D'UNE PART,

#### Et l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes – AFPA

Dénommé ci-après le « partenaire »

Située au 12 rue Jean Mermoz, 34430 Saint Jean de Védas, représenté par Patrick VERNAY, directeur du centre de formation.

D'AUTRE PART,

#### PREAMBULE

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

L'AFPA association pour la Formation Professionnelle des Adultes est un des partenaires de la Cité des Métiers et futur Membre Associé du Groupement d'Intérêt Public Cité des Métiers.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public prochainement, la Ville de Montpellier et les partenaires de la Cité des Métiers, dont l'AFPA, ont décidé de déterminer par conventions bilatérales les contributions nécessaires à l'ouverture de la Cité des Métiers de Montpellier.

Cette ouverture, conformément à ce que prévoit le label "Projet" obtenu, doit permettre de préfigurer la structuration finale de la Cité des Métiers autour du futur Groupement d'Intérêt Public, dans le cadre duquel pourra ensuite être sollicité auprès d'Universcience l'obtention du label «Fonctionnement».

Sera ainsi assurée, par cette ouverture, la nécessaire montée en charge de l'activité de la structure selon ses trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Événementiel autour d'ateliers et d'informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

Afin de permettre cette ouverture de la Cité des Métiers, la Ville de Montpellier met à disposition des locaux dédiés au sein de l'ancien Hôtel de Ville ainsi qu'une équipe-projet chargée d'assurer la coordination et l'animation du dispositif.

L'AFPA s'engage à contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier selon les modalités définies dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution du partenaire à la Cité des Métiers de Montpellier, dans l'attente de la constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cité des métiers de Montpellier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable. A la constitution du GIP Cité des Métiers, cette convention prendra automatiquement fin.

#### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONTRIBUTION**

Les modalités de contribution du partenaire au fonctionnement de la Cité des métiers sont :

- La participation sous la forme d'une ressource quotidienne sans contrepartie financière sur l'un des pôles Conseil de la Cité des Métiers (information de premier niveau) à hauteur de deux demi-journées par mois ;
- L'organisation d'événements et de manifestations de la Cité des métiers, à raison d'un événement par trimestre a minima, dont la programmation est à définir conjointement, principalement sur le champ :
  - des « Infos Métiers »,
  - des « journées thématiques » autour de la découverte des métiers,
  - des semaines sectorielles sur les « secteurs en tension » ;
- La mise à disposition de documentation (papier et numérique) sur les métiers et les formations afférentes.



#### **ARTICLE 4 : REGLES STATUTAIRES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS EN MOYENS HUMAINS**

Les personnes ressources mobilisées par le partenaire intervenant dans les locaux de la Cité des Métiers restent régies par les règles statutaires en vigueur du partenaire et restent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de leur responsable hiérarchique.

Les activités des personnes ressources au sein de la Cité des Métiers seront coordonnées par le Directeur de la Cité des Métiers conformément au planning d'intervention validé en commun.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION - RESILIATION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations, les partenaires pourront mettre fin à leur collaboration et dénoncer la présente convention, à tout moment, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée restée sans effet pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 6 : LITIGES**

Avant toute saisine de la juridiction les parties se rapprocheront pour tenter de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune désignera une personne de son choix en qualité de médiateur. A défaut d'accord, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

Fait à Montpellier en deux exemplaires

Le

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

POUR l'AFPA

Madame le Maire

Le Directeur

Hélène MANDROUX

Patrick VERNAY

## CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER

### ET PLEIADES EMPLOI (Association de développement de services à la personne), RELATIVE AUX MODALITES DE CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE LA CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

#### ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier », D'UNE PART,

Et PLEIADES EMPLOI

Dénommé ci-après le « partenaire »

Sis 164 rue des Albatros 34000 Montpellier représenté par Sylvie BUFFALON, Présidente

D'AUTRE PART,

#### PREAMBULE

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

PLEIADES EMPLOI, Association de développement de services à la personne, est un des partenaires de la Cité des Métiers et futur Membre Associé du Groupement d'Intérêt Public Cité des Métiers.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public prochainement, la Ville de Montpellier et les partenaires de la Cité des Métiers, dont PLEIADES EMPLOI, ont décidé de déterminer par conventions bilatérales les contributions nécessaires à l'ouverture de la Cité des Métiers de Montpellier.

Cette ouverture, conformément à ce que prévoit le label "Projet" obtenu, doit permettre de préfigurer la structuration finale de la Cité des Métiers autour du futur Groupement d'Intérêt Public, dans le cadre duquel pourra ensuite être sollicité auprès d'Universcience l'obtention du label «Fonctionnement».



Sera ainsi assurée, par cette ouverture, la nécessaire montée en charge de l'activité de la structure selon ses trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Événementiel autour d'ateliers et d'informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

Afin de permettre cette ouverture de la Cité des Métiers, la Ville de Montpellier met à disposition des locaux dédiés au sein de l'ancien Hôtel de Ville ainsi qu'une équipe-projet chargée d'assurer la coordination et l'animation du dispositif.

PLEIADES EMPLOI s'engage à contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier selon les modalités définies dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution du partenaire à la Cité des Métiers de Montpellier, dans l'attente de la constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cité des métiers de Montpellier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable. A la constitution du GIP Cité des Métiers, cette convention prendra automatiquement fin.

#### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONTRIBUTION**

Les modalités de contribution du partenaire au fonctionnement de la Cité des métiers sont :

- La participation sous la forme d'une ressource bimensuelle sans contrepartie à hauteur de 2 demi-journées par mois, pour l'animation de réunions d'information collective sur les métiers de l'aide à domicile.
- L'organisation d'événements et de manifestations de la Cité des métiers, principalement sur le champ des emplois de l'aide à domicile.
- La mise à disposition de documentation (flyers, brochures, affichettes)

#### **ARTICLE 4 : REGLES STATUTAIRES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS EN MOYENS HUMAINS**

Les personnes ressources mobilisées par le partenaire intervenant dans les locaux de la Cité des Métiers restent régies par les règles statutaires en vigueur du partenaire et restent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de leur responsable hiérarchique.

Les activités des personnes ressources au sein de la Cité des Métiers seront coordonnées par le Directeur de la Cité des Métiers conformément au planning d'intervention validé en commun.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION - RESILIATION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations, les partenaires pourront mettre fin à leur collaboration et dénoncer la présente convention, à tout moment, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée restée sans effet pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 6 : LITIGES**

Avant toute saisine de la juridiction les parties se rapprocheront pour tenter de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune désignera une personne de son choix en qualité de médiateur. A défaut d'accord, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

Fait à Montpellier en deux exemplaires,

Le

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

POUR PLEIADES EMPLOI

La Présidente

Sylvie BUFFALON



## CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER

### ET le CRIJ (Centre Régional Information Jeunesse Languedoc Roussillon) RELATIVE AUX MODALITES DE CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE LA CITE DES METIERS DE MONTPELLIER

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014.

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier », D'UNE PART,

Et le **Centre Régional Information Jeunesse Languedoc Roussillon - CRIJ**

Dénommé ci-après le « partenaire »

Situé 3 avenue Charles Flahault 34094 Montpellier Cedex 5 représenté par Roselyne LESQUER, Présidente

D'AUTRE PART,

#### PREAMBULE

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

Le CRIJ, est un des partenaires de la Cité des Métiers et futur Membre Associé du Groupement d'Intérêt Public Cité des Métiers.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public prochainement, la Ville de Montpellier et les partenaires de la Cité des Métiers, dont le CRIJ, ont décidé de déterminer par conventions bilatérales les contributions nécessaires à l'ouverture de la Cité des Métiers de Montpellier.

Cette ouverture, conformément à ce que prévoit le label "Projet" obtenu, doit permettre de préfigurer la structuration finale de la Cité des Métiers autour du futur Groupement d'Intérêt Public, dans le cadre duquel pourra ensuite être sollicité auprès d'Universcience l'obtention du label «Fonctionnement».

Sera ainsi assurée, par cette ouverture, la nécessaire montée en charge de l'activité de la structure selon ses trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.
- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Événementiel autour d'ateliers et d'informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

Afin de permettre cette ouverture de la Cité des Métiers, la Ville de Montpellier met à disposition des locaux dédiés au sein de l'ancien Hôtel de Ville ainsi qu'une équipe-projet chargée d'assurer la coordination et l'animation du dispositif.

Le CRIJ s'engage à contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier selon les modalités définies dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution du partenaire à la Cité des Métiers de Montpellier, dans l'attente de la constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cité des métiers de Montpellier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable. A la constitution du GIP Cité des Métiers, cette convention prendra automatiquement fin.

#### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONTRIBUTION**

Les modalités de contribution du partenaire au fonctionnement de la Cité des métiers sont :

- L'organisation d'événements et de manifestations de la Cité des métiers ;
- La mise à disposition de documentation (guides 1<sup>er</sup> emploi du CRIJ).

#### **ARTICLE 4 : REGLES STATUTAIRES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS EN MOYENS HUMAINS**

Les personnes ressources mobilisées par le partenaire intervenant dans les locaux de la Cité des Métiers restent régies par les règles statutaires en vigueur du partenaire et restent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de leur responsable hiérarchique.

Les activités des personnes ressources au sein de la Cité des Métiers seront coordonnées par le Directeur de la Cité des Métiers conformément au planning d'intervention validé en commun.



#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION - RESILIATION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations, les partenaires pourront mettre fin à leur collaboration et dénoncer la présente convention, à tout moment, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée restée sans effet pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 6 : LITIGES**

Avant toute saisine de la juridiction les parties se rapprocheront pour tenter de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune désignera une personne de son choix en qualité de médiateur. A défaut d'accord, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

Fait à Montpellier en deux exemplaires

Le

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

Madame le Maire

Hélène MANDROUX

POUR LE CRIJ

La Présidente

Roselyne LESQUER

**CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER  
ET LA CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE L'HERAULT RELATIVE AUX MODALITES DE  
CONTRIBUTION AU FONCTIONNEMENT DE LA CITE DES METIERS DE MONTPELLIER**

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par son Maire en exercice, Mme Hélène MANDROUX Maire, dûment habilitée aux fins des présentes par la délibération 2013 du Conseil Municipal en date du 17 Février 2014.

Ci-après dénommée, « Ville de Montpellier », D'UNE PART,

Et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault  
Dénommé ci-après le « partenaire »  
Situé 44 avenue Saint Lazare 34 000 Montpellier, représenté par...

D'AUTRE PART,

**PREAMBULE**

Par délibération en date du 22 juillet 2013, le conseil municipal a approuvé à l'unanimité la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public de la Cité des Métiers de Montpellier pour laquelle la Ville de Montpellier a obtenu, grâce à l'implication des partenaires, le label « Projet » auprès d'Universcience.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault est un des partenaires de la Cité des Métiers et futur Membre Fondateur du Groupement d'Intérêt Public Cité des Métiers.

Ce Groupement d'Intérêt Public constituera la structure de pilotage et d'animation de la Cité des Métiers de Montpellier autour de membres fondateurs, de membres associés et de partenaires opérationnels spécialistes de l'emploi, de la formation et de l'orientation.

Dans l'attente de la création effective de ce Groupement d'Intérêt Public prochainement, la Ville de Montpellier et les partenaires de la Cité des Métiers, dont la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, ont décidé de déterminer par conventions bilatérales les contributions nécessaires à l'ouverture de la Cité des Métiers de Montpellier.

Cette ouverture, conformément à ce que prévoit le label "Projet" obtenu, doit permettre de préfigurer la structuration finale de la Cité des Métiers autour du futur Groupement d'Intérêt Public, dans le cadre duquel pourra ensuite être sollicité auprès d'Universcience l'obtention du label «Fonctionnement».

Sera ainsi assurée, par cette ouverture, la nécessaire montée en charge de l'activité de la structure selon ses trois grands axes d'interventions :

- Les Pôles de conseil : Choisir son orientation, Aller vers l'emploi et Créer son activité.



- Un espace Documentation et Multimédia en libre accès sur l'emploi, les métiers et les formations.
- Un espace Événementiel autour d'ateliers et d'informations Métiers, de journées thématiques et semaines sectorielles.

Afin de permettre cette ouverture de la Cité des Métiers, la Ville de Montpellier met à disposition des locaux dédiés au sein de l'ancien Hôtel de Ville ainsi qu'une équipe-projet chargée d'assurer la coordination et l'animation du dispositif.

La Chambre des Métiers et d'Artisanat de l'Hérault s'engage à contribuer au fonctionnement de la Cité des Métiers de Montpellier selon les modalités définies dans le cadre de la présente convention de partenariat.

Il a donc été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de contribution du partenaire à la Cité des Métiers de Montpellier, dans l'attente de la constitution du Groupement d'Intérêt Public (GIP) Cité des métiers de Montpellier.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable. A la constitution du GIP Cité des Métiers, cette convention prendra automatiquement fin.

#### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONTRIBUTION**

Les modalités de contribution du partenaire au fonctionnement de la Cité des métiers sont :

- La participation sous la forme d'une ressource quotidienne sans contrepartie financière sur l'un des pôles Conseil de la Cité des Métiers (information de premier niveau) à hauteur d'une demi-journée par semaine ;
- L'organisation d'événements et de manifestations de la Cité des métiers ;
- La mise à disposition de documentation.

#### **ARTICLE 4 : REGLES STATUTAIRES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS EN MOYENS HUMAINS**

Les personnes ressources mobilisées par le partenaire intervenant dans les locaux de la Cité des Métiers restent régies par les règles statutaires en vigueur du partenaire et restent sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de leur responsable hiérarchique.

Les activités des personnes ressources au sein de la Cité des Métiers seront coordonnées par le Directeur de la Cité des Métiers conformément au planning d'intervention validé en commun.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION - RESILIATION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations, les partenaires pourront mettre fin à leur collaboration et dénoncer la présente convention, à tout moment, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée restée sans effet pendant un délai d'un mois.

#### **ARTICLE 6 : LITIGES**

Avant toute saisine de la juridiction les parties se rapprocheront pour tenter de régler à l'amiable les litiges nés à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chacune désignera une personne de son choix en qualité de médiateur. A défaut d'accord, la partie la plus diligente saisira le tribunal compétent.

Fait à Montpellier en deux exemplaires

Le .....

POUR LA VILLE DE MONTPELLIER

POUR LA CHAMBRE DE METIERS ET DE  
L'ARTISANAT

Madame le Maire

Monsieur le Président

Hélène MANDROUX

Claude LOPEZ



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Emploi et insertion par l'économie Cotisation au réseau Cité des Métiers

Marc DUFOUR rapporte :

Le Réseau des Cités des Métiers, créé le 18 octobre 2001, a pour but :

- de fédérer les Cités des Métiers «labellisées»,
- d'assurer le lien avec celles qui sont candidates au label,
- d'assurer une représentation de ces structures auprès des institutions nationales et internationales,
- d'organiser l'échange des pratiques entre les différentes cités des métiers,
- de favoriser l'émergence et la conduite de projets communs,
- d'apporter un appui aux projets de création de plates-formes,
- de favoriser des études ou des actions de communication concernant l'insertion, la formation ou l'activité professionnelles.

En lien avec l'ouverture prochaine de la Cité des Métiers de Montpellier, la Ville de Montpellier a obtenu le renouvellement du Label « Projet » pour une année supplémentaire, auprès du Réseau Cité des Métiers d'Universcience.

Il est donc proposé de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau des Cités des Métiers et de valider le versement de la cotisation pour l'exercice 2014, d'un montant de 1 000€.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association « Réseau des Cités des Métiers »,
- D'accepter le versement de la cotisation au Réseau des Cités des Métiers d'un montant de 1 000 €,
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 1000 € sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville au chapitre 925, nature 6281,

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## MONTPELLIER GRAND COEUR

### Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Marc DUFOUR rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, et étendue par la délibération du 17 juin 2013 n°2013/237 élargissant le périmètre, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15% sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14.000 € HT).

Après validation du programme de travaux par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

SARL LE GRAIN DES MOTS, Mme Huille, 13 bd Jeu de Paume	4 721,50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	2 698,00 €
<i>Part Etat ( FISAC )</i>	2 023,50 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 2 698,00 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2014 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention d'occupation du domaine public - Manège de chevaux de bois de la Comédie - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation d'un manège de chevaux de bois, pour une durée de 6 ans, place de la Comédie, a été lancé par la Ville au mois d'octobre pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 7 novembre 2013, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Daniel BEAUMONT, titulaire actuel de l'occupation du domaine public pour ce manège.

L'analyse des offres a été réalisée selon les critères suivants :

#### 1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine et motivation du candidat.

#### 2) Dossier commercial

- Visuel du manège (état général),  
- Politique tarifaire,  
- Horaires d'ouverture,  
- Cohérence du projet par rapport au lieu (tranche d'âge du public visé, insertion dans le domaine public)

#### 3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet  
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par M Beaumont, professionnel dans son domaine qui exploite depuis 1988 le carrousel est très satisfaisante pour plusieurs motifs. M Beaumont est un professionnel reconnu et expérimenté dans son domaine d'activité. Il propose de mettre en service un nouveau carrousel avec une esthétique et des dimensions identiques à celui actuellement installé tout en maintenant les tarifs déjà pratiqués. Ce projet qu'il paraît tout à fait à même de porter financièrement est particulièrement adapté à la place de la Comédie, place emblématique de la Ville.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 10.080 euros annuels, réévalué de 3% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider l'attribution de la concession du manège de chevaux de bois de la place de la Comédie à Monsieur Daniel BEAUMONT,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



**DIRECTION  
DE L'ESPACE PUBLIC**

SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

**MANEGE DE CHEVAUX DE BOIS  
PLACE DE LA COMEDIE**

**CONVENTION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC**

**E N T R E**

- la Ville de Montpellier, Mairie de Montpellier, 1 Place Georges Frêche, 34267 MONTPELLIER Cedex 02, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008,

d'une part,

**E T**

- M. Daniel Beaumont 6 avenue de L'Europe résidence Le Reymar place des tritons 34 280 La Grande Motte

d'autre part.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1er - OBJET**

La Ville de Montpellier accorde à M. Daniel Beaumont, qui accepte, l'autorisation d'exploiter un manège de chevaux de bois de type carrousel situé sur la place de la Comédie, à l'angle des rues Maguelone et Vanneau, aux conditions déterminées ci-après.

Le manège, composé d'un plateau tournant et cabine technique sera exploité conformément à toutes les normes de garantie de sécurité afférentes à ce type d'installation et soumis aux visites périodiques des matériels par un organisme agréé.

Le choix des couleurs et des décors sera adapté au site d'installation et à l'environnement du manège. Tout changement de manège devra être approuvé par la Ville.

En aucun cas une autre attraction ou un autre commerce ne pourra remplacer ce manège de chevaux de bois de type carrousel.

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale. L'exploitant dispose d'un délai de six mois pour

créer une société dédiée à l'exploitation de la présente convention et en transmettre les statuts à la Ville.

La convention étant conclue "intuitu personae", l'occupant ne pourra céder son droit né de la présente, ni sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux, tout ou partie de celui-ci.

## **ARTICLE 2 – EMBLACEMENT REMISE DES LIEUX – ETAT DES LIEUX**

L'emplacement est situé sur la place de la Comédie, à l'angle des rues Maguelone et Vanneau.

Il sera fait un état des lieux contradictoire du sol avant l'installation du manège et au terme de la convention.

## **ARTICLE 3 - DUREE de l'AUTORISATION**

La présente convention est consentie pour une durée de 6 ans à compter de la signature de la présente convention.

A l'expiration, aucune indemnité n'est due au bénéficiaire qui reste propriétaire de ses installations.

## **ARTICLE 4 - REDEVANCE**

L'occupant versera à la Ville de Montpellier une somme annuelle de 10.080€uros, payable en 12 mensualités de 840€, exigibles avant le 5 de chaque mois à compter de la signature de la présente. Cette redevance sera ensuite réévaluée de 3 % au 1er janvier de chaque année.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION**

a) les aménagements du manège d'enfants doivent être réalisés en respect de la loi n° 2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machies et installations pour fetes foraines ou parcs d'attractions et du décret d'application n°2008-1458 du 30 décembre 2008 y afférent.

b) l'occupant veillera à la propreté et à l'hygiène de son installation et des alentours ; il devra s'équiper d'un matériel convenable et suffisant pour son occupation,

Il devra assurer par tout moyen à sa charge la récupération des huiles et graisses usées s'écoulant des engrenages de son installation et protéger le sol de toute fuite.

c) Il devra se conformer aux directives de la Ville en matière de raccordement au réseau électrique. Il assurera la responsabilité de celui-ci et en supportera les frais d'installation et de maintenance,

d) les jours et heures d'ouverture du manège sont fixés librement par le concessionnaire. Il supportera sans indemnité les fermetures exceptionnelles du fait de travaux entrepris par la Ville pour des manifestations nécessitant une fermeture temporaire du manège.



Il supportera, à la requête de la Ville, sans indemnité de quelque nature que ce soit le déplacement éventuel de son installation pour travaux d'aménagement, de modification de la place de la place de la Comédie.

Le niveau de la sonorisation de l'occupation ne devra en aucun cas constituer une nuisance pour les usagers de la place Cardinal Verdier et restera à un niveau de musique d'ambiance légère.

e) aucune autre activité commerciale ne pourra être exercée que l'exploitation d'un manège de chevaux de bois de type carrousel en ces lieux par l'occupant.

En particulier la vente de boissons, bonbons, comestibles et glaces à consommer sur place est interdite.

#### **ARTICLE 6 - CHARGES**

L'occupant aura à sa charge les consommations d'électricité.

Il fera son affaire des différents abonnements et contrats à souscrire de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée, ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles, mobilières, et autres impôts et taxes de toute nature afférents à l'occupation par son établissement du domaine public.

#### **ARTICLE 7 - ASSURANCES**

L'occupant fera son affaire de toute assurance garantissant sa responsabilité à l'occasion des accidents de quelque nature qu'ils soient, qui pourraient être occasionnés par ses installations ou du fait de son exploitation (en particulier les polices d'assurances couvrant les risques d'incendie et de responsabilité civile). Il devra justifier auprès de la Ville de l'accomplissement de cette formalité.

En outre, il s'oblige à relever et à garantir la Ville en cas de mise en jeu de la responsabilité de cette dernière, en raison de l'exercice de son activité.

#### **ARTICLE 8 - RESILIATION**

##### **ARTICLE 8 – RESILIATION**

8 – 1 – La Ville se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis de trois mois pour nécessité de service et motif d'intérêt général, tels que par exemple, exécution de travaux publics et modification des plans de circulation, sans que l'exploitant puisse prétendre à indemnité.

8 – 2 – Toute modification qui serait de nature à changer la forme juridique de la société occupante, la personne de son représentant, ou la répartition du capital social devra être notifiée à la Ville qui, dans les deux mois, se réserve la faculté de résilier la présente convention, sauf cas de force majeure (décès, incapacité, longue maladie).

8 – 3 – A défaut d'exécution de l'une des clauses de la présente convention faisant l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet dans un délai de un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant 2 trimestres consécutifs, la Ville peut résilier la convention par simple courrier recommandé avec accusé de réception. L'exploitant n'aura alors droit à aucune indemnité.

Considérant la situation privilégiée de l'occupation consentie et la nécessité que celle-ci ne puisse en aucune façon détériorer l'image de l'espace public considéré (secteur sauvegardé, monuments historiques...), les mêmes conditions de résiliation sont ouvertes à la Ville en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue de l'occupant.

#### **ARTICLE 9 - CONTESTATIONS**

Les contestations qui s'élèveraient sont du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

L'occupant,

Le Maire,

Daniel Beaumont

Hélène MANDROUX



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL. ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention d'occupation du domaine public - Skate park de la Mosson - Kiosque alimentaire - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

Un avis d'appel à candidature pour l'occupation d'un kiosque alimentaire attenant au skate park, situé Avenue Professeur Blayac à l'angle de la rue Emile Picard à Montpellier, d'une superficie d'environ 20 m2 et faisant partie du domaine public communal, a été lancé en novembre 2013 pour en désigner le futur exploitant.

A la clôture de l'appel d'offre, le 5 décembre 2013, deux dossiers de candidature ont été déposés : Monsieur El Houssain LOUALI et Monsieur Ahmid LAOUKIRI.

Les projets ont été analysés au regard des critères suivants indiqués dans l'appel d'offre :

#### Dossier personnel (20%)

- Expérience professionnelle dans le domaine de la restauration,
- Motivation du candidat.

#### Dossier commercial (40 %)

- Gamme de produits proposés,
- Politique tarifaire,
- Horaires d'ouverture,
- Cohérence du projet par rapport au lieu

#### Dossier financier (40 %)

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement.

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de Monsieur Ahmid LAOUKIRI est la plus intéressante au vu des critères ci-dessus. Il a une formation et une expérience professionnelle dans le domaine de

la restauration. Le dossier commercial présenté en terme de carte, prix et horaires d'ouverture correspond au lieu. Le dossier financier présente des garanties plus fortes que celui de M Louali.

La concession porte sur une durée de 6 ans et montant de la redevance annuelle est fixé à 5 088 Euros , réévalué de 3% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

De décider l'attribution de la concession du kiosque alimentaire du skate park de la Mosson à M Ahmid LAOUKIRI ,

D'approuver le projet de convention joint,

D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



**KIOSQUE ALIMENTAIRE  
SKATE PARC  
AVENUE DU PROFESSEUR BLAYAC**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU  
DOMAINE PUBLIC**

**ENTRE**, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place Francis Ponge - 34064 MONTPELLIER CEDEX 2 représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 15 novembre 2007, désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

**ET**, d'autre part :

- Monsieur Ahmid Laoukiri Esc 19 Les Gémeaux 65 cour des provinces 34 080 Montpellier

Désigné par les termes «*l'occupant*».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Objet**

La présente convention a pour objet, l'occupation d'un kiosque à usage de restauration rapide, vente à emporter, propriété de la Ville de Montpellier situé Avenue du Professeur Blayac à l'angle de la rue des Aérostiers, et faisant partie du domaine public communal, d'une superficie de 19.65 m<sup>2</sup>. Une terrasse de 20m<sup>2</sup> fait partie prenante de la présente convention.

L'occupant se déclarant le bien connaître.

L'occupant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son exploitation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'exploitation de son établissement.

L'occupation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable. L'exploitant dispose d'un délai de six mois pour créer une société dédiée à l'exploitation de la présente convention et en transmettre les statuts à la Ville.

**ARTICLE 2 - Régime**

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'occupant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

### **ARTICLE 3 - Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature de la présente convention.

### **ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux**

L'occupant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'occupant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'occupant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais.

L'occupant devra faire approuver au préalable par la Ville tous travaux et aménagements qu'il désire effectuer. A cette fin, un dossier complet et explicite sera déposé en Mairie, au moins deux mois avant le début des travaux.

De même, ces travaux devront recevoir avant leur réception, l'accord de la Ville. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'occupant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'occupant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'occupant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'occupant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros œuvre qui seront rendus nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'occupant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'occupant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

### **ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire**



L'occupant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, la taxe professionnelle et autres impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation de son kiosque.

#### **ARTICLE 6 - Assurances**

L'occupant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'occupant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'occupant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'occupant.

L'occupant devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions. Il devra, par la suite, pouvoir en justifier la prorogation à toute demande de la collectivité.

#### **ARTICLE 7- Conditions financières**

L'occupant versera à la Ville de Montpellier une somme annuelle de 5088 Euros, payable en 12 mensualités de 424€, exigibles avant le 5 de chaque mois à compter de la signature de la présente. Cette redevance sera ensuite réévaluée de 3 % au 1er janvier de chaque année.

#### **ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation**

L'occupant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité et de sécurité.

Il fera son affaire de l'obtention des licences nécessaires au fonctionnement de son commerce.

Il sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Le tarif des repas et consommations sera constamment affiché, de manière apparente, et les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

#### **ARTICLE 9 - Fin de la Convention**

##### *9.1 - Obligation de l'occupant à la fin de la convention*

Au terme normal de la convention, l'occupant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'occupant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, elle remboursera à l'occupant, ou obligera le ou les nouveaux occupants, à lui rembourser, les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, « valeur à dire d'expert » ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'occupant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'occupant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit occupant.

#### **ARTICLE 10 - RESILIATION**

10 – 1 – La Ville se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis de trois mois pour nécessité de service et motif d'intérêt général, tels que par exemple, exécution de travaux publics et modification des plans de circulation, sans que l'exploitant puisse prétendre à indemnité.

10 – 2 – Toute modification qui serait de nature à changer la forme juridique de la société occupante, la personne de son représentant, ou la répartition du capital social devra être notifiée à la Ville qui, dans les deux mois, se réserve la faculté de résilier la présente convention, sauf cas de force majeure (décès, incapacité, longue maladie).

10 – 3 – A défaut d'exécution de l'une des clauses de la présente convention faisant l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet dans un délai de un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non-paiement ou paiement partiel de la redevance pendant 2 trimestres consécutifs, la Ville peut résilier la convention par simple courrier recommandé avec accusé de réception. L'exploitant n'aura alors droit à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 11 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'occupant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

Le gérant,

Pour la Ville,  
Madame Le Maire

Hélène MANDROUX



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOLI, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Mise en conformité du Parc Darwin - Mise en conformité de la zone technique

### Attribution des marchés de travaux

### Autorisation de signer les marchés et demandes d'aides financières

Philippe THINES rapporte :

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 60 hectares de garrigues et bois méditerranéen au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus d'un millier d'animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012, sur l'ensemble des installations a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération.

La priorité a été donnée à la zone technique du Zoo, qui comprend toutes les installations techniques nécessaires au bon fonctionnement de ce parc en toute sécurité pour le public, le personnel et les animaux. Elle porte principalement sur :

- La réorganisation et la reconstruction des bâtiments pour le personnel (vestiaires, sanitaires, bureaux, etc.) ;

- La réalisation d'installations de secours (PC de surveillance, véhicules de secours, local matériel de sécurité etc.) ;
- La création d'une clinique vétérinaire et de locaux de quarantaine animaux indispensables pour un zoo de cette taille ;
- La création d'ateliers techniques et d'abris pour véhicules d'entretien ;
- La création et la réorganisation des locaux de stockage ;
- Le traitement des eaux pluviales et usées, ainsi que le traitement des fumiers qui seront entièrement revus en coordination avec les services de l'Etat, dans l'objectif de disposer d'installations préservant cet environnement de très grande qualité.

Elle concerne également le déplacement et la construction des enclos des guépards à proximité de l'entrée principale, conformément aux exigences de sécurité notamment en termes d'incendie.

Le réaménagement de la zone technique a été organisé en trois phases, afin de pouvoir livrer séquentiellement des installations répondant aux normes de sécurité, d'hygiène et de confort actuelles, sans bouleverser le fonctionnement du parc.

La première phase comprend la création de nouveaux bâtiments : vestiaires, ateliers et réfectoire, ainsi que les voiries et réseaux correspondants ;

Afin de réaliser les travaux de cette phase, une consultation d'entreprises en lots séparés a été lancée pour un montant estimé de 2 134 000 € HT.

Lors de la commission d'appel d'offres du 04/02/2014, les lots suivants ont été attribués :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANT TOTAL RETENU DU MARCHE (en € HT)		
		BASE	PRESTATION SUPPLEMENT AIRE EVENTUELLE	BASE+PSE
Lot 1 – VRD et espaces verts	EIFPAGE	373 805,00	19 037,50	392 842,50
Lot 2 – gros oeuvre	LE MARCORY	249 835,26		249 835,26
Lot 3 – charpente métallique, bardage, couverture, serrurerie	CMA	375 963,62		375 963,62
Lot 4 – cloisons, doublages, faux-plafonds	SANS SUITE – RELANCE MAPA			
Lot 5 - menuiseries intérieures	ALVAREZ	86 119,00		86 119,00
Lot 6 - peinture	CORNIL	16 424,92		16 424,92



Lot 7 – revêtement de sol dur et faïences	SOMEREV	59 054,24		59 054,24
Lot 8 - electricité	JP ELEC	154 813,62		154 813,62
Lot 9 – chauffage, ventilation, plomberie, sanitaires	SANITHERMIC	200 000,00		200 000,00
Lot 10 – menuiseries extérieures	VIP	186 795,00		186 795,00
TOTAL en € HT		<b>1 702 810,66</b>		<b>1 721 848,16</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver l'opération,
- De passer un marché de travaux avec chacune des entreprises retenues,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés de travaux correspondants et tous les documents relatifs à cette affaire,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer et à signer tous documents relatifs à cette opération de mise en conformité et d'agrandissement ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : Permis de construire – Permis de démolir ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat,
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP 2014 de la Ville de Montpellier – Chapitre 908,
- De solliciter les subventions les plus larges possible.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## PARC DARWIN

### Adhésion à diverses associations et attribution de cotisations pour l'exercice 2014

Philippe THINES rapporte :

La Directive européenne 1999/22/ CE du 29 mars 1999, appelée « Directive Zoo », retranscrite par l'Arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, rappelle la nécessité pour les parcs zoologiques de jouer convenablement leur rôle en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique.

Ainsi ils sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées, mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine. On parle alors de conservation « in situ ».

La municipalité n'étant pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'associations expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative.

L'adhésion à ces associations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication du zoo de Montpellier dans sa mission de conservation et de recherche scientifique.

C'est pourquoi il est proposé :

- 1 - de renouveler les adhésions aux organismes bénéficiaires les années précédentes : EAZA, ISIS, AFdPZ, AFVPZ, AEECL, Ordre des vétérinaires
- 2 - d'adhérer à six nouveaux organismes afin d'étendre le champ d'action et la notoriété du zoo de Montpellier

### Fonds pour la Conservation du Guépard

#### *Cheetah Conservation Fund (CCF)*

<http://www.cheetah.org>

Créé en 1990, le *Cheetah Conservation Fund* (CCF) est internationalement reconnu dans ses démarches de conservation des guépards et de leurs milieux de vie. Le *CCF International Research and Education Center* est



basé en Namibie, près de Grootfontein. Sa stratégie pour sauver le guépard sauvage repose sur trois volets : recherche, conservation et éducation, en commençant par des études à long terme pour comprendre et surveiller les facteurs affectant la survie du guépard. Les résultats de ces études servent à élaborer des politiques de conservation et des programmes pour soutenir ses populations. Le CCF travaille activement avec les communautés locales, nationales et internationales pour faire connaître, communiquer, éduquer et former.

#### **Association Helpsimus**

<http://www.helpsimus.org>

Helpsimus soutient des projets de conservation in situ pour le grand hapalémur intégrant les populations locales et organise des actions de sensibilisation à la conservation de l'espèce en Europe et à Madagascar.

L'association est aujourd'hui le soutien principal des projets « bamboo lemur » et « Ramaimbangy », et protège plus de 180 individus à Madagascar. Ses actions permettent l'emploi de plusieurs dizaines de personnes à Madagascar et ont un impact direct sur l'amélioration de l'éducation dans les zones d'activités des projets qu'elle soutient.

#### **Fonds pour la Conservation des espèces et des écosystèmes sahélo-sahariens**

##### **Sahara Conservation Fund**

<http://www.saharaconservation.org>

Le *Sahara Conservation Fund* (SCF) est une organisation non-gouvernementale, créée dans le but de promouvoir la conservation de la faune sauvage, des habitats et des autres ressources naturelles du Sahara et des steppes sahéliennes qui le bordent. SCF œuvre pour mettre en place sa vision : un Sahara bien conservé et géré, dans lequel les processus écologiques fonctionnent naturellement, avec des communautés végétales et des populations animales viables dans leurs aires de répartition historiques ; un Sahara qui profite à tous ses habitants et où le soutien pour cette préservation est assuré par des acteurs provenant de toutes les composantes de la société. Afin d'atteindre cet objectif, SCF établit des partenariats entre les gouvernements, les zoos, la communauté scientifique, les conventions internationales, les organisations non gouvernementales et les bailleurs de fonds, créant ainsi un réseau puissant partageant le même but : la conservation des déserts et de leur héritage naturel et culturel unique.

#### **Fonds International pour la conservation des rhinocéros**

##### **Save the Rhino International**

<http://www.savetherhino.org>

Lancée en 1992 et enregistrée en tant que « charity » auprès de la *Charity Commission for England and Wales* (n° 1035072) en 1994, cette institution a pour mission d'œuvrer en faveur de la conservation des populations viables de rhinocéros en voie de disparition en Afrique et en Asie. Pour ce faire, les financements privilégient la lutte anti-braconnage, la surveillance des populations sauvages de rhinocéros africains et asiatiques, les translocations d'individus et l'aide à l'élevage en semi-captivité. L'avenir de la faune étant aussi inextricablement lié aux communautés humaines qui partagent son habitat, les projets financés sur le terrain incluent toujours un volet éducatif et environnemental.

##### **Fondation Namibie Nature**

##### **Namibia Nature Foundation**

<http://www.nnf.org.na>

Les Zèbres de Hartmann, ou zèbres de montagne, sont particulièrement menacés dans la nature et leur répartition géographique restreinte en Namibie et Afrique du Sud. Contrairement au Zèbre de Grévy qui bénéficie d'importantes aides internationales, surtout au Kenya, peu de programmes de surveillance et de conservation in-situ sont malheureusement développés pour cette espèce. Le Professeur Morris Gosling suit les populations namibiennes de Zèbres de Hartmann depuis 2005 sur 5 localités et a développé un projet de conservation in-situ à travers les fonds de la *Rufford Foundation* puis, plus récemment, à travers la *Namibia Nature Foundation*. L'adhésion à cette fondation sera donc destinée à l'aide matérielle sur ce projet.

#### **Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage**



Cette association est le pendant européen de l'AFVPZ et fédère un réseau de professionnels utile et nécessaire aux vétérinaires de parcs zoologiques.

- **3** - de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2014 de manière suivante :

CHAPITRE	NATURE	NOM DE L'ORGANISME	MONTANT
928	6281	AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2 000 €
928	6281	Ordre des vétérinaires	959 €
928	6281	AFVPZ : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	69 €
928	6281	EAZWV : Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	240 €
928	6281	AFdPZ : Association Française des Parcs Zoologiques	3 250 €
928	6281	EAZA : European Association of Zoos and Aquaria	2 027 €
928	6281	ISIS : International Species Information Systems	1 800 €
928	6281	Cheetah Conservation Fund	1 500 €
928	6281	Helpsimus	1 500 €
928	6281	Sahara Conservation Fund	1 500 €
928	6281	Save the Rhino International	2 000 €
928	6281	Namibia Nature Foundation	1 500 €
928	6281	TOTAL	18 345 €

Les montants seront prélevés sur la ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'adhérer aux associations : Cheetah Conservation Fund, Helpsimus, Sahara Conservation Fund, Save the Rhino International, Namibia Nature Foundation et EAZWV ;
- de désigner Madame le Maire en qualité de représentante de la ville de Montpellier au sein de ces associations avec faculté de se faire représenter par son Adjoint délégué ;
- d'accepter le versement de cotisations aux organismes référencés dans le tableau ci-dessus pour un montant total de 18 345 € ;
- d'imputer cette dépense sur le budget de la Ville, ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

  
**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

265



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention de partenariat entre le syndicat du Bassin du Lez et la Ville

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre de son Plan Biodiversité 2010-2014 approuvé lors du Conseil municipal du 8 février 2010, la Ville de Montpellier s'est engagée pour la connaissance et la gestion de la biodiversité.

Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) créé par Arrêté Préfectoral le 13 juillet 2007 est un syndicat mixte d'études dont les objectifs sont de préserver la ressource en eau, les milieux aquatiques, les zones humides et leurs écosystèmes, améliorer l'information et sensibiliser aux problématiques de l'eau ainsi que réduire le risque inondation. Le SYBLE constitue donc un partenaire important de la Ville concernant la gestion des cours d'eau et des zones humides du territoire montpelliérain.

Dans le cadre de son Plan Biodiversité et de la mise en œuvre des continuités écologiques sur son territoire (Trame verte et bleue), la Ville de Montpellier s'est engagée à améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel et notamment de ses zones humides et cours d'eau.

La Ville de Montpellier souhaite donc prolonger et développer son partenariat avec le SYBLE dans la continuité du partenariat engagé depuis 2011.

La présente convention définit les engagements réciproques du SYBLE et de la Ville de Montpellier pour promouvoir une gestion équilibrée et respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques, avec 3 axes principaux de collaboration :

- une réflexion sur le maintien et l'amélioration de la trame verte et bleue urbaine
- une réflexion sur une approche de gestion différenciée des pratiques phytosanitaires sur les espaces publics communaux
- une stratégie de communication afin de sensibiliser les montpelliérains aux enjeux de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'aux pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement,



Cette convention ne génère aucun engagement financier.

**Il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat avec le SYBLE
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Publiée le : 18/02/2014**

**Hélène MANDROUX**





**Convention de partenariat entre le Syndicat du Bassin du Lez  
et la Ville de Montpellier pour promouvoir une gestion équilibrée et respectueuse  
de la ressource en eau et des milieux aquatiques**

Entre,  
Le Syndicat du Bassin du Lez, représenté par son Président, M. Cyril Meunier,  
Ci-après dénommée « SYBLE »

D'UNE PART,

Et,  
La Ville de Montpellier représentée par, Mme Hélène Mandroux, en sa qualité de Maire de la Ville  
de Montpellier, autorisée à signer la présente convention par délibération,  
Ci-après dénommée « Ville de Montpellier »

D'AUTRE PART.

**Il est tout d'abord exposé ce qui suit :**

- Le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) est un syndicat mixte d'études, chargé de la mise en application du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens et coordinateur du Programme d'Action de Prévention des Inondations (PAPI),  
Son programme d'action se décline autour de 4 objectifs principaux:
  - préserver ou améliorer la ressource en eau,
  - préserver ou restaurer les milieux aquatiques, les zones humides et leurs écosystèmes,
  - améliorer l'information et sensibiliser les élus et le grand public aux problématiques de l'eau,
  - réduire le risque inondation.
- La Ville de Montpellier s'est engagée dans le cadre de son Plan Biodiversité et de la mise en œuvre des continuités écologiques (Trame verte et bleue) sur son territoire, à améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel.
- Dans la continuité du partenariat avec le SYBLE engagé depuis 2011 (convention d'assistance et de suivi pour la mise en œuvre du plan de gestion des cours d'eau – délibération 2011/187 du lundi 02 mai 2011) pour préserver et restaurer la végétation rivulaire des cours d'eau (ripisylves), la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement en faveur de la préservation de la biodiversité et notamment de ses zones humides et cours d'eau.

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention définit les engagements réciproques du SYBLE et de la Ville de Montpellier pour promouvoir une gestion équilibrée et respectueuse de la ressource en eau et des milieux aquatiques et préserver les écosystèmes, notamment par des actions visant à mettre en place :

- une réflexion sur le maintien et l'amélioration de la trame verte et bleue urbaine (plan de gestion Lez-Mosson et affluents, gestion des invasives, protection foncière des zones humides inventoriées...),
- une réflexion sur une approche de gestion différenciée des pratiques phytosanitaires sur les espaces publics communaux (voiries, cimetières, équipements sportifs,...) avec comme à terme l'atteinte de l'objectif « zérophyto »
- une stratégie de communication afin de sensibiliser les montpelliérains aux enjeux de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'aux pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement,

## **ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION**

Cette convention prendra effet dès sa signature et restera en vigueur jusqu'à la demande de résiliation.

## **ARTICLE 3 - FORMES DES ACTIONS DE COLLABORATION**

### **Engagement du Syndicat du Bassin du Lez**

Le Syndicat du Bassin du Lez s'engage à apporter son expérience et à assurer un appui technique et administratif à la Ville qui consiste à :

- participer aux réunions des Comités de Pilotage des études et des travaux concernant la gestion des cours d'eau et zones humides de la Ville,
- participer aux réunions techniques des études et des travaux concernant la gestion des cours d'eau et zones humides de la Ville
- donner des avis et des propositions techniques sur les dossiers concernant la gestion des cours d'eau et zones humides de la Ville,
- donner des conseils pour l'élaboration des demandes d'aides financières,
- donner des conseils pour la passation de marché : rédaction du cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- prêter les outils de communication liés au programme « Vert demain » adaptés par le SYBLE aux spécificités locales (exposition zéro pesticides, livret « Demain, nos jardins sans pesticides », guide technique,...),
- mettre à disposition de la Ville 1000 exemplaires du livret « Demain, nos jardins sans pesticides »



## **Engagement de la Ville de Montpellier**

La Ville de Montpellier s'engage à :

- lancer ou poursuivre les réflexions sur :
  - le maintien et l'amélioration de la trame verte et bleue urbaine,
  - une approche de gestion différenciée des pratiques phytosanitaires sur les espaces publics communaux,
  - une stratégie de communication afin de sensibiliser les montpelliérains aux enjeux de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'aux pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement,
- solliciter les aides financières éventuelles avant tout démarrage des opérations,
- inviter les agents du Syndicat du Bassin du Lez aux réunions des Comités de pilotage et aux réunions techniques concernant la gestion des cours d'eau et zones humides de la Ville.
- informer le SYBLE sur l'avancement des réflexions, études et travaux.
- inviter le SYBLE à participer chaque année à la fête de la Biodiversité

La Ville de Montpellier et le SYBLE s'engagent à faire une fois par an un bilan des actions menées en commun.

## **ARTICLE 5- RESILIATION DE LA CONVENTION**

Le SYBLE et la Ville de Montpellier se réservent le droit de mettre fin, unilatéralement, à tout moment, à la présente convention, en cas de non-respect des clauses sus-mentionnées.

La résiliation de la convention devra être prononcée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie signataire de la convention.

## **ARTICLE 6 – LITIGES**

En cas de désaccord sur l'application de la présente convention, le SYBLE et la Ville de Montpellier conviennent de rechercher une solution amiable à leur différend, excluant tout recours judiciaire. Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable, seront déférés au Tribunal Administratif.

Fait en deux exemplaires originaux à ....., le .....

**Pour le Syndicat du Bassin du Lez,**

**Pour la Ville de Montpellier,**

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHGA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention de partenariat entre l'Association « Humanité et Biodiversité » et la Ville de Montpellier

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre de son Plan Biodiversité 2010-2014 approuvé lors du Conseil municipal du 8 février 2010, la Ville de Montpellier s'est engagée pour la connaissance et la gestion de la biodiversité.

L'association « Humanité et Biodiversité », créée en 1976 et présidée aujourd'hui par l'astrophysicien Hubert Reeves, a pour objet le renforcement de la perception et de la prise en compte par tous, des synergies et des liens indissociables entre humanité et biodiversité, fondés sur le respect entre les humains et les autres êtres vivants, en particulier les êtres sensibles.

Elle agit notamment pour :

- la préservation de la diversité du vivant et de sa capacité à évoluer, dans toutes ses composantes et à tous les niveaux,
- favoriser l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs d'activités, en prenant en compte les dimensions économique et sociale,
- favoriser le développement de la biodiversité et du capital naturel pour les générations actuelles et futures,
- encourager le développement de paysages riches en biodiversité et expression des sociétés humaines,
- contribuer à la reconnaissance d'un droit aux partages équitables des accès aux espaces naturels pour tous,
- inciter à de nouvelles formes de gouvernance et de mobilisation de la société.

Dans le cadre de son Plan Biodiversité et de la mise en œuvre des continuités écologiques sur son territoire (Trame verte et bleue), la Ville de Montpellier s'est engagée à améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel.



La Ville de Montpellier souhaite développer un partenariat avec l'association « Humanité et Biodiversité ».

La présente convention définit les engagements de l'association « Humanité et Biodiversité » et de la Ville de Montpellier :

- échanges sur les actions que peut mener une collectivité en matière de biodiversité permettant à l'association de se positionner dans les débats nationaux notamment sur les sujets en lien avec les politiques d'aménagement et d'urbanisme,
- participation mutuelle à des colloques, événements, séminaires, réflexions organisées par l'une ou l'autre des parties. L'association « Humanité et Biodiversité » associera notamment un représentant de la Ville de Montpellier à sa réflexion sur « territoires et biodiversité » et la Ville de Montpellier invitera l'association « Humanité et Biodiversité » à participer à l'organisation des Assises Nationales pour la Biodiversité qui auront lieu à Montpellier en juin 2014.
- présence d'un membre de l'association « Humanité et Biodiversité » au conseil scientifique consultatif sur la biodiversité de la Ville de Montpellier

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver la convention de partenariat avec l'association « Humanité et Biodiversité »
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**

CONVENTION DE PARTENARIAT  
entre  
l'Association Humanité et Biodiversité et la Ville de Montpellier

**ENTRE :**

La Ville de Montpellier représentée par, Mme Hélène Mandroux, en sa qualité de Maire de la Ville de Montpellier, autorisée à signer la présente convention par délibération,

Ci-après dénommée « **Mairie de Montpellier** »

**D'une part,**

**ET :**

L'association Humanité et Biodiversité, dont le siège social est situé au 110, boulevard saint Germain, 75006 Paris, représentée par Monsieur Christophe AUBEL en qualité de Directeur, dûment habilité à cet effet,

Ci-après dénommée « **Humanité et Biodiversité** »

**D'autre part.**

Ensembles dénommées, « **les Parties** ».

**Après avoir exposé ce qui suit :**

**ATTENDU** que la biodiversité subit une érosion qui conduit les scientifiques à parler de sixième extinction, cette érosion pose des défis majeurs pour l'avenir de nos sociétés, il convient d'y faire face dans le cadre de la mise en place d'un développement durable prenant en compte l'indispensable lien entre la biodiversité et les sociétés humaines.



**ATTENDU que** l'association « Humanité et Biodiversité » a pour objet le renforcement de la perception et de la prise en compte par tous, des synergies et des liens indissociables entre humanité et biodiversité, fondés sur le respect entre les humains et les autres êtres vivants.

**ATTENDU que** l'association « Humanité et Biodiversité » agit entre autres pour :

- La préservation de la diversité du vivant et de sa capacité à évoluer, dans tous ses composantes et à tous les niveaux,
- Favoriser l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs d'activités, en prenant en compte les dimensions économique et sociale,
- Favoriser le développement de la biodiversité et du capital naturel pour les générations actuelles et futures,

**ATTENDU que** la Ville de Montpellier agit entre autres pour :

- Développer un Plan Biodiversité depuis 2010 en s'appuyant sur un comité scientifique consultatif,
- Mettre en œuvre un atlas de la biodiversité communale
- Mettre en œuvre de continuités écologiques (Trame verte et bleue) sur son territoire,
- Améliorer la connaissance et la gestion de son patrimoine naturel, en échangeant étroitement, entre autre, avec la communauté scientifique montpelliéraine œuvrant dans les domaines de l'agriculture et de la biodiversité,
- Favoriser la mise à disposition au grand public de toute la connaissance dans le domaine de la biodiversité par différentes actions comme le réseau Main Verte, la Fête de la Biodiversité, l'Agora des savoirs, les cafés de la biodiversité et le soutien à plusieurs conférences tout au long de l'année,
- Mettre en œuvre un programme de jardins partagés et de micro-insertions végétales permettant l'implication des habitants.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la ville de Montpellier et « Humanité et Biodiversité » qui souhaitent agir ensemble pour contribuer à la prise de conscience et la mise en œuvre d'actions en faveur de la biodiversité.

#### **ARTICLE 2 : MODALITES DU PARTENARIAT**

Le partenariat prendra la forme suivante :

- échanges sur les actions que peut mener une collectivité en matière de biodiversité permettant à l'association de se positionner dans les débats nationaux notamment sur les sujets en lien avec les politiques d'aménagement et d'urbanisme,
- participation mutuelle à des colloques, événements, séminaires, réflexions organisées par l'une ou l'autre des parties. L'association « Humanité et Biodiversité » associera notamment un représentant de la ville de Montpellier à sa réflexion sur « territoires et biodiversité » et la ville de Montpellier invitera l'association « Humanité et Biodiversité » à participer à l'organisation des Assises Nationales pour la Biodiversité qui auront lieu à Montpellier en juin 2014.

De manière concrète, d'ores et déjà,

- Humanité et Biodiversité désignera un représentant au comité scientifique de la ville
- La Ville de Montpellier fera connaître la démarche Oasis Nature au public

Pour le reste les Parties arrêteront d'un commun accord les actions qu'elles mèneront ensemble.

Le suivi de la présente est assuré par :

- Christophe Aubel, Directeur pour Humanité et Biodiversité
- Le directeur Paysage et Biodiversité, pour la Ville de Montpellier.

### ARTICLE 3 : ASPECTS BUDGETAIRES

Cette convention ne donne pas lieu à subvention.

Les frais éventuels correspondant aux coûts de déplacement pour l'invitation des représentants de l'association « Humanité et Biodiversité » feront l'objet d'une délibération spécifique ultérieure.

En cas de diffusion en nombre de documents présentant les Oasis Nature au public, leur fabrication sera prise en charge, avec son accord préalable, par la Ville de Montpellier.

### ARTICLE 4 : COMMUNICATION

Les parties conviennent de faire référence au présent partenariat sur leurs sites internet respectifs.

Tout support mentionnant l'autre partie devra obtenir l'accord de celle-ci préalablement à sa publication.

### ARTICLE 5 : DUREE, RESILIATION ET LITIGE

La durée de la présente convention est de 3 ans reconductible par accord tacite.

Au cas où l'une des parties manquerait gravement aux obligations souscrites, la convention pourra être dénoncée par l'autre partie.

En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent d'une conciliation amiable. Si aucun accord n'était trouvé, le litige serait porté devant les tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires originaux, à Montpellier,

le .....

Pour La Ville de Montpellier  
Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Pour l'association « Humanité et Biodiversité »  
Le Directeur

Christophe AUBEL



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2014

Christiane FOURTEAU rapporte :

Depuis 5 ans maintenant, dans le cadre des vœux à la population, la Ville de Montpellier a décidé de réduire les coûts d'organisation de cette cérémonie afin de redistribuer l'économie réalisée en direction des associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire qui connaissent une augmentation croissante du nombre de leurs bénéficiaires.

La Ville est en contact régulier avec un grand nombre d'associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de sa politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion, la Ville propose donc d'attribuer, sur la base des économies réalisées, soit 60 000 €, les subventions complémentaires suivantes :

Association	Propositions
Banque alimentaire (1942)	10 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence (3090)	4 500 €
Restaurants du Cœur (1493)	9 000 €
Secours Catholique (666)	9 000 €
Secours Populaire Français (1068)	9 000 €
Société St Vincent de Paul (4326)	7 000 €
Avitarelle (1664)	4 000 €
A cœur ouvert (2110)	2 500 €
Le Refuge (3318)	2 000 €
Solidarité DOM TOM (2835)	3 000 €
<b>Total</b>	<b>60 000 €</b>

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur l'imputation : 6574/925/ 17564, pour un montant de 60 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

**Publiée le : 18/02/2014**



**Nom de la structure:**  
**Nature de la subvention : Projet- Aide Alimentaire**  
**Montant attribué :**  
**Thématique : SOLIDARITE**

## Lettre d'engagement

Direction de la Cohésion Sociale  
Mairie de Montpellier  
1, place Georges Frêche  
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_ représentant(e) légal de la structure \_\_\_\_\_,  
m'engage à utiliser la subvention de \_\_\_\_\_ € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors  
du Conseil Municipal du 17/02/2014, afin de soutenir l'action de l'association dans le domaine de l'aide  
alimentaire.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le  
représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure  
(Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure  
bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si  
elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les  
supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la  
structure.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de  
Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure bénéficiaire,

Nom :  
Prénom :

Date et signature :

*Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*  
« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la  
consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Dénominations de voies et d'espaces publics

Philippe THINES rapporte :

### QUARTIER PRES D'ARENES

- Aiguerelles

Au droit de l'avenue de SAINT HILAIRE à proximité du groupe scolaire de la RAUZE, la place et le parking situés devant la Salle LADOUMEGUE (annexe de la Maison Pour Tous Boris VIAN) ne sont pas dénommés, **nous proposons de les dénommer :**

**Parvis Alain MIMOUN**

**1921-2013**

**Ancien combattant et athlète français**

Alain MIMOUN, né Ali MIMOUN OULD KACHA le 1er janvier 1921 à Maïder en Algérie et mort le 27 juin 2013 à Saint-Mandé, est un ancien combattant de la seconde guerre mondiale et un athlète français.

Militaire de carrière, il combat sur de nombreux fronts de la frontière belge, en passant par la bataille du Mont Cassin où il sera blessé. Échappant de peu à l'amputation, il participera enfin au débarquement de Provence.

Revenu à la vie civile, il remporte dès 1947 ses premiers titres de champion de France dans de nombreuses disciplines de courses de fond. C'est en 1956 qu'il remportera son titre le plus prestigieux: la médaille d'or du marathon des jeux olympiques de Melbourne.

Jusqu'à l'âge de 92 ans, il courait toujours de dix à quinze kilomètres par jour. A sa mort, un hommage national lui a été rendu en présence du Président de la République dans la cour d'honneur des Invalides.

### QUARTIER CROIX D'ARGENT

- Pas du Loup



Deux allées situées à côté du collège Marcel PAGNOL, ne sont pas dénommées.

La première longe le collège en partant de son parvis (rue TOPAZE) et se termine sous la forme d'une petite place. **Nous proposons de la dénommer:**

**Allée Honoré de BALZAC**  
**1799-1850**  
**Écrivain et journaliste français**

Honoré de BALZAC, né Honoré BALZAC à Tours le 20 mai 1799 et mort à Paris le 18 août 1850, est un écrivain français. Il fut romancier, dramaturge, critique littéraire, critique d'art, essayiste, journaliste, imprimeur, et a laissé l'une des plus imposantes œuvres romanesques de la littérature française. Balzac a organisé ses œuvres en un vaste ensemble : la Comédie humaine, qui explore les différentes classes sociales et les individus qui les composent.

Travailleur forcené, fragilisant par des excès sa santé déjà précaire, endetté par des investissements hasardeux, fuyant ses créanciers sous de faux noms dans différentes demeures, Balzac a vécu de nombreuses liaisons féminines avant d'épouser, en 1850, la comtesse Hańska qu'il avait courtisée pendant plus de dix-sept ans.

~

La deuxième allée relie la Rue du Pas du Loup à la précédente, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Aristide BRIAND**  
**1862-1932**  
**Homme politique et diplomate français**

Aristide BRIAND, né le 28 mars 1862 à Nantes et mort le 7 mars 1932 à Paris, est un homme politique et diplomate français qui a été onze fois Président du Conseil et vingt fois ministre. Il a joué un rôle essentiel dans les relations internationales après la Première Guerre mondiale.

Il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1926, conjointement avec Gustav STRESEMANN, pour son action en faveur de la réconciliation entre la France et l'Allemagne (accords de Locarno, 1925). En 1928, poursuivant son rêve de paix par la sécurité collective, dont l'axe serait la Société des Nations, il signe avec l'Américain Frank BILLINGS KELLOGG le pacte Briand-Kellogg visant à mettre la guerre hors-la-loi. Mais sa construction diplomatique s'est écroulée dès le début des années 1930, marquées par la crise économique de 1929, la montée du nazisme et du nationalisme japonais.

## **QUARTIER HOPITAUX - FACULTES**

- Plan des 4 Seigneurs

Un tunnel relie la Route de Ganges à l'avenue des Moulins, il permet d'éviter d'emprunter le Rond-Point de la Lyre, **nous proposons de le dénommer:**

**Tunnel d'airain**

C'est une référence à un recueil posthume de poèmes de Victor HUGO « Toute la lyre », les poèmes y sont réunis en sept livres comme les sept cordes de l'instrument traditionnel complété par un dernier livre dit « La corde d'airain »

L'airain est un métal rouge connu sous le nom de cuivre rouge, que l'on mélange avec la calamine pour faire le cuivre jaune, et avec l'étain pour faire le bronze ou la fonte. Il est symbole de la dureté.

~



Une voie permet de relier l'avenue des Moulins au rond-point de la Lyre en direction de la route de Mende ou du quartier Euromédecine, nous proposons de la dénommer :

**Rue ALHAZEN**  
**965-1039**  
**Scientifique arabe**

ALHACEN ou ALHAZEN, également connu sous le nom de IBN AL-HAYTHAM<sup>1</sup> (Bassorah, 965 – Le Caire, 1039) est un mathématicien, philosophe et physicien arabe.

Un des premiers promoteurs de la méthode scientifique expérimentale, mais aussi un des premiers physiciens théoriques à utiliser les mathématiques, il s'illustre par ses travaux fondateurs dans les domaines de l'optique physiologique et de l'optique.

Certains, pour ces raisons, l'ont décrit comme le premier véritable scientifique: il a été un des premiers physiciens à étudier la lumière, un des premiers ingénieurs et un des premiers astronomes.

Son portrait figure également sur le billet iraquien de 10 000 dinars. Un autre hommage que l'on fit à Alhazen, fut de nommer l'astéroïde (59239) Alhazen en son honneur.

- Hôpitaux Facultés

Elément majeur de l'Opération Campus, le Pôle Balard est en cours d'aménagement, il s'agit de regrouper, sur le même site, les chercheurs et enseignants-chercheurs des trois instituts de chimie montpelliérains, les étudiants et les partenaires industriels. Un campus « intégré » de chimie de cette dimension sera unique en France. A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre, la Région Languedoc Roussillon a retenu l'équipe du Cabinet Trace Architectes associé aux architectes régionaux Boyer, Percheron et Assus pour construire l'espace formation du Campus Chimie Balard, intégrant à la fois la formation, la recherche et les entreprises. L'opération est financée dans le cadre de l'opération Campus et du contrat de projets Etat-Région. Au droit de cet équipement, le long de la rue du Professeur Emile JAMBRAU, un parvis va être aménagé, **nous proposons de le dénommer :**

**Parvis Georges RICHARD**  
**1909-1993**  
**Recteur Bâtitteur**  
**Des universités modernes**

Georges RICHARD est né en 1909 et décédé en 1993 ; il a été le recteur de l'Académie de Montpellier de 1958 à 1967. Chimiste organicien, le Professeur Georges RICHARD a été titulaire de la chaire de pharmacie clinique de la faculté de Nancy de 1945 à 1954 dont il deviendra le doyen en 1950. Il aura la charge de l'aménagement des nouveaux locaux de la faculté.

Après un passage à Besançon, il sera nommé à Montpellier et accompagnera la mutation des universités de Montpellier qui passeront pendant son mandat de 9 000 étudiants à 20 000.

Connu comme le « Recteur Bâtitteur », il est responsable de la construction de la quasi-totalité des universités actuelles: Sciences, Pharmacie et Lettres. La reconnaissance de son travail sera telle qu'il sera nommé recteur de l'académie de 1958 à 1967 puis de 1969 à 1979 alors que les recteurs ne sont habituellement nommés que pour 4 ans.

## **QUARTIER PORT MARIANNE**

- Grammont

Une voie contourne le ZENITH en reliant l'Allée Manitas de PLATA à la rue Richard WRIGHT, **nous proposons de la dénommer :**

**Rue Edmond FLEG**  
**1874-1963**  
**Intellectuel français**



Edmond FLEGENHEIMER, dit Edmond FLEG, né le 26 novembre 1874 à Genève et mort le 15 octobre 1963 à Paris, était un écrivain, penseur, romancier, essayiste et homme de théâtre juif français du XXème siècle. Encore de nationalité suisse, il s'engage dans la légion étrangère pendant la première guerre mondiale. Il est l'auteur d'une vaste fresque poétique en quatre volumes. Il a également traduit une partie de la Bible en français : "Le Livre du Commencement : Genèse" (1946) et "Le livre de la sortie d'Égypte" (1963). Il a aussi été librettiste d'opéra pour Ernest BLOCH (Macbeth) et Georges ENESCO (Œdipe). Dès les années 1920, il fut le président d'honneur des Éclaireurs Israélites de France (E.I.F.), l'inspirateur et le conseiller de son fondateur Robert GAMZON. Il a été un grand combattant de l'antisémitisme et grand ouvrier du rapprochement et de la réconciliation entre Juifs et Chrétiens.

## QUARTIER MOSSON

- Malbosc

Une allée fait le lien entre la passerelle AALIYAH (entre le Lycée Jean Monnet et le quartier Alco) et le Chemin de la Via Lemolicensis (chemin de Compostelle au niveau du rond-point de la Citoyenneté). Elle passe alors devant le Collège Alco, **nous proposons de la dénommer :**

**Allée Paul RIVET  
1876-1958  
Ethnologue français**

Paul RIVET est un médecin et ethnologue français né le 7 mai 1876 et mort le 21 mars 1958. Après une carrière comme ethnologue spécialisé dans les peuples du continent américain, il prendra la direction du Musée d'Ethnographie du Trocadéro qui deviendra le Musée de l'Homme installé dans le Palais de Chaillot. Il fut fondateur et président du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et élu conseiller de Paris en 1935. Il adresse le 14 juillet 1940 une lettre ouverte au Maréchal PETAIN, où il écrit : « Monsieur le Maréchal, le pays n'est pas avec vous, la France n'est plus avec vous ». Relevé de ses fonctions par le gouvernement de Vichy à l'automne 1940, il entre en résistance et poursuivi par la Gestapo, il fuit en Colombie, où il participe à la fondation de l'institut d'ethnologie colombien. Il est favorable à des négociations avec Ho Chi Minh pour conserver l'Indochine dans l'Union française et démissionnera de la conférence de Fontainebleau (juillet 1946). Signataire de « L'Appel pour le salut et le renouveau de l'Algérie française », il considère que l'inéluctable indépendance algérienne ne pourra être que progressive. À la demande de Guy MOLLET, il ira défendre les positions françaises sur l'Algérie devant l'ONU et dans les pays d'Amérique du Sud. Il était également membre de la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, président du Conseil supérieur de la radiodiffusion et de la Commission française pour l'UNESCO.

## QUARTIER CENTRE

- Antigone

L'allée Thomas SANKARA est une liaison piétonne entre le collège JOFFRE et le boulevard d'Antigone. A la demande de la famille, il est proposé de modifier la dénomination de cette allée en précisant que Monsieur SANKARA homme d'Etat africain fut Président du BURKINA FASO de 1983 à 1987.

**Allée Thomas SANKARA  
1949-1987  
Président du Burkina Faso 1983-1987**

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## PRU Centre – Cité Gély Aménagement d'une liaison piétonne à la salle de boxe Jean Farré Marché à Procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Le projet de rénovation urbaine de la Cité Gély prévoit le réaménagement des espaces publics du quartier et la réorganisation des équipements publics.

Dans le cadre de ce projet la reconstruction de la salle de boxe Jean Farré vient d'être achevée en bordure du quartier, rue du Mas de Merle.

Afin d'ouvrir cet équipement public sur la Cité Gély, il a été prévu d'aménager un cheminement piéton accessible aux personnes à mobilité réduite qui relie la rue du Mas de Merle à la rue José Maria de Hérédia et permet d'offrir un nouvel accès à la salle de boxe.

Pour réaliser ce cheminement piéton accessible aux personnes à mobilité réduite il est nécessaire de reprendre l'ensemble du nivellement du secteur et réaménager l'espace environnant la salle de boxe.

Pour réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

#### - Critères relatifs à la candidature :

- Garanties techniques et financières ;
- Références professionnelles.

#### - Critères intervenant pour le jugement des offres :

- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60%)

- Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 04 février 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : l'entreprise EUROVIA pour un montant total de 366 822,50 € HT ;
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise SPIE SUD-OUEST pour un montant de 33 503,40 € HT ;
- Lot 3 Espaces Verts : l'entreprise BRL ESPACES NATURELS pour un montant de 25 146,45 € HT

L'autorisation de programme pour cette opération est inscrite au budget de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## PRU Cévennes

### Travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis

### Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Dans sa séance du 6 mai 2013, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupement de commandes avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud, entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis, dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain du quartier Cévennes – Petit Bard.

Dans la convention de groupement de commandes, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, de signer et d'exécuter les marchés.

La Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention, prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard ; la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit changer sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et reprendre son réseau d'eau potable.

Compte tenu de l'encombrement du sous-sol et de l'imbrication de ces projets, il était souhaitable, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, de passer un marché unique pour la réalisation de l'ensemble de ces travaux.

Outre les réseaux humides, le projet prévoit le réaménagement de la rue Paul Rimbaud avec :

- la réduction de la largeur de la chaussée circulée à 6,00 m ;
- la création d'une piste cyclable à double sens côté nord de l'avenue ;
- la création de seuils d'entrées type « zone 30 » aux carrefours avec la rue d'Alco et la rue de la Gardiole ;
- la création de places de stationnement longitudinales ;
- la plantation d'arbres entre les places de stationnement ;

- l'enfouissement de tous les réseaux aériens jusqu'aux bâtiments ;
- Au droit du groupe scolaire du Petit Bard la création d'un parvis planté avec la création d'un plateau surélevé.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises spécialisées a été lancée dans le cadre d'un marché à procédure adaptée soumis à l'article 28-I du Code des Marchés Publics, selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
  - o Garanties techniques et financières ;
  - o Références professionnelles.
- Critères intervenant dans le jugement des offres :
  - o Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise 60 % ;
  - o Prix des prestations 40 % .

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 novembre 2013, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse du groupement d'entreprises **EIFFAGE TP / SOLATRAG / SOTEM / (UPEE7 sous-traitant)** pour un montant de travaux de 1 279 171,86 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 2013I15.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'ensemble des membres du groupement, et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## PAE TIERS ETAT Aménagement de la 1ère phase de l'allée du Tiers Etat Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Au-delà des limites de la ZAC Consuls de Mer aujourd'hui achevée plusieurs opportunités foncières se sont présentées permettant de poursuivre le développement urbain du secteur, notamment le long de l'allée du Tiers-Etat, voie piétonne située en limite ouest de la ZAC Consuls de Mer, où plusieurs entités foncières présentent toutes les caractéristiques d'un secteur susceptible d'évoluer en secteur d'habitat collectif.

Ces terrains potentiellement constructibles sont uniquement desservis par l'allée du Tiers Etat, voie piétonne en impasse de 7,00 m de largeur, dépourvus de réseaux structurants.

Afin d'assurer la desserte de ces constructions tant en termes d'usage qu'en termes de raccordements aux réseaux, il a donc été nécessaire de prévoir le réaménagement complet de l'allée du Tiers Etat dans le cadre d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE), créé par délibération du Conseil Municipal du 16/12/2011.

Dans le cadre de ce PAE, la Ville s'est engagée à réaliser une première phase de l'allée du Tiers Etat pour assurer la desserte de la première opération de logements en cours de finition.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée, avec 3 lots (lot 1 voirie et réseau pluvial, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :

- Garanties techniques et financières ,
- Références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :
- Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise (60%),
- Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 21 janvier 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie et réseau pluvial : l'entreprise COLAS pour un montant total de 206 263,20 € HT ;
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise CITEOS SAS TRAVESSET pour un montant de 54 842.50 € HT.

Le Lot 3 Espaces Verts a été déclaré sans suite.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, fonction 908-241.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette opération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



Direction du Génie Urbain  
Service Régulation Trafic  
Déplacement opérationnel

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2014 / 21

## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAOU, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Travaux de maintenance du système centralisé du contrôle d'accès de la zone piétonne du centre historique - marché négocié - autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet les travaux de maintenance et de mise à niveau des équipements du contrôle d'accès centralisé de la zone piétonne du centre historique de la ville de Montpellier.

Compte tenu des éléments techniques de conception et de fabrication des équipements et des logiciels du contrôle d'accès au centre-ville existant, le marché ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

Il s'agit d'un marché à bons de commande négocié, sans mise en concurrence, passé selon une procédure négociée en application de l'article 35.II.8 du Code des Marchés Publics, se décomposant en deux lots :

- lot n° 1 : maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites ;
- lot n° 2 : maintenance des logiciels informatiques.

Ce marché est conclu pour une période initiale de un an à compter de sa notification, reconductible une fois, pour un an.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est le suivant :

### Lot n° 1 :

- seuil minimum : 50 000 € HT
- seuil maximum : 400 000 € HT

### Lot n° 2 :

- seuil minimum : 10 000 € HT
- seuil maximum : 50 000 € HT

Le jugement de l'offre se fonde sur les critères suivants :

Lot n° 1 :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%) ;
- prix des prestations (40%) ;

Lot n°2 :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (70%) ;
- prix des prestations (30%).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 4 février 2014 a retenu l'offre économiquement avantageuse de la société CITINNOV pour le lot n° 1 - maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites, et pour le lot n° 2 - maintenance des logiciels informatiques.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0145 à la société CITINNOV :
  - pour le lot n° 1 : maintenance des sites de contrôle et du matériel informatique sur sites ;
  - pour le lot n° 2 : maintenance des logiciels informatiques.
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 6156 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway - marchés à procédure adaptée - autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Les présents marchés ont pour objet les travaux de maintenance des équipements de signalisation tricolore lumineuse des carrefours à feux des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de tramway sur la ville de Montpellier.

Il s'agit de marchés à bons de commande passés selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, se décomposant en deux lots géographiques :

- lot n° 1 : secteur ouest ;
- lot n° 2 : secteur est.

Ces marchés sont conclus pour une période initiale de huit mois à compter de leur notification, reconductible trois fois, par périodes successives de un an (soit une durée totale de quarante-quatre mois).

Le montant total des commandes pour la durée initiale des marchés est le suivant :

- seuil minimum pour les lots n° 1 et n° 2 : 100 000 € HT ;
- seuil maximum pour les lots n° 1 et n° 2 : 600 000 € HT.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

\* au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières ;
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise.

\* au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60 %) ;
- niveau de prix (40 %).

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 21 janvier 2014, a retenu les entreprises suivantes :

- le groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 1 secteur ouest ;
- le groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 2 secteur est.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'approuver l'attribution des marchés n° 3D0515 :
  - au groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 1 ;
  - au groupement d'entreprises SNEF-SOTEM pour le lot n° 2.
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 6156 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



## Séance publique du lundi 17 février 2014

Convoqué le mardi 11 février 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 février 2014 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Nadia MIRAoui, Jacques TOUCHON.

### Absents :

Stéphanie BLANPIED, Sarah EL ATMANI, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

## Convention financière Ville/Communauté d'Agglomération pour l'adaptation d'équipements de la Ville liés au tramway lignes 4 et 5

Philippe THINES rapporte :

Par délibération en date du 26 mars 2012, la commune de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération et son mandataire TAM à implanter sur le domaine public les ouvrages du tramway, pour l'extension de la ligne 4 et la création de la ligne 5, et à réaliser les travaux nécessaires.

Cette opération impacte des équipements très spécifiques de la Ville, dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par l'Agglomération. Il s'agit :

- du réseau « PEGASE » et de ses équipements, dont certaines parties des câbles de fibres optiques sont à dévier sur une dizaine de secteurs, et huit caméras de télésurveillance reliées au CSU sont à déplacer ;
- du système centralisé de gestion des carrefours à feux « PETRARQUE », à adapter et à étendre à tous les carrefours à feux concernés par l'extension de la ligne 4 et la ligne 5 du tramway, pour, d'une part, prendre en compte la priorité des rames du tramway et pour, d'autre part, optimiser la sécurité et la gestion de la circulation générale.

Le même processus a d'ailleurs été mis en œuvre avec succès pour les lignes 1, 2, 3 et 4 du tramway.

Pour les interventions sur le réseau « PEGASE » et les caméras du système de surveillance urbain (CSU), seuls la Ville et son service technique gestionnaire ont qualité et compétence pour intervenir sur ce réseau, qui doit rester en service à toutes les étapes des modifications. La Ville reste donc maître d'ouvrage et maître d'œuvre des interventions rendues nécessaires pour l'implantation de l'extension de la ligne 4 et de la ligne 5 du tramway, sur demande de la Communauté d'Agglomération.

Pour l'adaptation et l'extension du système « PETRARQUE », permettant d'assurer la priorité des rames de tramway aux feux tricolores, seule la Ville est gestionnaire de la circulation sur son territoire, avec des équipements complexes et adaptés. En conséquence, pour les opérations de régulation du trafic et de gestion

des feux tricolores sur l'ensemble des secteurs concernés par le tracé du tramway, et l'adaptation du plan de circulation, il est nécessaire que la Ville de Montpellier conserve la maîtrise d'œuvre de ces travaux en les intégrant dans l'ensemble des prestations d'adaptation du système « PETRARQUE » existant.

Pour ce faire, la Communauté d'Agglomération demande donc à la Ville de procéder à ces prestations, et en accepte le remboursement sur justificatifs, dans le cadre de la convention.

Le coût prévisionnel de ces deux opérations est établi à 1 600 700,00 € HT, soit 1 920 840,00 € TTC (valeur Janvier 2014), dont les détails et modalités d'actualisation sont décrits dans la convention.

La convention entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoit en outre que les ouvrages réalisés sont propriété de la Ville, qui en assumera l'entretien et la gestion dès le prononcé de la réception des travaux.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver le projet de convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/02/2014**



**CINQUIEME LIGNE DE TRAMWAY**  
**ET EXTENSION LIGNE QUATRE DE L'AGGLOMERATION DE**  
**MONTPELLIER**

**CONVENTION FINANCIERE**  
**ENTRE LA COMMUNE DE MONTPELLIER**  
**ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION**  
**POUR LES ADAPTATIONS**  
**DU SYSTEME PETRARQUE ET DU RESEAU PEGASE**

ENTRE :

- ♦ La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Monsieur Robert SUBRA, Président de la Commission tramway – transports - déplacements, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Agglomération du 29 Mars 2012, ci-après dénommée « l'Agglomération »  
d'une part,

et

- ♦ La Commune de Montpellier, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 26 Mars 2012, ci-après dénommée « la commune »  
d'autre part.

## EXPOSE DES MOTIFS

Par délibération en date du 26 Mars 2012, la commune de Montpellier a autorisé la Communauté d'Agglomération de Montpellier à implanter les ouvrages du tramway ligne 5 et extension ligne 4, sur le domaine public communal et à réaliser les travaux nécessaires. Cette délibération affirme le principe de la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération pour réaliser les travaux rendus nécessaires par le projet sur l'ensemble des ouvrages en occupation du domaine public communal.

La Communauté d'Agglomération a la charge financière :

- du réaménagement à l'identique ou de l'adaptation au projet des fonctionnalités pré existantes et de la restitution des ouvrages, des équipements et des mobiliers situés dans l'emprise du domaine public communal et fonctionnellement concernés par la réalisation du projet.
- et des déviations de réseaux communaux concernés par le projet (réseaux humides, éclairage public, ...).

En particulier, la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway et l'extension de la ligne 4 impactent aussi des équipements très spécifiques à la ville dont les coûts d'adaptation sont à prendre en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit :

- **du système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque** qu'il faut faire évoluer et étendre à tous les carrefours à feux franchis par la ligne 5 du tramway (la liste des carrefours figure à l'article 4) et l'extension ligne 4, pour la bonne prise en compte de la priorité absolue au passage des rames du tramway et l'optimisation de la sécurité et la bonne gestion des circulations routières, piétonnes et cyclables.
- **du réseau Pégase de télécommunication par fibre optique** et de ses équipements :  
Certaines parties du câble de fibres optiques du système Pégase sont à dévier (la liste des lieux de dévoiement figure à l'article 4)
- **du réseau de caméra du système de supervision urbain (CSU)**  
Huit caméras de télésurveillance, reliées au centre de supervision urbain (CSU) par Pégase, sont à déplacer (Jeu de Paume, Albert 1<sup>er</sup>, Vanières, St Denis, Henri IV, Clémenceau, 8 Mai 1945 et Aviler) sont à déposer et à reposer.

Ces équipements, nécessitent pour être modifiés des compétences techniques très particulières avec une continuité de service nécessaire tant pour le système Pétrarque que pour le réseau Pégase et le CSU.



- Pour tous les carrefours des lignes 1, 2, 3 et 4 et autres carrefours intimement liés au tramway et raccordés à Pétrarque, seuls les services gestionnaires de la Commune de Montpellier peuvent réaliser les compléments, adaptations et optimisations nécessaires à la priorité de passage des rames aux carrefours.

- Pour assurer en permanence les services de télécommunication à tous les abonnés publics ou privés du réseau Pégase et pour permettre un fonctionnement continu de la télésurveillance du CSU, seuls les services gestionnaires de la Commune de Montpellier peuvent réaliser les déviations et adaptations nécessaires à la réalisation du chantier de la ligne 5 du tramway et de l'extension de la ligne 4.

Le même processus a d'ailleurs été mis en œuvre avec succès pour les lignes 1, 2, 3 et 4 du tramway.

**En conséquence, il a été décidé ce qui suit :**

La présente convention précise les conditions financières de la participation de la Communauté d'Agglomération à la Commune de Montpellier pour la réalisation des équipements concernés, ainsi que le contrôle exercé par la Communauté d'Agglomération sur leur conception et leur mise en œuvre, et sur la coordination générale des maîtrises d'ouvrages.

Tel est l'objet de la présente convention, conclue sur la base de l'article L5211-56 du Code Général des Collectivités Territoriales, et soumis à l'approbation du Conseil Municipal et du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier décide de verser une participation financière pour l'exécution par la commune de Montpellier, des études et de la réalisation des prestations d'adaptations du système Pétrarque et du réseau Pégase nécessaire à la réalisation de la ligne 5 du tramway et à son bon fonctionnement.

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, financières et de programmation pour la réalisation par la ville de ces prestations nécessaires à l'opération tramway menée par l'agglomération de Montpellier et son mandataire TAM.

Pour l'exécution de cette convention, la Communauté d'Agglomération est représentée par son mandataire, TAM, conformément à la convention de mandat en vigueur.

## **ARTICLE 2 - PROGRAMME DES ADAPTATIONS DU RESEAU PEGASE ET DU SYSTEME PETRARQUE REALISEES PAR LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

Les études, prestations et travaux nécessaires aux adaptations du réseau Pégase et du système Pétrarque pour la réalisation et le bon fonctionnement de la ligne 5 du tramway sont définis comme suit : L'article 4 précise les carrefours raccordés à Pétrarque et les lieux de dévoiement du réseau Pégase.



## **2.1. Pour le système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque,**

Il s'agit des refontes, adaptations et extensions du système de régulation centralisée du trafic Pétrarque, consécutives à la prise en compte de la ligne 5 du tramway, de l'extension de la ligne et du changement de technologie de transmission (passage en IP) des lignes 1, 2, 3 et 4.

Les prestations comprennent l'étude et la mise en œuvre des travaux, fournitures et installations de matériels, modifications ou créations de logiciels, nécessaires au rétablissement des conditions de fluidité du trafic aux abords du tracé du tramway, avec prises en compte des bus urbains.

Elles comprennent également le raccordement et la prise en compte sur le système centralisé de l'ensemble des carrefours à feux situés sur le tracé du tramway, préalablement étudiés, reconfigurés et équipés, par la communauté d'agglomération, son mandataire et ses maîtres d'œuvre.

## **2.2. Pour le réseau Pégase de télécommunication par fibre optique,**

Il s'agit de :

- déviations provisoires et définitives des câbles de fibres optiques du réseau Pégase sur les sites décrits à l'article 4, y compris toutes sujétions de câblage, d'ouvrages de génie civil, d'équipements de raccordement, d'interruption des services, d'interventions sur le cœur du système, et de tests.

## **2.3. Pour le système de supervision urbain (CSU),**

Il s'agit de :

- déposer et de reposer, en provisoire, puis en définitif, huit caméras de vidéosurveillance reliées au CSU via le réseau Pégase (sur Jeu de Paume, Albert 1<sup>er</sup>, Vanières, St Denis, Henri IV, Clémenceau, 8 Mai 1945 et Aviler), y compris toutes sujétions de câblage de raccordement, interruptions des services et des tests de bon fonctionnement.

## **ARTICLE 3 - MODALITES D'EXERCICE DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE PAR LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

Compte tenu de la nécessité de respecter les objectifs prioritaires de l'opération tramway ligne 5 et de l'extension de la ligne 4, la communauté d'agglomération de Montpellier assurera une mission de coordination générale des maîtrises d'ouvrages sur les opérations objet de la présente convention, en fonction des impératifs, techniques, financiers et de calendrier de l'opération tramway ligne 5 et extension ligne 4.

La Commune de Montpellier recueillera le visa technique de la Communauté d'agglomération de Montpellier sur les aspects du projet qui concerne la fonctionnalité ou la programmation du tramway, avant passation des marchés prestataires ou de fournitures.



Elle tiendra informée la Communauté d'Agglomération de Montpellier des conditions de réalisation de ces aménagements, et l'invitera aux réunions périodiques de suivi de la réalisation, ainsi qu'aux opérations de réception des équipements.  
Pour chacune de ces opérations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra se faire représenter ou assister par son mandataire, TAM.

#### **ARTICLE 4 - COUT PREVISIONNEL DES AMENAGEMENTS ET MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE**

Suivant les études de projet réalisées par la ville, le coût des adaptations d'équipements du réseau Pégase et du système Pétrarque, dont le programme est défini à l'article 2, est évalué par la Communauté d'Agglomération et la Commune de Montpellier, à

**1.600.700,00 € HT, soit 1.920.840,00 € TTC (en valeur janvier 2014).**

#### **Pour le système centralisé de gestion des feux tricolores Pétrarque :**

N° de Prix	MISE a NIVEAU SYSTÈME	Unité	Qté	PRDX NET UHT en €	Total NET HT en €
01	Adaptation des logiciels d'application Pétrarque	ens	1	76 148,10	76 148,10
	Installation des équipements informatiques et des progiciels	ens		11 422,22	
	Fourniture, installation et mise en service du module BNS version en vigueur	ens		3 807,41	
	Fourniture, installation et mise en service des logiciels Gertrude Temps Réel : applicatif des unités de circulation	ens		38 074,05	
	Transmissions multi CTRL / Chaîne des capteurs / Macro régulation/Micro régulation / Mod fonct PA tramway /				
	Surveillance, Feuille de Jour et Téléalarme	ens		7 614,81	
	Atelier de développement de la régulation intégré à GTR : Mage	ens		15 229,62	
02	Installation des équipements, des logiciels Gertrude et du réseau informatique au PC PETRARQUE.	ens	1	52 876,80	52 876,80
	Outils statistiques : stat priorité / stat aide bus / stat circulation générale / stat régulation	ens		21 150,72	
	Synoptique : tableau de bord	ens		5 287,68	
	Synoptique : ville et zone			15 863,04	
	Synoptique : lignes de tramway			10 575,36	
03	Adaptation des logiciels de priorité absolue des tramways L1 et L2.	u	200	160,00	32 000,00
04	Formation des agents du PC PETRARQUE.	u	2	2 450,00	4 900,00
				<b>Total HT</b>	<b>165 924,90</b>

**Arrondi à 166 000,00 € HT**



N° de Prix	REGULATION du TRAFIC & PRIORITE ABSOLUE	Unité	Qté	PRIX NET UHT en €	Total NET HT en €
01	Raccordement au réseau de transmission des carrefours à feux L5.	u	60	675,00	40 500,00
02	Centralisation des détections.	u	60	450,00	27 000,00
03	Centralisations des carrefours à feux : yc essais d'ensemble en interface	u	60	760,00	45 600,00
04	Conception et installation des logiciels de circulation générale.	u	60	4 620,00	
	Conception / programmation		60	844,00	50 640,00
	Installation / mise en service		60	1 416,00	84 960,00
	Optimisation		60	2 360,00	141 600,00
05	Conception et installation des logiciels pour la priorité absolue du tramway L3.	u	60	2 610,00	
	Conception / programmation		60	678,00	40 680,00
	Installation / mise en service		60	552,00	33 120,00
	Optimisation		60	1 380,00	82 800,00
06	Adaptation des zones de régulation.	ens	1	39 798,00	39 798,00
07	Intégration des images animées des carrefours à feux sur écran.	u	60	420,00	25 200,00
08	Etablissement des dossiers des ouvrages exécutés (DOE).	u	60	590,00	35 400,00
				<b>Total HT</b>	<b>647 298,00</b>
				Version B par CC	10 788,30 €

**Arrondi à 648 000,00 € HT**

N° Secteur	PRIORITE ABSOLUE	Unité	Qté	PRIX NET UHT en €	Total NET HT en €
01	Répartition proportionnelle pour chaque carrefour	u	5	10 788,30	53 941,50
02	Répartition proportionnelle pour chaque carrefour	u	17	10 788,30	183 401,10
03	Répartition proportionnelle pour chaque carrefour	u	12	10 788,30	129 459,60
04	Répartition proportionnelle pour chaque carrefour	u	26	10 788,30	280 495,80

➤ Remplacement d'équipements informatiques (matériels) : **170 700,00 € HT**

N° de Prix	Equipements informatiques	Unité	Qté	PRIX NET UHT en €	Total NET HT en €
10	Serveurs de l'application GTR	ens	1	103 000,00	103 000,00
20	Postes opérateurs et supports visuels	ens	1	52 700,00	52 700,00
30	Progiciels	ens	1	15 000,00	15 000,00
				<b>Total HT</b>	<b>170 700,00</b>

➤ Travaux de génie civil annexes et divers (reprise filaire, mise à niveau des contrôleurs Traffy II en Traffy III)..... **170.000 € HT**

Travaux annexes		
	Travaux en € HT	Fournitures en € HT
CPU II en CPU III mode IP	43 400,00	56 280,00
<b>TOTAL HT</b>	<b>99 680,00 € HT</b>	

**Arrondi à 100 000,00 € HT**

201



N° de Prix	Centralisation des carrefours aux abords de la ligne 5	Unité	Qté	PRIX NET UHT en €	Total NET HT en €
1	Etude, confection et validation du Dossier de Régulation	u	6	1 950,00	11 700,00
2	Fourniture et raccordement des équipements de transmissions dans l'armoire existante	u	6	1 050,00	6 300,00
3	Configuration, tests de fonctionnement des transmissions	u	6	675,00	4 050,00
4	Conception du filaire	ft	1	1 850,00	1 850,00
5	Centralisation des détections.	u	6	450,00	2 700,00
6	Centralisations des carrefours à feux :	u	6	760,00	4 560,00
7	Conception et installation des logiciels de circulation générale.	u	6	4 720,00	
8	Conception / programmation		6	844,00	5 064,00
9	Installation / mise en service		6	1 416,00	8 496,00
10	Optimisation		6	2 360,00	14 160,00
11	Adaptation des zones de régulation.	ens	1	3 979,80	3 979,80
12	Intégration des images animées des carrefours à feux sur écran.	u	6	420,00	2 520,00
13	Etablissement des dossiers des ouvrages exécutés (DOE).	u	6	590,00	3 540,00
				Total HT	68 919,80

Arrondi à 70.000,00 € HT

L'estimation des refontes, adaptations et extensions du système de régulation centralisée du trafic Pétrarque s'élève à (valeurs janvier 2014) :

1.154.700,00 € HT

1.385.640 € TTC

### Pour le réseau Pégase de télécommunication par fibre optique :

Plan	Adresse	Coût GC			Coût câble		Total Opération	
		€HT	€TTC		€HT	€TTC	€HT	€TTC
1	Route de Lavérune	43 051,00 €	51 661,20 €		10 000,00 €	12 000,00 €	53 051,00 €	63 661,20 €
2	Place du 56ème Régiment	12 837,00 €	15 404,40 €		10 000,00 €	12 000,00 €	22 837,00 €	27 404,40 €
3	Boulevard Henry IV	57 179,00 €	68 614,80 €		10 000,00 €	12 000,00 €	67 179,00 €	80 614,80 €
4	Route de Mende	97 517,00 €	117 020,40 €		10 000,00 €	12 000,00 €	107 517,00 €	129 020,40 €
5	Avenue d'Agropolis	19 256,00 €	23 107,20 €		10 000,00 €	12 000,00 €	29 256,00 €	35 107,20 €
TOTAL GC		229 840,00 €	275 808,00 €	TOTAL CABLAGE	50 000,00 €	60 000,00 €		
TOTAL							279 840,00 €	335 808,00 €

Arrondi à 280 000 € HT.

L'estimation de l'adaptation du réseau PEGASE par fibre optique et de ses équipements s'élève à (valeurs janvier 2014) :

280 000,00 HT  
336 000,00 TTC

### Caméras du CSU impactées par le projet tramway L5 et extension L4

Caméra N°	Localisation	Type d'alimentation provisoire	Type de transmission provisoire	Type de transmission définitif	GC Provisoire	GC Définitif	Total estimatif/caméra (Provisoire)	Total estimatif/caméra (Définitif)	Total Provisoire + Définitif (H.T)
C10	Bd. Jeu de Paume	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	11 409,14 €	20 857,87 €
C15	Place Albert 1er	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	1 701,73 €	11 150,46 €
C28	Av. de Vanières	Comme existant	Comme existant	Comme existant	oui	oui	14 083,14 €	11 466,14 €	25 549,28 €
C51	Pl. St Denis	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	11 926,23 €	21 374,96 €
C74	Bd Henri IV	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	10 866,23 €	20 314,96 €
C75	Av Clémenceau	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	11 409,14 €	20 857,87 €
C86	Pl. du 8 mai	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	15 095,23 €	24 543,96 €
C115	Pl. d'Aviler	Boîtier Slat EPV	3G / 4G	Fibre Pegase	non	oui	9 448,73 €	11 819,73 €	21 268,46 €
Sous-Totaux (H.T)							80 224,25 €	85 693,57 €	165 917,82 €

Arrondi à 166 000,00 € HT

166 000,00 €HT soit 199 200,00 €TTC supplémentaires seront nécessaires pour déplacer huit caméras du CSU (sur Jeu de Paume, Albert 1<sup>er</sup>, Vanières, St Denis, Henri IV, Clémenceau, 8 Mai 1945 et Aviler).

+

L'estimation de l'adaptation du réseau de caméras pour la surveillance urbaine par fibre optique et de ses équipements s'élève à (valeurs janvier 2014) :

166 000,00 € HT  
199 200,00 € TTC

La commune de Montpellier présentera régulièrement à TAM mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'état du bilan financier prévisionnel mis à jour et, en fin des travaux, le bilan financier définitif de l'opération.



## **ARTICLE 5 - ECHEANCIER DE REALISATION**

Les opérations relatives aux adaptations du réseau Pégase et du système Pétrarque seront réalisées à l'avancement des travaux, en fonction des nécessités des chantiers, ou par anticipation, selon les modalités indiquées à l'article 3 de la présente convention.

En particulier, les opérations relatives au système Pétrarque avec mise en service provisoire et définitive des équipements concernés, seront établies de manière concertée entre la communauté d'Agglomération et la commune, en fonction du planning détaillé de l'opération tramway et des impératifs générés par la coordination des différents chantiers des secteurs concernés, en particulier la mise à disposition du réseau de transmission du tramway et des carrefours à feux équipés. L'objectif est que le système soit opérationnel à la mise en service du tramway.

## **ARTICLE 6 – INDEXATION**

Les dépenses comprendront également les révisions ou actualisation de prix conformément aux marchés de travaux passés par la Commune de Montpellier, ainsi que sur les frais annexes.

Le montant total de la convention sera donc majoré de ces révisions et actualisation de prix, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant pour en tenir compte.

La commune présentera régulièrement à TAM, mandataire de l'Agglomération, l'état du bilan prévisionnel mis à jour et en fin de travaux le bilan financier de ses opérations.

## **ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT**

TAM procède pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au mandatement dans un délai de 30 jours à réception des demandes de paiement, des sommes dues par elle au crédit du compte ouvert au nom de la commune de Montpellier auprès du trésorier principal municipal de Montpellier.

Le paiement s'effectue suivant présentation des certificats de paiement d'acompte présentés par la Commune de Montpellier, accompagnés des pièces justificatives. Le rythme de présentation des acomptes sera en général mensuel, suivant le délai de chaque opération.

A cet effet, la Commune de Montpellier produira un état récapitulatif, mois par mois, des dépenses prévisionnelles qu'elle doit engager.

Le paiement du solde intervient après réception des travaux, sur production d'un récapitulatif des décomptes généraux et définitifs des marchés et des factures, et des procès-verbaux de réception des travaux.

Si la commune de Montpellier en fait la demande, TAM pourra consentir une avance sur le montant des dépenses à engager pour la réalisation des travaux.

## **ARTICLE 8 - PROPRIETE DES OUVRAGES**

Les ouvrages réalisés dans le cadre de cette convention restent la propriété de la commune, qui en assurera l'entretien et la gestion complète.

## **ARTICLE 9 - ENTREE EN VIGUEUR ET TERME DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Montpellier,  
le

**POUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

Le Maire

**POUR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
DE MONTPELLIER**

Le Président de la Commission  
tramway-transport-déplacements